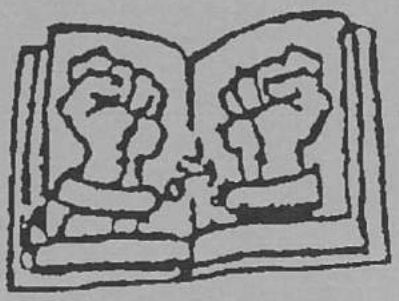
Cahiers du mouvement ouvrier

Karl Marx : Enquête ouvrière
Narimanov : La question nationale en URSS (1924)
Brian Pearce : L'agitation ouvrière en Grande-Bretagne (1910-1918)
Julien Papp : L'Europe centrale en 1944-1947



C.E.R.M.T.R.I.
Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste
et Révolutionnaires Internationaux

N° 33 - Premier trimestre 2007 (janvier-février-mars) - REVUE TRIMESTRIELLE - PRIX : 8 euros

Cahiers du mouvement ouvrier

Fondés par Jean-Jacques Marie et Vadim Rogovine
Assistant pour la partie russe et soviétique : Marc Goloviznine, collaborateur scientifique de l'Institut de sociologie de l'Académie des sciences de Russie

Directeur de la publication : Jean-Jacques Marie
Comité de rédaction : Nicole Bossut-Perron, Odile Dauphin, Marc Goloviznine, Frank Labrasca, Pierre Levasseur, Jean-Jacques Marie, Pierre Roy, Jean-Marc Schiappa.

CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris
Imprimerie ROTINFED 2000, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris
Internet : http://assoc.wanadoo.fr/cermtri
e-mail : cermtri@wanadoo.fr.

SOMMAIRE

- **Présentation ..... p. 5**
- **Karl Marx : Enquête ouvrière ..... p. 9**
- **Christian Coudène : A Lyon, sur les pas de Flora Tristan ..... p. 17**
- **Pierre Roy : La fusillade du Brûlé ..... p. 29**
- **Fabien Jeannier : Autour de la Clydeside ..... p. 41**
- **Brian Pearce : L'agitation ouvrière en Grande-Bretagne (1910-1918) ..... p. 49**
- **Narimanov : Mémoire sur la politique nationale du Parti communiste soviétique (1924) ..... p. 59**
- **Julien Papp : L'Europe centrale au lendemain de la guerre ..... p. 69**
- **En parcourant *L'Odyssée soviétique* de Suzanne Rosenberg ..... p. 83**
- **Vadim Rogovine : La chasse aux trotskystes "à l'étranger" ..... p. 89**
- **Jean-Jacques Marie : Quelques livres sur la révolution hongroise des conseils ouvriers ..... p. 95**
- **La correspondance Howard Fast-Boris Polevoï ..... p. 101**

• **Jean-Marc Schiappa :**
Sur le *Manuel d'histoire* du PCF ..... p. 107

• **Chronique des falsifications ..... p. 113**

• **Pages oubliées ..... p. 119**

• **Dans l'ex-URSS aujourd'hui ..... p. 123**

• **Notes de lecture ..... p. 127**

Présentation

Après deux numéros spéciaux (nos 31 et 32) consacrés au cinquantième anniversaire des révolutions hongroise et polonaise de 1956, ce numéro publie à nouveau une série d'articles portant sur des moments différents de l'histoire du mouvement ouvrier mondial, de l'activité de Flora Tristan comme constructrice du mouvement ouvrier naissant en France à la situation révolutionnaire en Europe centrale au lendemain de la Seconde Guerre mondiale.

Nous renvoyons aux présentations particulières des divers textes.

Nous voudrions ici attirer l'attention de nos lecteurs sur les trois prochains numéros en préparation :

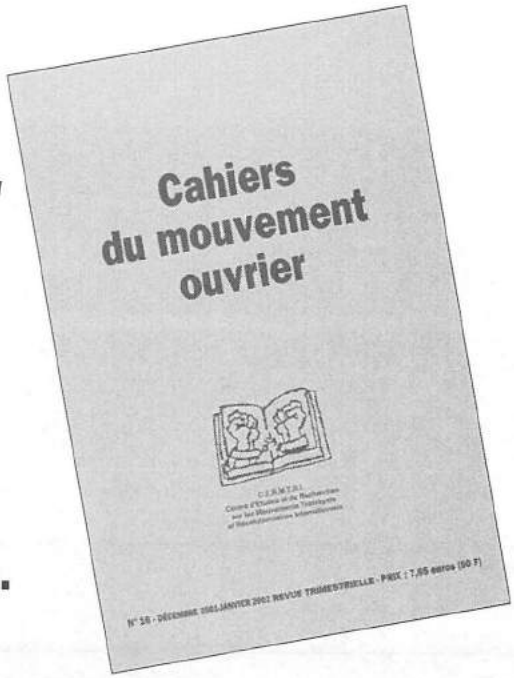
— Le n° 34 portera en grande partie sur les journées de mai 1937 à Barcelone, qui constituent un moment tournant de la révolution espagnole. L'image donnée de ces journées dans l'écrasante majorité des ouvrages consacrés à la révolution espagnole, reprenant le plus souvent les tombereaux de contre-vérités, d'inventions et de calomnies déversés par les staliniens sur ces événements, relève le plus souvent de la caricature ou au mieux de l'incompréhension.

— Le n° 35, publié à l'occasion du quatre-vingt-dixième anniversaire de la révolution russe, et le n° 36 seront entièrement consacrés à la révolution mondiale de 1917 à 1921 et s'attacheront à répondre à la question posée par de nombreux militants et par d'honnêtes historiens : la révolution mondiale, dont la révolution russe représentait, pour les

bolcheviks, le premier moment ou la première étape, était-elle, entre 1917 et 1921, une utopie ou une perspective réelle et réalisable (et si oui, pourquoi a-t-elle finalement échoué ?) .

Ces deux numéros étudieront donc la situation et l'état du mouvement ouvrier dans les pays touchés et ravagés par la guerre, et dans tous ceux qui ont été secoués par une crise politique et sociale au lendemain de la guerre.

Les *Cahiers du mouvement ouvrier*



• Collection complète (nos 1 à 32) :
— 100 euros + 20 euros de frais de port (France) ;
— 100 euros + 30 euros de frais de port (étranger).

Cahiers du mouvement ouvrier

(volume de 144 pages)

Prix du numéro : **8 euros**

Abonnement annuel (quatre numéros) :

— France : **29 euros** ;

— Etranger : Europe : **33 euros** ; Asie, Amérique, Afrique : **38 euros**.

Nom, prénom : .....

Adresse : .....

.....

Abonnement d'un an :

❒ à partir du n° 13 ❒ à partir du n° 14 ❒ à partir du n° 15 ❒ à partir du n° 16
❒ à partir du n° 17 ❒ à partir du n° 18 ❒ à partir du n° 19 ❒ à partir du n° 20
❒ à partir du n° 21 ❒ à partir du n° 22 ❒ à partir du n° 23 ❒ à partir du n° 24
❒ à partir du n° 25 ❒ à partir du n° 26 ❒ à partir du n° 27 ❒ à partir du n° 28
❒ à partir du n° 29 ❒ à partir du n° 30 ❒ à partir du n° 31 ❒ à partir du n° 32
❒ à partir du n° 33

Commande du (des) n° (nos) : .....

❒ **Commande du n° 2 de l'édition russe (15 euros port compris)**

La collection des nos 1 à 32 : 100 euros + 20 euros de frais de port ❒
Chèques à l'ordre du CERMTRI
(préciser : *Cahiers du mouvement ouvrier*)
A renvoyer au CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris

DOCUMENTS

G. Munis

LEÇONS D'UNE DÉFAITE PROMESSE DE VICTOIRE

CRITIQUE ET THÉORIE DE LA RÉVOLUTION ESPAGNOLE

1930 - 1939

Science éditions Marxiste

Karl Marx : *"Enquête ouvrière"*

Au mois d'octobre 1879, se tient à Marseille le congrès constitutif du Parti ouvrier français, dont le principal dirigeant est Jules Guesde. L'*Encyclopédie socialiste* en résume ainsi le programme fondamental :
***"Le congrès déclare que l'appropriation collective de tous les instruments de travail et de toutes les forces de production doit être poursuivie par tous les moyens possibles. Il insiste sur la nécessité pour le prolétariat de former un parti politique de classe et d'opérer une scission totale d'avec la bourgeoisie"* (Paul Louis, *"Le Parti socialiste en France"*, *Encyclopédie socialiste*, pp. 11 et 12).**

L'année suivante, en 1880, Karl Marx, qui avait participé à la rédaction du programme du premier parti ouvrier français, décide de contribuer à son activité en leur envoyant le texte ci-après d'une enquête, que Marx invite les membres du parti français à diffuser dans les usines et les bureaux. Ce texte peu connu, guère évoqué dans les biographies de Marx disponibles, souligne avec quel soin minutieux, jusque dans le plus petit détail, Marx mène le travail qu'il soumet à l'attention des responsables du parti ouvrier français.

101 questions

I

1° Quel est votre métier ?

2° Est-ce que l'atelier dans lequel vous travaillez appartient à un capitaliste ou à une compagnie d'actionnaires ? Donnez les noms des capitalistes employeurs ou des directeurs de la compagnie.

3° Donnez le nombre de personnes employées.

4° Donner leur âge et leur sexe.

5° Quel est l'âge le moins élevé auquel les enfants (garçons ou filles) sont admis ?

6° Donnez le nombre des surveillants et autres employés qui ne sont pas des salariés ordinaires.

7° Y a-t-il des apprentis ? Combien ?

8° Outre les ouvriers ordinairement et régulièrement employés, y en a-t-il d'autres qui viennent du dehors et à certaines saisons ?

9° Est-ce que l'industrie de votre patron travaille exclusivement ou principalement pour les chalands de la localité, pour le marché intérieur général ou pour l'exportation étrangère ?

10° L'atelier est-il situé à la campagne ou à la ville ? Nommez l'endroit.

11° Si votre atelier est situé à la campagne, est-ce que votre travail industriel suffit à vous faire vivre, ou bien le combinez-vous avec un travail agricole ?

12° Est-ce que votre travail est fait à la main ou avec l'aide de machines ?

13° Donnez des détails sur la division du travail dans votre industrie.

14° Emploie-t-on la vapeur comme force motrice ?

15° Enumérez le nombre de chambres dans lesquelles les différentes branches de l'industrie sont pratiquées. Décrivez la spécialité dans laquelle vous êtes employé ; parlez non seulement de la partie technique, mais encore de la fatigue musculaire et nerveuse qu'elle impose, et ses effets généraux sur la santé des ouvriers.

16° Décrivez les conditions hygiéniques de l'atelier : dimension des pièces, place assignée à chaque ouvrier, ventilation, température, blanchiment des murs à la chaux, lieux d'aisances, propreté générale, bruit des machines, poussières métalliques, humidité, etc.

17° Existe-t-il une surveillance municipale ou gouvernementale sur les conditions hygiéniques des ateliers ?

18° Dans votre industrie, y a-t-il des émanations délétères spéciales engendrant des maladies spécifiques parmi les ouvriers ?

19° L'atelier est-il encombré de machines ?

20° La force motrice, les appareils de transmission et les machines sont-ils protégés de manière à prévenir tout accident ?

21° Enumérez les accidents arrivés durant votre expérience personnelle.

22° Si vous travaillez dans une mine, énumérez les mesures préventives prises par votre employeur pour assurer la ventilation et empêcher les explosions et autres accidents dangereux.

23° Si vous travaillez dans une fabrique de produits chimiques, dans une usine, dans une manufacture d'objets métalliques ou toute autre industrie présentant des dangers spéciaux, énumérez les mesures de précaution prises par votre employeur.

24° Quels sont les moyens d'éclairage de votre atelier (gaz, pétrole, etc.) ?

25° En cas d'incendie, les moyens de fuite sont-ils suffisants ?

26° En cas d'accident, l'employeur est-il obligé légalement d'indemniser l'ouvrier ou sa famille ?

27° Sinon, a-t-il jamais indemnisé ceux à qui il est arrivé malheur pendant qu'ils travaillaient à l'enrichir ?

28° Y a-t-il un service médical dans votre atelier ?

29° Si vous travaillez à votre domicile, décrivez l'état de votre chambre de travail. Vous servez-vous seulement d'outils ou de petites machines ? Vous faites-vous aider par vos enfants ou d'autres personnes (adultes ou enfants, mâles ou femelles) ? Travaillez-vous pour des clients particuliers ou pour un entrepreneur ? Traitez-vous directement avec lui ou par un intermédiaire ?

II

30° Enumérez les heures de travail quotidiennes et les jours de travail pendant la semaine.

31° Enumérez les jours fériés pendant l'année.

32° Quelles sont les interruptions de la journée de travail ?

33° Les repas sont-ils pris à des intervalles déterminés ou irrégulièrement ? Sont-ils pris dans ou en dehors de l'atelier ?

34° Travaille-t-on pendant les heures de repas ?

35° Si l'on emploie la vapeur, quand la donne-t-on, quand l'arrête-t-on ?

36° Y a-t-il du travail de nuit ?

37° Enumérez les heures de travail des enfants et des jeunes personnes au-dessous de 16 ans.

38° Y a-t-il des relais d'enfants et de jeunes personnes se remplaçant mutuellement durant les heures de travail ?

39° Les lois sur le travail des enfants sont-elles mises en vigueur par le gouvernement ou la municipalité ? Les employeurs s'y soumettent-ils ?

40° Existe-t-il des écoles pour les enfants et les jeunes personnes employés dans votre métier ? S'il y en a, quelles sont les heures d'école ? Qui les dirige ? Qu'y enseigne-t-on ?

41° Quand le travail est de nuit et de jour, quel est le système de relais ?

42° Quelle est la prolongation habituelle des heures de travail pendant les périodes de grande activité industrielle ?

43° Les machines sont-elles nettoyées par les ouvriers spécialement engagés pour ce travail ou le sont-elles gratuitement par les ouvriers employés aux machines pendant leur journée de travail ?

44° Quels sont les règlements et les amendes pour les retards ? Quand la journée de travail commence-t-elle, quand recommence-t-elle après les repas ?

45° Quel temps perdez-vous en vous rendant à l'atelier et en rentrant chez vous ?

III

46° Quels sont les contrats que vous passez avec votre employeur ? Etes-vous engagé à la journée, à la semaine, au mois, etc. ?

47° Quelles sont les conditions stipulées pour donner ou recevoir congé ?

48° Dans le cas de rupture de contrat, quand c'est l'employeur qui est en faute, quelle est sa pénalité ?

49° Quand c'est l'ouvrier qui est en faute, quelle est sa pénalité ?

50° S'il y a des apprentis, quels sont les termes de leur contrat ?

51° Votre travail est-il régulier ou irrégulier ?

52° Dans votre métier, travaille-t-on seulement pendant certaines saisons, ou est-ce que le travail dans les temps ordinaires est distribué plus ou moins également pendant toute l'année ? Si vous ne travaillez que pendant certaines saisons, comment vivez-vous dans l'intervalle ?

53° Etes-vous payé au temps ou à la pièce ?

54° Si vous êtes payé au temps, êtes-vous payé à l'heure ou à la journée ?

55° Y a-t-il des salaires extra pour du travail extra ? Quels sont-ils ?

56° Si vos salaires sont payés à la pièce, comment les fixe-t-on ? Si vous êtes employé dans des industries où le travail exécuté est mesuré par la quantité ou le poids, comme c'est le cas dans les mines, votre employeur ou ses commis ont-ils recours à des tricheries pour vous frauder d'une partie de vos gains ?

57° Si vous êtes payé à la pièce, fait-on de la qualité de l'article un prétexte pour des déductions frauduleuses de vos salaires ?

58° Que vous soyez payé à la pièce ou au temps, quand êtes-vous payé, en d'autres termes, quelle est la durée du crédit que vous faites à votre maître avant de recevoir le prix du travail exécuté ? Etes-vous payé après une semaine, un mois, etc. ?

59° Avez-vous remarqué que le retard dans le paiement de vos salaires vous oblige à recourir fréquemment au mont-de-piété, payant là un haut taux d'intérêt, vous dépouillant de choses dont vous avez besoin ; de faire des dettes chez les boutiquiers, devenant leur proie parce que vous êtes leur débiteur ? Connaissez-vous des cas où des ouvriers ont perdu leur salaire par la faillite ou la banqueroute de leurs patrons ?

60° Les salaires sont-ils payés directement par le patron ou par des intermédiaires *(marchandeurs,* etc.) ?

61° Si les salaires sont payés par des marchandeurs ou d'autres intermédiaires, quels sont les termes de votre contrat ?

62° Quel est le taux de votre salaire en argent, au jour et à là semaine ?

63° Quels sont les salaires des femmes et des enfants coopérant avec vous dans le même atelier ?

64° Quel a été dans votre atelier le salaire à la journée le plus élevé pendant le mois dernier ?

65° Quel a été le salaire à la pièce le plus élevé pendant le mois dernier ?

66° Quel a été votre salaire pendant le même temps, et si vous avez une famille, quels sont les salaires de votre femme et de vos enfants ?

67° Les salaires sont-ils payés entièrement en argent ou autrement ?

68° Si c'est votre employeur qui vous loue votre domicile, quelles sont ses conditions ?

Est-ce qu'il déduit le loyer de vos salaires ?

69° *Quels sont les prix des objets nécessaires,* tels que :

a) Loyer de votre habitation, conditions de location ; le nombre de pièces qui la composent, des personnes qui y demeurent ; réparations, assurances ; achat et entretien du mobilier, chauffage, éclairage, eau, etc.

b) Nourriture : pain, viande, légumes, pommes de terre, etc., laitage, œufs, poissons, beurre, huile, saindoux, sucre, sel, épicerie, café, chicorée, bière, cidre, vin, etc., tabac.

c) Habillement pour les parents et les enfants, blanchissage, soins de propreté, bains, savon, etc.

d) Frais divers : port de lettres, emprunts et dépôts au mont-de-piété, frais d'école des enfants, d'apprentissage, achats de journaux, de livres, etc., contributions à des sociétés de secours mutuels, pour des grèves, des coalitions, des sociétés de résistance, etc.

e) Frais, s'il y en a, occasionnés par l'exercice de votre métier.

f) Impôts.

70° Essayez d'établir le budget hebdomadaire et annuel de vos revenus et de

ceux de votre famille, de vos dépenses hebdomadaires et annuelles.

71° Avez-vous remarqué, par expérience personnelle, une plus grande hausse dans les objets nécessaires à la vie, tels que logement, nourriture, etc., que dans le salaire ?

72° Enumérez les variations dans le taux des salaires qui vous sont connues.

73° Mentionnez la hausse des salaires en temps de stagnation et de crise industrielle.

74° Mentionnez la hausse des salaires dans les prétendus temps de prospérité.

75° Mentionnez les interruptions dans le travail par le changement des modes et les crises particulières et générales. Racontez vos propres chômages involontaires.

76° Comparez les *prix des articles que vous produisez* ou des services que vous rendez avec le prix de votre travail.

77° Citez le cas que vous connaissez d'ouvriers déplacés par l'introduction des machines ou des autres perfectionnements.

78° Avec le développement des machines et la productivité du travail, l'intensité et la durée du travail ont-elles augmenté ou diminué ?

79° Connaissez-vous aucune élévation de salaire comme conséquence du progrès de la production ?

80° Avez-vous jamais connu des ouvriers ordinaires qui aient pu se retirer à l'âge de 50 ans et vivre sur l'argent gagné dans leur qualité de salarié ?

81° Quel est, dans votre métier, le nombre d'années pendant lequel un ouvrier de santé moyenne peut continuer à travailler ?

IV

82° Existe-t-il des sociétés de résistance dans votre métier et comment sont-elles conduites ? Envoyez leurs statuts et règlements.

83° Combien de grèves se sont produites dans votre métier que vous connaissez par expérience ?

84° Combien de temps ces grèves ont-elles duré ?

85° Etaient-elles générales ou partielles ?

86° Avaient-elles pour but une hausse des salaires où étaient-elles faites pour résister à une réduction des salaires ; ou se rapportaient-elles à la longueur de la journée de travail ou étaient-elles causées par d'autres motifs ?

87° Quels ont été leurs résultats ?

88° Parlez de l'action des prud'hommes.

89° Votre métier a-t-il soutenu des grèves d'ouvriers appartenant à d'autres corps de métier ?

90° Parlez des règlements et des pénalités établis par votre employeur pour le gouvernement de ses salariés.

91° Y a-t-il eu des coalitions d'employeurs pour imposer des réductions de salaires, des augmentations de travail, pour entraver les grèves, et généralement pour imposer leurs volontés ?

92° Connaissez-vous des cas où le gouvernement ait abusé des forces publiques pour les mettre au service des employeurs contre leurs employés ?

93° Connaissez-vous des cas où le gouvernement soit intervenu pour protéger les ouvriers contre les exactions des maîtres et leurs coalitions illégales ?

94° Le gouvernement fait-il exécuter contre les maîtres les lois qui existent sur le travail ? Est-ce que ses inspecteurs remplissent leur devoir ?

95° Existe-t-il dans votre atelier ou métier des sociétés de secours mutuels pour les cas d'accidents, de maladies, de mort, d'incapacité temporaire de travail, de vieillesse, etc. ?

Envoyez leurs statuts et règlements.

96° Est-ce que l'entrée dans ces sociétés est volontaire ou obligatoire ? Est-ce que les fonds sont exclusivement sous le contrôle des ouvriers ?

97° Si les contributions sont obligatoires et sous le contrôle des maîtres, les retiennent-ils sur les salaires ? Est-ce qu'ils paient des intérêts pour ces retenues ? Est-ce qu'elles sont rendues à l'ouvrier quand il donne congé ou est ex-

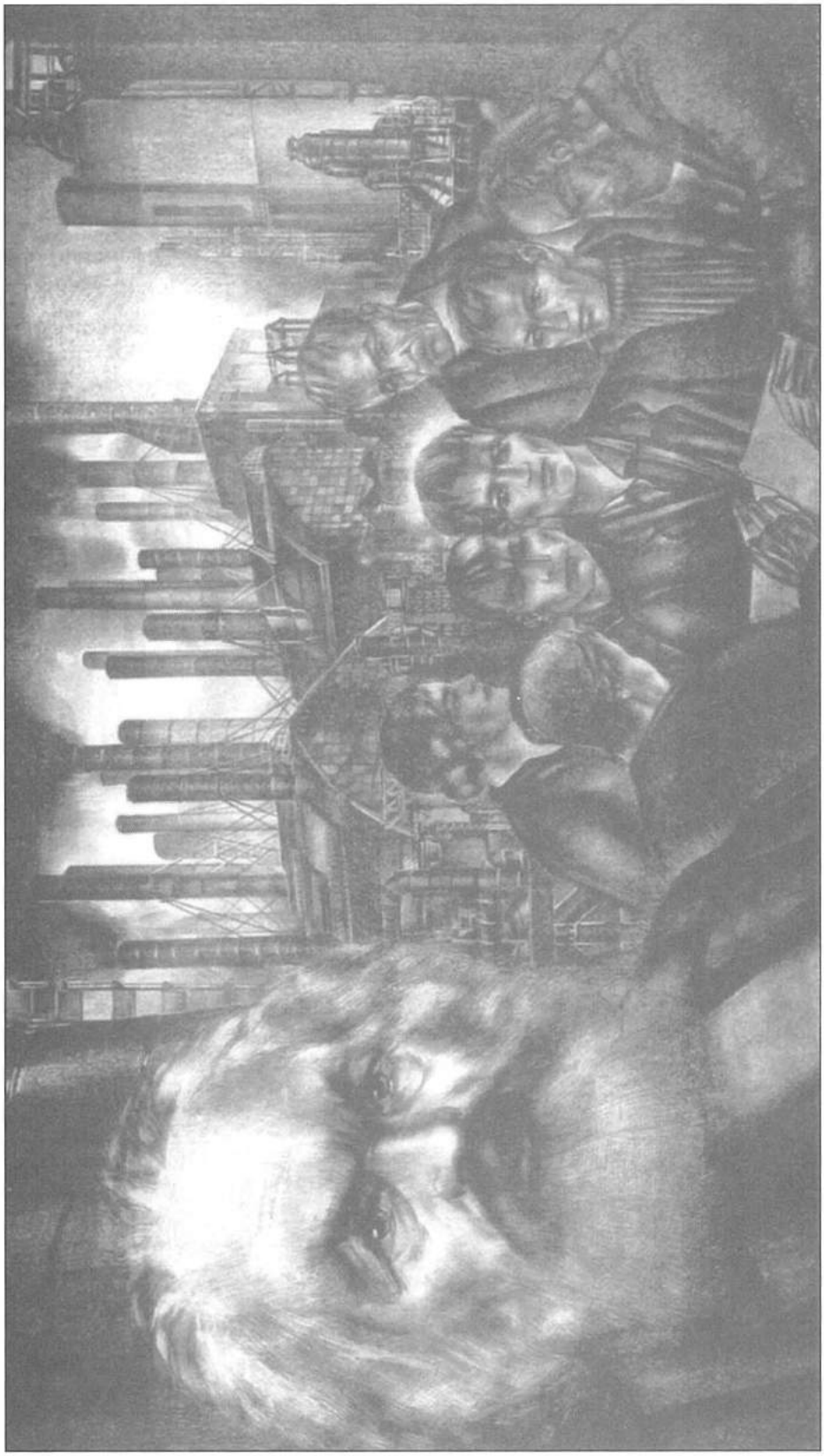
pulsé ? Connaissez-vous des cas où des ouvriers ont bénéficié de prétendues caisses de retraite contrôlées par les patrons, mais dont le capital constituant est prélevé sur les salaires des ouvriers ?

98° Y a-t-il des sociétés coopératives dans votre métier ? Comment sont-elles dirigées ? Est-ce qu'elles emploient des ouvriers du dehors de la même façon que les capitalistes le font ? Envoyez leurs statuts et règlements.

99° Existe-t-il dans votre métier des ateliers où les rétributions des ouvriers sont payées partie sous le nom de salaire et partie sous le nom de prétendue coparticipation dans les profits ? Comparez les sommes reçues par ces ouvriers et celles reçues par d'autres ouvriers où il n'existe pas de prétendue coparticipation dans les profits. Enumérez les engagements des ouvriers vivant sous ce régime. Peuvent-ils faire des grèves, etc., ou leur est-il seulement permis d'être les humbles serviteurs de leurs maîtres ?

100° Quelles sont les conditions générales physiques, intellectuelles, morales des ouvriers et ouvrières employés dans votre métier ?

101° Observations générales.



A Lyon, sur les pas de Flora Tristan

(Christian Coudène)

Le n° 30 des *Cahiers du mouvement ouvrier* a publié un premier article de Christian Coudène sur Flora Tristan, dont le titre indiquait l'orientation donnée à son étude : *"Une réflexion et une action qui se situent à l'origine du mouvement ouvrier."* Christian Coudène soulignait : *"Elle fut de ceux et celles qui voulurent apporter une réponse concrète par l'action et l'organisation à la situation d'exploitation des ouvriers."* Il ajoutait : *"A chaque essor du mouvement ouvrier, on redécouvre Flora Tristan et on lui rend hommage. Au contraire, chaque fois que des bureaucrates s'élèvent au-dessus des travailleurs ou que la répression disloque le mouvement ouvrier, elle est reléguée aux oubliettes."*

Ce second article de Christian Coudène précise un aspect essentiel de l'action de cette femme militante. Pour son tour de France, dont Christian Coudène évoque ici une étape, elle avait demandé une lettre de soutien à George Sand, qui avait alors la réputation d'être un écrivain socialiste — et qui, plus tard, bavera sur la Commune de Paris. On admirera l'hypocrisie de l'écrivain(e), qui, dans une lettre au Nîmois Jules Boicouran, écrit : *"Je n'ai pu lui refuser une lettre d'introduction auprès de vous. C'est une femme active, courageuse, sincère, je crois, mais pleine d'orgueil, de confiance dans l'infaillibilité de ses découvertes socialistes, qui ne sont qu'enfantillages."*
Et elle laisse le choix au destinataire de cette recommandation : *" Si vous trouvez qu'elle a quelque chose de bon et d'utile à faire dans votre ville pour les classes prolétaires dont elle s'attribue un peu le monopole, en fait de salut économique, aidez-la. Sinon, faites-lui quelque politesse et récusez-vous."*
Le tort de Flora Tristan aux yeux de la romancière, c'est qu'elle voulait aider les ouvriers et les ouvrières à s'organiser, alors que ces derniers n'étaient pour George Sand qu'un matériau, parmi d'autres, pour une littérature sentimentale bien oubliée.

"Une fomentation sourde et terrible"

Du 2 mai au 7 juillet 1844, Flora Tristan est à Lyon, une étape importante de son tour de France.

Départ du quai de la Pêcherie, sous le pont la Feuillée : c'est là que, le 2 mai 1844, Flora Tristan est arrivée à Lyon. Elle débarque d'un coche d'eau qui faisait le transport de passagers sur la Saône depuis Chalon-sur-Saône. En descendant, elle peste contre l'entassement, l'inconfort réservé aux pauvres, considérés comme du bétail. Petit rappel : qui était Flora Tristan. La fille d'un riche aristocrate, dont le mariage n'a pas été légalisé, sa mère est tombée dans la misère après la mort de son mari. Flora a commencé à travailler à 16 ans comme coloriste. Son patron l'épouse et lui fait, en quatre ans, trois enfants. Flora subit ses violences, il dilapide son argent au jeu. Elle demande la séparation (le divorce était interdit), se cache avec sa fille. Il ne la laissera jamais tranquille, jusqu'à ce qu'il lui tire dessus avec un revolver. Des deux balles qui l'avaient atteinte, l'une ne put être extraite, elle était restée juste à côté du cœur. Présentation de ses pétitions, ses livres, ses voyages, ses combats. D'où elle venait, pourquoi elle avait entrepris ce nouveau voyage : un tour de France pour présenter son livre, *L'Union ouvrière* (voir les *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 30).

Elle a 41 ans.

Lyon est une très grande ville de 180 000 habitants, où les ouvriers sont nombreux et les canuts se sont révoltés en 1831, puis 1834. Elle est très surprise par la saleté de la ville et sa noirceur. Par rapport à Londres, elle la trouve très sordide et noire. Peu à peu, elle va faire connaissance avec les ouvriers et constatera qu'ils sont très en avance sur ceux des autres villes qu'elle a visitées.

Extraits de son journal

*"**Jeudi 2 mai** : la première impression m'a été très pénible, très désagréable, et a jeté dans mon âme un sentiment de tristesse et de rage indéfinissable. L'aspect de ces maisons casernes, toutes uniformément sombres, noires et sans la moindre élégance ni la plus petite richesse, a présenté immédiatement à mon esprit la souffrance et le dur labeur de la classe ouvrière renfermée dans cette ville — Lyon ressemble beaucoup aux villes anglaises ; les trottoirs de moins, la propreté de moins, la largeur des rues de moins, et le confort de moins...*

***Samedi 4 mai** : ici, quand on veut voir le ciel, il faut s'arrêter dans la rue, lever la tête pour apercevoir un bout de ciel bleu entre deux hautes murailles – On se croit enfermé dans une prison."*

Rue Luizerne. La vieille plaque gravée se voit encore, c'est maintenant la rue Major-Martin.

C'est là qu'elle a rendez-vous avec ses amis ou correspondants de Lyon. Elle y fait connaissance de la blanchisseuse Eléonore Blanc, environ 25 ans, à laquelle elle va s'attacher fortement pendant son séjour. L'amitié sera réciproque et Flora l'emmènera avec elle, lui fera jouer le rôle d'une secrétaire et d'une collaboratrice qui doit se préparer à continuer le combat quand elle sera repartie.

Pour préparer son voyage, à Paris, elle a demandé à ses connaissances socialistes, à toutes les associations d'ouvriers, de compagnons, aux clubs fouriéristes, aux démocrates ou républicains, de lui fournir des adresses de correspondants à contacter dans chacune des villes où elle compte se rendre.

Elle tient un journal, qui rassemble des notes prises à chaud, car elle veut rédiger un livre sur l'état physique et moral de la classe ouvrière en France, comme elle l'a fait avec les *Promenades dans Londres*, qui sera un témoignage et une dénonciation des conditions dans lesquelles sont placés les ouvriers et les ouvrières. C'est donc par ce récit très précis que l'on connaît non seulement les étapes de son séjour, mais les réflexions que lui inspirent ses rencontres. Parfois, il s'agit d'une note rapide qu'elle développera plus tard, sorte de pense-bête ; parfois, c'est un monologue intérieur où elle laisse aller sa colère, son indignation devant la bêtise et la méchanceté, son émotion face à la misère, ses jugements à l'emporte-pièce contre les vaniteux et les sots.

Lors de son séjour à Bordeaux, elle a été pistée par la police et elle a réfléchi au moyen de contrer cette menace. Quand elle arrive dans une ville, elle va voir les autorités locales, préfet, évêque, hommes d'influence, pour se présenter et présenter sa campagne en faveur des palais de l'Union ouvrière, et elle leur demande un appui financier. Ainsi, elle se protège contre les accusations de faire de l'agitation et de favoriser des émeutes, de troubler l'ordre public, ce qui entraînerait son arrestation et mettrait fin à son tour de France. Cela lui permet aussi de dresser le portrait de l'hypocrisie des bourgeois et des évêques. Les mêmes qui prônent la charité et l'aumône pour les pauvres sont très mécontents de son initiative, ils ne lui donnent aucun soutien financier, bien sûr, et cherchent à la faire renoncer à cette initiative. Mais ils la reçoivent, souvent après l'avoir fait attendre longuement pour qu'elle se décourage. Parfois, elle force carrément leur porte quand ils refusent de donner un rendez-vous, c'est presque toujours le cas pour les évêques. Elle ne renonce jamais, car être reçue même à contre-gré est pour elle une protection qu'elle ne néglige pas.

Extraits de son journal

*"**Mardi 7 mai** : je suis épuisée, tuée de fatigue ! A peine si j'ai le temps de prendre des notes. Les ouvriers m'arrivent de tous côtés de manière que je suis obligée de parler toute la journée – Cela m'épuise, mais j'apprends beaucoup...*

J'ai déjà vu les principaux négociants pour leur demander s'ils veulent prendre l'initiative en souscrivant chacun pour une somme pour la construction du premier palais – Pas un encore n'a osé rejeter directement ma proposition, mais pas un ne l'a accueillie.

L'aspect des cabarets de la Croix-Rousse le dimanche — les ouvriers s'y réunissent pour boire de la bière, mais ils sont là tranquilles, pas de cris, pas de bruits, pas de mouvement comme à Paris — On se demande en les voyant si calmes comment ces gens-là ont pu faire deux révolutions et comment ils inspirent eux aussi une aussi grande crainte au pouvoir — C'est que sous cette apparence de calme, une fomentation sourde et terrible agite ces malheureux, dont l'exaltation s'augmente en proportion de la contrainte qu'ils s'imposent."

Le commissaire de police et "la boutique prêtre-église"

Place des Terreaux. Flora a logé dans un bâtiment qui était à l'époque un grand hôtel.

Elle va organiser des réunions tous les jours et plusieurs fois par jour. Le droit de réunion n'existe pas et tout rassemblement de plus de 20 personnes peut être considéré comme une émeute, et donc sévèrement réprimé. C'est pourquoi il faut tenir des réunions chez des personnes privées et se méfier des mouchards de la police. Parfois, elle est reçue par des associations et doit affronter un public hostile, mais rapidement, chez les particuliers, elle rencontre un grand succès et se retrouve devant des salles archi-bourrées, et les invitations ne lui laissent que peu de répit.

Pendant son séjour éclate une grève à Rive-de-Giers et une dure répression s'abat sur les ouvriers. La presse met en relation ces émeutes et la présence de Flora à Lyon. Du coup, un beau jour, la police fait une perquisition dans son hôtel. Elle a le temps de cacher une lettre qu'elle écrivait à Victor Considérant (1), laisse les policiers fouiller, ils emportent ses papiers. Elle se rend à la convocation d'un juge et se défend en soulignant l'incohérence de cette perquisition, puisqu'elle ne fait que présenter un livre qui a déjà connu deux éditions à Paris, donc est tout à fait légal — et ses propositions ne peuvent pas être mieux connues, puisqu'elle a pris le soin de les présenter dans un livre. On voit qu'elle a réfléchi à la façon d'organiser les ouvriers en contournant en quelque sorte les interdictions de la monarchie, mais en respectant strictement la légalité. Cet incident qui débouche sur un non-lieu fait peur aux socialistes bourgeois.

Les représentants à Lyon des fouriéristes, après cette descente policière, prennent leurs distances. Ce qu'elle prend avec une certaine philosophie, son combat est éloigné de leur position : faire des petits cercles pour reconstruire le monde n'est pas son but. Cela lui confirme, en tous les cas, que les risques qu'elle prend, elle, pour organiser les ouvriers, effraient ces messieurs. Un journal de la bourgeoisie républicaine va expliquer que, si elle a eu un non-lieu, c'est bien la preuve qu'elle est un agent de la police et que les ouvriers doivent s'en méfier. Dans l'ambiance de répression, d'espionnage, de délation qui frappait les groupes d'ouvriers qui cherchaient à s'organiser, c'était aussi une façon de tenter de lui nuire. Pourtant, le résultat est à l'inverse. Ces tracasseries policières lui font une bonne publicité auprès des ouvriers, qui veulent en savoir plus sur ce qu'elle dit, puisque la police la surveille. N'oublions pas que c'est en 1831 et 1834 que les canuts révoltés ont été massacrés, il y a seulement dix ans.

A cette époque, elle est déjà malade, elle a des fièvres irrégulières, mais, pour le moment, elle se dépense sans compter. D'après les indications qu'on a, elle avait sans doute la fièvre typhoïde.

En face de son hôtel, il y a le musée Saint-Pierre. Elle y va parfois quand elle a un moment. Elle aime beaucoup une peinture italienne. Flora avait des connaissances en art, en peinture, qui étonnent, car elle est autodidacte, et on ne sait pas bien comment elle a franchi les étapes entre l'ouvrière-épouse écrasée par le mariage et l'écrivain reconnu fréquentant George Sand, Eugène Sue et bien d'autres. Elle n'a pas laissé de trace de l'époque où, pour vivre, elle a été bonne et femme de ménage. Les lettres qu'elle a écrites alors montrent une orthographe et un français épouvantables. Elle s'est donc instruite au cours du temps par ses relations avec les milieux socialistes. Par rapport à George Sand, Flora est beaucoup plus intrépide, elle dédaigne ce déguisement en homme pour devenir écrivain. Elle avait lancé une pétition pour le rétablissement du droit au divorce, que George Sand ne signa pas.

Elle visite les hôpitaux, l'Hôtel-Dieu, l'Antiquaille, et prend de nombreuses notes sur les conditions désastreuses des

(1) Fouriériste connu à l'époque, qui soutient Flora Tristan.

malades. Elle montre aussi que le système de l'aumône permet aux patrons de faire baisser encore plus les salaires.

"Mes réunions ont un caractère tout particulier"

La Montée de la Grande-Côte. Ah ! il faut avoir monté cette rue, qui n'avait pas encore changé dans les années 1960, pour apprécier des passages de son journal. Cette ruelle étroite, toute en pente, était noire, noire de crasse, noire de misère. On l'a défoncée pour construire des immeubles neufs dans les années 1970. Avant, on pouvait, rien qu'en la remontant, plonger encore dans l'ambiance que décrit Flora. La pente, les ruelles adjacentes, les traboules permirent aux canuts de se battre contre la mitraille. L'assainissement, l'embellissement, aurait pu se faire sans casser les masures, sans bri-

Extraits de son journal

*"**10 mai** : à 11 heures du matin, le commissaire central de la police (le sieur Bardoz) s'est présenté chez moi accompagné de 4 agents porteurs d'un mandat de perquisition — C'est bien le commissaire tel qu'on nous le représente dans les mélodrames — figure oiseuse, plate, basse et laide — faisant l'important.*

Cette persécution a fait bon effet sur les ouvriers, elle arrive à leur faire comprendre que ce que je prêche a de la valeur, puisque M. le Procureur du roi s'y oppose.

***11 mai** : je viens de visiter l'hôpital de Lyon, l'Hôtel-Dieu. Cet hôpital contient de 1 200 à 1 500 malades, entassés dans d'immenses salles, rangés là sur trois rangs comme des ballots dans un magasin... En vérité, de semblables charités sont une insulte ! Que dis-je, une honte... J'ai vu là beaucoup de jeunes filles qui meurent de la poitrine, des jeunes garçons aussi — pauvres enfants qu'on a fait travailler trop jeunes, épuisés par l'excès de travail, par le manque de nourriture et d'exercice, ils s'étiolent et meurent avant vingt ans — c'est affreux à voir — mais plus affreux à penser... Je reviendrai sur cet article. J'ai là un morceau superbe à faire et je le ferai — Je vais demander des notes à M. Robert (le médecin de l'hôpital).*

***Dimanche 12** : j'ai visité ce matin toutes les églises pendant les offices — c'est un spectacle douloureux, effrayant, révoltant — Ici, les prêtres imposent leur joug à la bourgeoisie, et la bourgeoisie le supporte avec patience parce qu'elle se sert des prêtres pour tenir le peuple dans l'ignorance, l'abrutissement, la résignation à la misère, à la souffrance, à l'abrutissement — il y a entre les prêtres et la bourgeoisie un pacte infâme... Ici, les jésuites et les frères de l'Ecole chrétienne sont partout, dirigent tout, mènent femmes, hommes, enfants. J'avais besoin de voir ce qui se passe à Lyon pour me faire une idée juste de la force de l'ennemi — le premier ennemi, celui qui mène la société, l'énerve, la tue : c'est la boutique prêtre-église — le second, la bourgeoisie... Je voulais voir quel genre de monde peuplait ces boutiques ; c'est effrayant à voir... Ici, les maîtres obligent les domestiques à aller à l'église, à donner un sou par semaine pour l'œuvre de la Propagation de la Foi. Presque tous les fabricants obligent les ouvriers à aller à l'église... Les jésuites, ici, se sont emparés de l'éducation, de la direction des enfants du peuple, de la jeunesse, tous passent par leur mains, depuis l'âge de trois ans tous ont été élevés par les frères des écoles chrétiennes et on les a façonnés à la résignation, à la souffrance, à la misère, à l'abaissement devant le maître — Tant qu'il y aura des prêtres et qu'ils auront quelque pouvoir sur le peuple, il est impossible de songer à l'affranchissement des prolétaires — ce serait lutter contre l'impossible. J'ai de superbes choses à dire là-dessus.*

A parler de la conduite de ces misérables journaux dits de l'opposition : Le Censeur, La Démocratie, Le Bien public *— pas un n'a osé prendre ma défense, parce qu'en parlant de moi, il fallait parler du principe que je propage et que pas un seul journal en France n'approuve ce principe."*

ser le témoignage que représentaient ces murs (2).

Flora sera fort déçue par l'attitude des fouriéristes, et cela lui confirme qu'ils ne peuvent rien apporter aux ouvriers. Face à la calomnie lancée contre elle par le républicain Rittier, directeur du journal *Le Censeur*, elle est stupéfaite de voir que ces messieurs lui conseillent de répondre. Qu'on l'accuse d'être un agent du gouvernement lui semble tellement absurde qu'elle ne veut même pas en tenir compte. Mais c'est en voyant que même Eléonore Blanc pense qu'il vaut mieux répondre qu'elle se décide. Elle va rencontrer Rittier au siège de son journal avec un témoin, un ouvrier bien connu sur Lyon, et, face à face, lui demande de répéter sa calomnie. L'autre se dérobe, tempête, l'accuse de semer le trouble chez les ouvriers, de diviser les démocrates, et avoue que c'est le procureur du roi qui lui a dit qu'elle critiquait les républicains dans les papiers qu'il avait saisis à son hôtel. Ainsi, elle fait la démonstration de l'inanité de cette accusation d'être un agent du gouvernement, que Rittier n'ose pas reformuler devant elle. Quand elle demande à son témoin ce qu'il en pense par la suite, elle est étonnée de sa réponse et y consacre une longue analyse qui mérite d'être rapportée. Il est parfaitement d'accord que Rittier a, de fait, reconnu implicitement l'avoir calomniée, mais il pense qu'il faut garder de bonnes relations avec ces bourgeois républicains, car les ouvriers, lorsqu'ils renverseront la monarchie, auront besoin de ces républicains. Flora argumente : ce sont ces bourgeois qui ont besoin des ouvriers, mais les ouvriers n'ont pas besoin d'eux. Elle considère qu'il y a un grave danger, car si on pense qu'après avoir renversé la monarchie il faut s'en remettre aux bourgeois républicains, les ouvriers risquent de le payer cher. Elle perçoit donc le problème qui va se poser en 1848. En février 1848, c'est bien le soulèvement des ouvriers parisiens qui chasse le roi, instaure la

(2) La spéculation immobilière pouvait être contenue, on a voulu effacer les traces de la misère dans laquelle avait été maintenue la classe ouvrière pendant fort longtemps.

Extraits de son journal

*"**13 mai** : mes réunions avec les ouvriers en soie ont un caractère tout particulier, c'est quelque chose qui ne ressemble en rien à ce qui a eu lieu jusqu'à ce jour — On se réunit après la journée afin de ne pas leur faire perdre de temps — Un ouvrier ou deux vient me prendre à 8 heures, nous montons à cette maudite Croix-Rousse, vraie croix où le prolétaire est crucifié, vingt heures sur vingt-quatre — J'arrive au sommet de ce pic harassée et baignée de sueur, puis il me faut monter au cinquième, sixième et septième dans des maisons affreuses ayant de longues allées noires et sales, et des escaliers dégradés, sales et puants — L'ouvrier va devant et redescend avec une petite lanterne de métier, il m'éclaire et me conduit avec beaucoup de sollicitude — J'entre dans l'atelier, quelquefois on a pu ranger les métiers de manière à me faire une place de 6 à 8 pieds, mais ordinairement on n'a pu les bouger. On me place dans le petit espace le mieux, sur la chaise la plus propre de l'appartement — Puis, autour de moi, se placent 20 ou 30 hommes comme ils peuvent, les uns assis sur les métiers, les autres dessous, les autres debout dans les coins. C'est pitié de voir cela, ces malheureux n'ont même pas un espace carré où ils peuvent s'asseoir et se mouvoir — La scène est éclairée par une ou deux petite lampes de métier jetant une lumière pale sur certaines figures et laissant les autres tout à fait dans l'ombre — Afin de ne pas étouffer de chaleur, on laisse presque toutes les fenêtres ouvertes — Et moi, toute baignée de sueur, je reste là une heure ou deux entre deux airs au risque d'attraper une fluxion de poitrine... Il reste toujours un homme en bas et un dans l'escalier afin de faire le guet et de nous prévenir de la descente des gens de police."*

Deuxième République. Mais le gouvernement des bourgeois démocrates, dès juin 1848, fait massacrer les ouvriers par l'armée. On peut dire que la violence de la calomnie lancée par le républicain Rittier contre elle préfigure la haine du bourgeois parisien contre Blanqui et les ouvriers en juin 1848.

Un dessinateur veut faire son portrait, elle refuse, car elle ne veut pas être une idole. Puis se laisse faire à condition que ce soit pour développer la propagande pour l'Union. En légende sera inscrit : *"Pour tous et pour toutes, droit au travail, droit à l'instruction (Union ouvrière)."*

"Les ouvriers arrivent de toute part... les calomnies augmentent"

La rue du Mont-Sauvage. Un bout de la vieille plaque de rue subsiste encore.

Toujours, encore des escaliers. On passe les anciennes fortifications qui marquaient la fin de Lyon. Au-delà, il y avait une autre ville **: la Croix-Rousse**, qui fut intégrée dans Lyon par la suite. Flora a surtout parcouru ces escaliers, souvent malgré sa fièvre. Les ouvriers de la Guillotière et des Brotteaux se sont plaints qu'elle ne vienne pas dans leurs quartiers, elle n'en a pas le temps. De cette Croix-Rousse si sale et misérable, elle garde un souvenir enthousiaste qui lui fera dire : *"Les ouvriers de Lyon, je les adore."*

C'est l'occasion de décrire trois tableaux que Flora rapporte dans son journal.

— En visitant les ateliers, elle tombe sur un canut presque tout nu. La femme, très gênée, indique à Flora que son homme vient de livrer du tissu, a beaucoup transpiré et fait sécher sa chemise trempée. Il n'en a pas d'autre à se mettre. Flora est stupéfaite et reste sans voix devant cette misère (3). Mais après les larmes de honte, la femme exprime sa colère, car Flora l'encourage à raconter ce qui lui est arrivé, elle montre la liste

(3) Bruant a-t-il tiré l'inspiration de sa chanson de cet épisode, ou a-t-il repris une chanson plus ancienne ?

Extraits de son journal

*"**21 mai** : les ouvriers arrivent de toute part, il faudrait pouvoir rester ici trois mois... Je viens de passer trois heures à la Croix-Rousse à visiter des ateliers, je suis émerveillée de tous ces hommes que j'ai rencontrés là, et même des femmes. Ce sont des gens sensés, raisonnables, parlant juste sur toutes choses... Dans chaque atelier où j'entre, on se plaint des salaires : la journée des femmes est de 15, 20, 25 sous, celle des hommes 1 fr 50, 2 fr, 2 fr 50, et les chômages considérables. Comment vivre avec cela et élever 2 ou 3 enfants ? Mais ce qui me fait plaisir, c'est que je ne trouve nulle part un ouvrier résigné, tous souffrent avec impatience et appellent de tous leurs vœux un changement — voilà qui prouve l'avancement de ces hommes.*

***24 mai** : mes visites aux tisserands pauvres — Depuis ma visite au quartier des Irlandais en 1839, je n'avais éprouvé une journée aussi cruellement douloureuse que celle d'aujourd'hui...*

Le mari, ne voulant pas me laisser voir qu'il pleurait, se cacha dans le coin qui renfermait son lit (espèce de paravent en planches), il y eut plus de cinq minutes d'un silence je peux dire effrayant, aucun de nous ne pouvait parler — Tout à coup, la femme s'élança dans la petite alcôve et revint tenant à la main vingt ou trente feuilles de papier jaunes et blanches, c'était des reconnaissances de Mont de Piété... — Je veux prouver à cette dame que nous n'avons pas toujours été aussi

pauvres, que ce n'est pas de notre faute, que dans le temps où les bons ouvriers pouvaient gagner leur vie en travaillant, nous avions des chemises, du linge, mais depuis qu'il est impossible à de bons ouvriers laborieux de gagner plus que du pain en travaillant 18 heures par jour, nous avons mis les chemises en gage pour le loyer, le charbon. Madame, les choses ne peuvent plus durer comme cela, nous préférons mourir en combattant que de mourir de faim — Le mari, alors, reprit son énergie et me tint le même langage... La femme me dit en me retirant : Madame, mais ce sera bien long à constituer, cette Union — Non, peut-être six mois, un an au plus — Un an ! et elle poussa un soupir qui voulait dire : je serai morte de faim dans un an. Cette famille me rappelait l'Angleterre.

***13 juin** : les calomnies augmentent, la première dit que je suis bien payée par le gouvernement, c'est que je fais une dépense énorme et tous savent parfaitement que je ne suis pas riche — Je viens de régler mon compte avec le maître d'hôtel et ma dépense se monte à 3 fr par jour, y compris une chambre de 1 fr 50. Jugez de la dépense ! Et cela part encore de chez Rittier. Ah ça ! mais ces hommes sont donc enragés contre moi : je n'y conçois rien."*

de tous les objets qu'elle a dû déposer au Mont de Piété et finit en disant qu'elle préfère mourir en combattant que vivre dans ces conditions. En 1831, le cri des canuts révoltés était *"Vivre en travaillant ou mourir en combattant"*. Flora s'est souvent sentie démoralisée dans certaines villes devant l'apathie des ouvriers. Elle mesure là que, par-delà cette apparente résignation, la colère reste, intacte, prête à resurgir. Elle comprend que le silence qui règne dans les cafés et les tavernes de la Croix-Rousse est un résultat de cette tension sociale, où les ouvriers doivent ronger leur mors.

— En arrivant en haut de la rue, passé les remparts, il y a une très belle vue sur Lyon. A l'époque, un riche propriétaire avait fait construire une tour de 100 m de haut pour voir la mer. Elle s'écroula et fut reconstruite à 70 m. Flora devait tenir une réunion chez un canut dans ces parages, mais celui-ci ayant apposé une affiche sur sa maison annonçant qu'elle devait venir, plus de 500 personnes s'étaient rassemblées autour de sa demeure. C'est dire si ses réunions étaient devenues populaires. Elle prit peur, car c'était le risque d'être condamnée pour avoir suscité une émeute, et s'enfuit rapidement, mais les enfants l'avaient vue et lui couraient après en criant *"Voilà madame Flora"*. Elle parvint à s'esquiver dans cette haie d'honneur inattendue que lui faisaient les enfants.

— Après un bref séjour à Roanne et à Saint-Etienne, où elle est catastrophée par l'état d'arriération superstitieux des paysans-ouvriers de ces villes, elle revient à Lyon. C'est à ce moment qu'elle règle ses comptes avec Rittier, le "démocrate directeur" du journal *Le Censeur*.

Extraits de son journal

*"**1er juillet** : je sors de chez Rittier, le rédacteur en chef du* Censeur, *le potentat de* La Démocratie *! Je m'étais fait accompagner par Castel seulement : primo, parce que Castel le connaît ; secundo, parce que si j'en avais amené d'autres, on ne serait pas sorti de là sans se disputer, peut-être se souffleter — Chose qu'à tout prix je voulais éviter.*

Je puis dire que pendant tout cet entretien, Rittier a été plus qu'imbécile, plus que méchant, il a été ignoble. Cette visite a été pour moi pleine d'instruction... Mais quel gouvernement de pareils hommes pourraient-ils établir, rien que d'y penser on en frémit ! Castel, que j'avais emmené avec moi, avait parfaitement rem-

pli son rôle de témoin. Lorsque nous fûmes dans la rue, je lui dis : que pensez-vous de Rittier maintenant que vous l'avez entendu devant moi ?

— J'avoue qu'il a été plus mal encore que je ne le redoutais…

Castel est un vrai démocrate, un communiste éclairé, intelligent, mais en fait de moyens révolutionnaires, c'est encore un niais…

— Pourquoi ne les démasqueriez-vous pas, vous, homme du peuple ? Vous, vrai et franc démocrate ? Pourquoi ?

— Eh bien, puisqu'il faut vous le dire, le voici : je ménage ces hommes parce que je vois en eux des soldats et qu'il faut des soldats pour descendre sur la place publique, j'accepte ceux-là faute de meilleurs

— Ah ça, lui dis-je, êtes-vous bien éveillé, Castel n'avez-vous jamais réfléchi à ce qui s'est passé au 18 brumaire et en 1830 ? Castel, lui dis-je en éclatant de rire, permettez moi de vous dire que cette niaiserie est par trop forte ! Que les dits démocrates des boutiques de journaux soient des niais en politique, je vous l'accorde, mais qu'ils soient des niais lorsqu'il s'agit de leurs intérêts personnels, leur conduite nous prouve le contraire…

Résumons : il résulte de cette pitoyable affaire de Rittier toutes sortes de bonnes choses pour moi — 1) que je connais maintenant le degré de méchanceté, de bêtise et de haine de mes ennemis les dits démocrates — 2) qu'il faut aussi que je frappe sur eux jusqu'à ce que je les ai tués. L'intérêt de la cause que je défends l'exige, autrement ils nous feraient tout le mal possible — 3) il faut que je les signale comme les ennemis les plus acharnés de la cause socialiste, car jamais aucun procureur du roi dans sa fureur n'a été contre les socialistes comme ce misérable-là — 4) que je fasse connaître l'aveuglement de ces hommes politiques, c'est du crétinisme complet — 5) en parlant de Castel, que je fasse comprendre aux ouvriers une autre sorte d'aveuglement non moins dangereux. J'ai là-dessus un chapitre magnifique à faire."

La veille de son départ, un banquet fut organisé de plusieurs centaines de personnes, à la Croix-Rousse, près de la tour qui dominait Lyon. Flora refuse que ce banquet soit un hommage à sa personne, elle rejette comme la peste le culte de la personnalité.

Elle finit par accepter, mais en posant comme condition que le banquet sera fait en l'honneur de l'Union ouvrière et non de Flora Tristan. Les discours convenus ne l'intéressaient guère, elle les écouta avec ennui. Puis un jeune travailleur entonna une *Marseillaise des ouvriers* et exprima son émotion. L'enthousiasme fut alors à son comble.

Elle quitte Lyon le 7 juillet, et note dans son journal : *"J'ai là un trésor où je puiserai dans mes jours de tristesse… Adieu ville de Lyon, adieu, je n'y retournerai pas à moins que ce soit pour poser la première pierre du palais de l'Union ouvrière ou pour organiser le gouvernement provisoire… J'en prends l'engagement."*

Elle était attendue à Avignon. Son séjour avait marqué les consciences, les ouvriers de Lyon avaient largement souscrit pour rééditer son livre, personne ne pensait qu'elle mourrait six mois plus tard, en décembre.

Un combat inachevé

Son journal du tour de France, recueilli à sa mort par Eléonore Blanc, ne fut publié qu'en 1973. Flora Tristan n'a pas pu rédiger son livre à partir de ses notes, comme elle l'avait prévu. Son biographe (Jules Puech) a tendance à insister sur son coté apôtre, en s'appuyant surtout sur des formules et des confidences de son journal. Dans cette période, le thème de la femme sauveur de l'humanité souffrante est commun à de

nombreux auteurs socialistes (4). Flora Tristan s'y réfère souvent dans son journal en se donnant cette mission quasi religieuse. On peut en tirer une interprétation qui en fait une exaltée, ce que ne manquèrent pas de faire des critiques malveillants déjà de son vivant.

Son journal, bien que matériel brut, est passionnant, ce qu'elle en aurait tiré l'aurait été bien davantage.

Ses notes contiennent de longs monologues intérieurs, qui n'étaient pas destinés à figurer ainsi dans son livre. Elle s'en sert pour garder dans sa mémoire l'ambiance, l'émotion qu'elle a ressentie, les détails et ce qui la frappe, pour les intégrer ensuite dans une analyse sociologique qu'elle a prévu de faire aussi documentée que claire, un reportage vivant et précis, qui doit démontrer la nécessité de s'organiser aux ouvriers et ouvrières. Elle montre d'ailleurs un sang-froid, une lucidité dans ses rencontres avec ses ennemis comme les évêques, les grands bourgeois, qui souligne qu'elle gardait, même quand son indignation était à son comble, la présence d'esprit de se concentrer sur le but qu'elle s'était fixé. La façon dont elle s'y prend pour éviter la répression est très révélatrice d'une grande maîtrise de l'action politique, qu'elle avait tirée de son séjour en Angleterre. En décidant d'écrire pour témoigner et pour accuser, elle avait prévu de s'appuyer sur une documentation imparable, mais elle voulait par son journal conserver tout ce qu'il y avait de vivant, de douloureux dans son expérience. Par ailleurs, son journal était aussi son confident.

Son désespoir quand les ouvriers ne la comprenaient pas, elle ne le confiait qu'à elle-même.

Sa rage quand elle découvrait l'hypocrisie des grands de ce monde ou la méchanceté des faux amis des ouvriers, elle pouvait l'étaler sans retenue dans ses notes.

Ses succès, elle les attribuait à la Providence, car la balle qui s'était arrêtée à deux millimètres de son cœur, et qui était restée là, en elle, lui semblait comme le témoin d'un miracle permanent. Sa fièvre, allant et venant, lui donnait parfois le vertige, il fallait se dépêcher et non ralentir l'allure.

Elle attache beaucoup d'importance à l'expérience concrète : quand elle se rend dans les églises ou sur la colline de Fourvière, c'est une enquête sur la bigoterie qu'elle veut faire à l'appui de son analyse du rôle que joue le clergé.

De sa rencontre avec le calomniateur Rittier, elle entend développer un chapitre complet pour alerter les ouvriers sur ces dangereux "amis". Alors qu'elle est furieuse, dans un premier temps, contre ses camarades qui lui imposent de répondre à la calomnie, après son entrevue, elle estime avoir appris beaucoup de choses sur ces bourgeois démocrates. On voit à la lecture de ce passage qu'elle n'allait pas s'arrêter au milieu du gué pour combattre les illusions mortelles que pouvait avoir un ouvrier communiste honnête comme Castel, qui représentait un état d'esprit courant. Elle rejoint les analyses de tous ceux qui vont se méfier des bourgeois démocrates en 1848, et elle a tiré à peu près les mêmes leçons de 1830 que ces militants. Ces problèmes furent bien au cœur des réflexions du mouvement ouvrier naissant dans ces années. Quant à l'utilisation de la calomnie pour combattre l'organisation des ouvriers, ce fut une constante par la suite et reste une méthode que les travailleurs doivent toujours affronter.

Lors de son passage à Mâcon, elle visite le château de Lamartine, voici ce qu'elle note :

"Parler des jeunes bourgeois gentilhommes dits démocrates qui se réunissent autour de M. de Lamartine et de son organe Le Bien public *— faire voir combien ces hommes sont dans le faux, la nullité de leur action, leur manque d'intelligence et d'énergie — Ces messieurs font de la politique démocratique comme leurs pères faisaient de la chasse afin d'occuper leur temps — il y a là un beau tableau à faire."*

Dommage qu'à la veille de 1848 elle n'ait pu faire ce portrait de celui qui sera

(4) C'est aussi un thème à la mode, romantique, voir le tableau de Delacroix *La liberté guidant le peuple*.

le chef du gouvernement provisoire en février 1848.

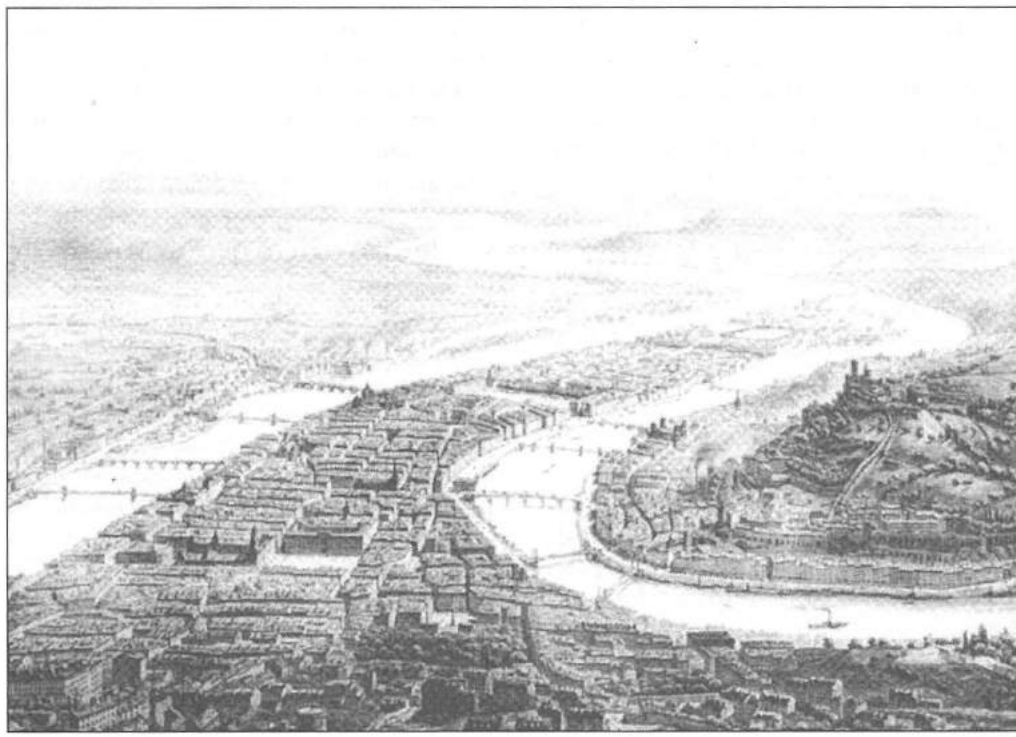
Ce qui est le plus frappant dans ce journal du tour de France, c'est combien elle est attentive aux leçons politiques que lui apportent le dialogue avec les ouvriers et aussi ses rencontres de tous genres avec les bourgeois, les évêques, les démocrates. Dans le *Manifeste du parti communiste* de 1847, Marx et Engels, analysant la position des socialistes et communistes critiques et utopiques, écrivent : *"Ils veulent améliorer la situation de tous les membres de la société, même les plus favorisés, aussi ne cessent-ils de faire appel à l'ensemble de la société sans distinction, voire de préférence à la classe dominante... C'est pourquoi ils s'opposent avec acharnement à tout mouvement politique des ouvriers, qui n'a pu provenir que de leur aveugle manque de foi dans le nouvel évangile. Les owenistes en Angleterre, les fouriéristes en France réagissent les uns contre les chartistes, les autres contre les réformistes."*

Flora Tristan tire la même conclusion, elle avait peu de confiance dans les fouriéristes, et toutes ses rencontres avec eux dans les différentes villes se soldent par un même constat : ils ne sont bons à rien. Elle en vient, au fur et à mesure de ses discussions, à une rupture avec eux. Elle s'inspire des chartistes. Elle développe le point de vue que Marx et Engels exprimeront dans leur manifeste en 1847 : *"Prolétaires de tous les pays, unissez vous."*

Le 7 juillet 1844, Flora Tristan quitte Lyon ; le 10 juillet 1844, paraît à Paris le célèbre poème de Heine, *"Les tisserands de Silésie"* (5).

Christian Coudène

(5) En juin 1844, une révolte des tisserands en Allemagne fut noyée dans le sang ; le poème de Heine fut repris en Allemagne, en France, en Angleterre par toutes les associations ouvrières.



Lyon : la Croix-Rousse.

La fusillade du Brûlé, à La Ricamarie (Loire), le 16 juin 1869

(Pierre Roy)

En juin 1848, le prolétariat parisien s'était soulevé pour que la liberté promise devînt réalité ; en réponse, il fut écrasé, voué à la mitraille et saigné ; les survivants furent emprisonnés comme du bétail voué à l'abattoir et déportés en masse ; la classe ouvrière française mit du temps avant de reconstituer les forces élémentaires lui permettant de résister aux brutales conditions d'exploitation qui lui étaient faites.

Après le second coup de massue asséné aux travailleurs dans le pays tout entier par le coup d'Etat du 2 décembre 1851, la situation, dans certaines corporations notamment, ne se modifia que très progressivement. L'expansion économique et la concentration en grosses unités industrielles eurent pour conséquence un accroissement numérique très important de la classe ouvrière, son regroupement dans les centres de production et d'extraction, et donc une relative remontée en puissance à travers certains de ses secteurs comme les mineurs, les sidérurgistes, les métallurgistes, les travailleurs du textile. Cela se manifesta particulièrement à la fin de la décennie dans laquelle se situe l'épisode qui fait l'objet de cet article.

"C'est de l'assassinat !"

L'ANNÉE 1860 est une année charnière dans l'histoire du Second Empire, puisqu'elle inaugure une décennie qui va être marquée par une série d'événements extérieurs et de choix politiques intérieurs qui aboutiront à déstabiliser en profondeur l'équilibre politique que représentait le bonapartisme de Napoléon III entre les diverses composantes de la classe dominante.

Une décennie impériale contrastée (1860-1870)

Dans un premier temps, Napoléon III choisit de présider à l'unité italienne : choix de quelqu'un qui veut se tailler une stature européenne et qui aimerait conduire *par en haut* la réalisation de l'Italie comme nation, laquelle aurait dû naturellement lui en savoir gré, et donc se subordonner à sa puissance. Chemin faisant, l'Italie aurait lâché des morceaux de territoire permettant à la France, ou plutôt à l'Empire, de s'agrandir. En réalité, cela se bornera — après deux référendums, au demeurant ultra-favorables au rattachement de la part des intéressés — au fait que la Savoie et Nice feront désormais partie de l'Hexagone. Mais surtout, cela se terminera mal pour l'empereur, qui voulait que le processus de l'unité italienne fût mené à bien sous son autorité, alors que le mouvement lui échappa très vite en se développant de par sa propre dynamique.

De plus, Napoléon III, soucieux de regagner un électorat catholique qui l'avait plébiscité et qui le boudait depuis que l'unité italienne menaçait les territoires possédés par le pape, s'opposera quelques années plus tard à ce que la révolution italienne aille jusqu'au bout en intégrant lesdits territoires pontificaux dans la nation pour achever son unification. Résultat : la bataille de Mentana, où 8 000 garibaldiens furent écrasés sans gloire par une armée de 30 000 Français protégeant les zouaves pontificaux, eux-mêmes commis à la protection du pontife de la catholicité. Autres résultats : les catholiques restèrent sur leur réserve et les Italiens tournèrent le dos à un despote versatile qui avait promis une fidélité sans faille à leur juste cause et qui dirigeait maintenant ses armes (général de Failly : *"Les chassepots ont fait merveille"*) contre les meilleurs d'entre eux.

Ajoutons l'aventure mexicaine, qui se termina par le fiasco tragique que l'on sait et les humiliations successives que la Prusse pilotée par le chancelier de fer Bismarck infligea à Napoléon III, et l'on aura une idée de la situation de plus en plus difficile qu'il connut au fil de la décennie au bout de laquelle il parvint complètement isolé sur l'échiquier européen, lui qui rêvait d'y jouer le premier rôle... On sait que cela finit pas se gâter tout à fait et que la guerre de 1870 mit fin par la défaite retentissante des armées

impériales à l'aventure de l'aventurier qui avait pris le pouvoir absolu par surprise le 2 décembre 1851, à la faveur d'un coup d'Etat resté fameux dans les annales de la traîtrise politique, gros livre ne manquant pourtant pas de hauts faits du même acabit.

Tout ce processus politique se déroulait sur fond de grande envolée économique du capitalisme. Napoléon III, en introduisant le libre-échange (le "coup d'Etat douanier"), favorisa la concentration industrielle et financière : les fortunes colossales des Schneider, des De Wendel, des Rothschild et de bien d'autres puissants groupes industriels ou financiers datent de cette époque. Sans oublier l'essor du capital commercial avec les Boucicaut (Bon Marché), le Bazar de l'Hôtel de ville etc.

Au même moment, évidemment, tandis que la Bourse faisait s'envoler les actions des agioteurs professionnels ou au contraire précipitait la faillite des petits porteurs, par l'entremise de placements mirobolants mais hasardeux, nombre d'industriels petits ou moyens, de commerçants traditionnels, mordaient la poussière.

La situation de la classe ouvrière

A partir de 1860, l'empereur cherchait à rééquilibrer son assise politique en relâchant quelque peu — tout est relatif — le contrôle policier sur la classe ouvrière. Une nombreuse délégation d'ouvriers se rendit à l'exposition universelle de Londres de 1862 grâce à des fonds dégagés par l'empereur sur sa cassette personnelle, l'idée étant, sinon de gagner à ses vues, à tout le moins de neutraliser une partie de la classe ouvrière en se conciliant certains de ses cadres.

Si le résultat escompté ne fut pas atteint (l'exemple anglais ayant joué un rôle moteur pour les ouvriers français admiratifs des Trade Unions), en revanche, beaucoup de ces cadres politiques se retrouveront sur un *Manifeste des soixante* revendiquant la justice sociale pour la classe ouvrière et affirmant clairement la réalité de la lutte des classes ; en 1864, date de la fondation de l'Association internationale des travailleurs (AIT), des ouvriers français s'affilièrent et des groupements de l'Internationale se mirent en place dans les grandes villes et les centres industriels.

Il ne faut d'ailleurs pas exagérer l'importance et le rôle qu'elles purent jouer, à l'inverse de ce que pensait la police impériale, persuadée que le mouvement ouvrier n'était capable de rien par lui-même et que son action ne pouvait être que le résultat d'obscures manipulations ; cette police impériale, aux ordres de son chef suprême, l'empereur, que son libéralisme de circonstance n'aveuglait pas au point d'admettre l'internationalisme prolétarien, obtint d'ailleurs des tribunaux la dissolution de la section française de l'Internationale, pourtant alors dirigée par des éléments, disons, modérés (Tolain)...

Néanmoins, la section de l'AIT en France — dont les effectifs exacts sont difficiles à préciser — offrait un cadre commun organisé pour des courants divers, essentiellement proudhonien, blanquiste, syndicaliste avant la lettre (ceux qui animaient des sociétés de secours mutuel, notamment) : les militants se réclamant du marxisme en étaient évidemment partie prenante, mais ils devaient se compter à l'époque en France sur les doigts de la main ; et ne connaissaient sans doute que très peu de chose de la pensée de Marx et d'Engels, le *Manifeste du parti communiste* n'ayant pas été traduit en français lors de sa parution (1) ; compte tenu des événements qui se déroulèrent alors, de leur suite et des problèmes spécifiques du mouve-

(1) Extrait d'une note de Gérard Bloch figurant dans sa traduction annotée de la première partie de l'ouvrage de Franz Mehring, *Vie de Karl Marx*, PIE, 1984, *"Quelques remarques sur les éditions en français du* Manifeste du parti communiste *de Marx et Engels"*, p. 574 : *"Contrairement à l'affirmation du* Manifeste *lui-même, dans son préambule, affirmation répétée à plusieurs reprises par ses auteurs — notamment par Marx et Engels dans leur* Préface à l'édition allemande de 1872, *puis par Engels dans sa* Préface à l'édition anglaise de 1888, *ainsi que dans diverses lettres —, il peut être aujourd'hui considéré comme*

ment ouvrier français, il faudra attendre 1885 pour que paraisse une traduction française assurée par Laura Lafargue, une des filles de Marx ; ces "internationaux", comme on appelait alors les membres de l'AIT, ignoraient peut-être même que l'adresse inaugurale de leur association internationale était due à la plume de Karl Marx.

Quelques timides droits pour les ouvriers

Dans le cadre de sa stratégie — tentative d'enveloppement d'une partie de l'"élite" ouvrière et rééquilibrage de son pouvoir —, Napoléon III fit modifier par le corps législatif (le Parlement croupion de cette époque, auquel, selon les besoins, l'empereur donnait, comme on dit, plus ou moins de mou) la législation contre les coalitions.

La grève était ainsi rendue sinon aisée, du moins possible si elle remplissait néanmoins un certain nombre de conditions assez draconiennes.

Les principaux articles du Code pénal datant du Premier Empire (1810) et interdisant toute coalition des ouvriers, articles vaguement retouchés en 1849, étaient reformulés dans un sens moins coercitif. Citons l'un de ces articles, tel qu'il fut reformulé en 1864 :

"Article 414 : Sera puni d'un emprisonnement de six jours à trois ans et d'une amende de 16 fr. à 3 000 fr., ou de l'une de ces deux peines seulement, quiconque, ***à l'aide de violences, voies de fait, menaces ou manœuvres frauduleuses****, aura amené ou maintenu, tenté d'amener ou de maintenir une cessation concertée de travail, dans le but de forcer la hausse ou la baisse des salaires, et de porter atteinte au libre exercice de l'industrie ou du travail."*

Comme on le voit, ce n'était pas vraiment une affirmation du droit de grève, mais il y avait une opportunité à saisir, opportunité exprimée pas l'expression *"cessation concertée de travail"*, dont, si les intéressés prenaient d'infinies précautions, c'est-à-dire évitaient autant que faire se pouvait de tomber sous le coup des délits énumérés un peu plus haut dans la phrase *(passage souligné par moi dans la citation — NDA)*, les travailleurs pouvaient s'emparer.

Des grèves eurent lieu : conformément à leur stratégie, l'empereur et son administration semblèrent, au moins au début, mieux en supporter certaines que les patrons directement confrontés au problème...

Il faut souligner que le droit de s'organiser ne figure pas dans cet article à la date où il fut promulgué.

Puis, ses ennuis s'aggravant, son isolement diplomatique s'accentuant, toujours à la recherche d'un appui hors de ses soutiens traditionnels (paysannerie, grande bourgeoisie, mais le soutien de cette dernière classe était devenu d'intensité variable d'une composante à l'autre, un fort courant républicain commençant à se faire jour par ailleurs au sein de la petite bourgeoisie), Napoléon III, en mai 1868, fit promulguer une loi sur la presse supprimant le régime de l'autorisation préalable, qui avait jusqu'alors empêché l'opposition de s'exprimer par la voix des journaux et périodiques, et modifiant la loi réglementant les réunions publiques.

Aux termes de cette dernière, des réunions publiques pouvaient désormais se tenir sans autorisation préalable.

Cependant, toutes les réunions publiques se déroulaient en présence d'un représentant du pouvoir, le plus souvent un commissaire de police, qui pouvait en prononcer la dissolution *"si le bureau, bien qu'averti, laisse mettre en discussion des questions étrangères à l'objet de la réunion"*.

Quant aux réunions *"ayant pour objet de traiter de matières politiques ou religieuses"*, la loi précisait qu'elles continuaient à être soumises à l'autorisation.

Une nouvelle opportunité s'offrait donc, qui, malgré les fortes restrictions

établi qu'il n'y a pas eu d'édition française immédiate (il y a bien eu plusieurs traductions ou tentatives de traduction, mais elles en sont restées au manuscrit)."

mentionnées plus haut, fut mise à profit par les couches antibonapartistes pour se réunir et s'instruire politiquement.

A Paris et en province, un public d'ouvriers, de femmes, d'étudiants, de membres des professions libérales fréquenta avec fièvre les salles de conférences, où des orateurs dissertant sur les sujets les plus divers, philosophiques, économiques, sociaux, frôlaient les thèmes les plus brûlants de la politique impériale.

La nouvelle loi pouvait permettre aux ouvriers contraints à la grève pour obtenir satisfaction de mieux la préparer et de pouvoir s'y préparer financièrement en organisant une caisse de résistance.

L'existence d'une telle caisse issue de la solidarité ouvrière et populaire jouera un rôle important, car elle permettra aux grévistes de "tenir" devant l'intransigeance patronale.

Ce tableau quelque peu "juridique" ne doit pas faire oublier la réalité concrète de la condition ouvrière, marquée par une grande misère.

Dans le pays minier, notamment, l'existence était d'une rudesse qu'on a peine à imaginer.

Le bassin minier stéphanois, constitué par la ville de Saint-Etienne même, grossie de centres miniers proches à l'ouest et au nord (Roche-la-Molière, Saint-Genest-Lerpt, Villars), par la vallée de l'Ondaine (La Ricamarie, Le Chambon-Feugerolles, Firminy, Unieux, Fraisse) et par les vallée de l'Ondenon et du Gier (de Saint-Chamond à Rive-de-Gier en englobant La Talaudière et Saint-Jean-Bonnefonds) était un de ces lieux où le sort de la classe ouvrière française était le plus pénible.

On y travaillait couramment 12 heures (2), voire 14 heures par jour, et ce, dès le plus jeune âge, car les réglementations prises au cours de cette période de naissance et d'expansion du capitalisme pour limiter quelque peu l'exploitation du travail enfantin (le sort physique de la classe ouvrière indispensable à la reproduction du capital n'était-il pas en en jeu ?) étaient très souvent non respectées.

Les jours de l'Empire étaient déjà comptés

La valse-hésitation de l'empereur a marqué les années 1868-1870. Le renouvellement du corps législatif eut lieu les 23 et 24 mai 1869. Ce fut une victoire importante pour l'opposition républicaine, que soutenait le mouvement ouvrier là où les candidats républicains s'engageaient sur des revendications propres au prolétariat, comme la création de tribunaux spéciaux pour *"régler les rapports entre les capitalistes et les travailleurs"*, l'établissement de l'impôt proportionnel et progressif, etc. Il n'y eut que quelques candidatures franchement ouvrières possibles ou voulues. Quoi qu'il en soit, dans les villes, les candidats favorables à Napoléon III et à l'Empire perdirent 1 130 000 voix sur les précédentes élections de 1863 et l'opposition en gagna 1 500 000. Inutile de préciser l'ébranlement subi par l'Empire à cette occasion. La vieille machine de la provocation policière, mise en mouvement par le préfet Piétri, eut beau faire et déclencher à Paris une émeute fabriquée dite des "Blouses blanches" le 9 juin, elle ne put rien contre la marche des événements.

Les jours de l'Empire étaient déjà comptés.

Mais, comme chacun sait, les bêtes sauvages sont les plus féroces quand elles sont forcées ou blessées...

L'historien Fernand L'Huillier, dans son étude *(voir note 1)*, écrit : *« La plupart des contemporains jugeront les grèves en 1869 et 1870 "inattendues". Observateurs négligents ou partiaux (...), ils auraient bien fait de consulter quelques spécialistes au courant de la fermentation : dans la Loire, déclarera un*

(2) Cela s'entend pendant les périodes ouvrées, car le patronat imposait chroniquement des réductions dictées par la conjoncture commerciale, d'où, dans les centres textiles notamment, ce que l'historien Fernand L'Huillier appelle une *"extraordinaire pulsation de l'emploi"* (*La lutte ouvrière à la fin du Second Empire*, Cahiers des Annales, Armand Colin, 1957, 81 pages). Evidemment, le salaire était lui même soumis à une telle "pulsation".

ingénieur (Firminy, 1869), on parlait d'une grève depuis deux mois ; depuis six mois même, rectifiera un mineur de Saint-Etienne (...). En fait, on peut (...) parler d'une atmosphère gréviste depuis 1867. Mais la peur empêchait la réalisation d'une véritable unité ouvrière avant la grève : d'où l'incertitude des uns et l'ignorance des autres. »

Et l'historien rappelle la jurisprudence de la Cour de cassation : *"La coalition n'exige qu'un concert fortuit et momentané. Elle peut se préparer dans des réunions non publiques ou par des intermédiaires, sans l'aide d'une association organisée et permanente."*

Il commente : *"Crainte de l'association révolutionnaire d'un côté, peur de l'impitoyable répression de l'autre. Aussi les ouvriers s'entouraient-ils de précautions : ce n'est que la veille de la grande grève stéphanoise du 11 juin 1869 que circule, dans les cafés, une liste de souscription pour constituer un fonds de résistance."*

Les conditions de préparation d'une grève, comme elles viennent d'être décrites, sont donc très "encadrées", même dans cette période dite libérale, d'un "libéralisme" étroitement mesuré à l'égard de la revendication ouvrière. Ce libéralisme décidé par l'empereur pour essayer de durer ne méritera à la rigueur de porter ce nom que jusqu'en 1867, car il repose alors sur la conviction que ses conséquences seraient limitées étant donné *"que le milieu ouvrier manquait de ressources financières comme d'unité morale"* (Fernand L'Huillier). En tout cas, avant comme après, pas question de syndicat, même local, pas question de parti de caractère national, et encore moins — délit suprême — international. Il faut aux militants un courage d'exception pour ruser avec cette législation qui les ligote en ne leur accordant que d'étroits créneaux où loger les initiatives d'organisation minimale à prendre avant de se lancer dans la grève, sachant les risques encourus, car les délits qu'on a vu définis plus haut sont imputables à n'importe quel militant accomplissant son travail de propagandiste et d'organisateur.

La grève de juin 1869 dans le bassin minier stéphanois

« Le vendredi 11 juin 1869, de Firminy à Rive-de-Gier, les 15 000 mineurs cessèrent le travail, sans doute sur un mot d'ordre lancé de Saint-Etienne, mais sans énoncer de revendications (3). "Nous réclamons nos droits", *répétaient-ils. Leurs cris de* "Vive Bertholon !", *le lendemain, révélèrent un programme ou plus exactement l'intention d'un programme hardi. Puis, ils se tournèrent vers le préfet, nommèrent des délégués qui devraient proposer aux compagnies des bases d'accord.*

Devant la grève de la Loire, le ministère de l'Intérieur adopte (...) une attitude de combat : dès le 12 juin, Forcade La Roquette, conférant avec son collègue de la Guerre, arrête un plan d'utilisation des troupes d'infanterie et de cavalerie applicable au cas où l'ordre serait menacé. Puis, allant beaucoup plus loin, il télégraphie (le même jour) au préfet : "A côté de la question d'ordre public, il y a la question industrielle ; prévenez les établissements métallurgiques que l'administration facilitera, par tous les moyens à sa disposition, l'arrivage des charbons provenant des départements voisins." *(...) Le gouvernement entend limiter le volume des chômeurs, garantir les intérêts, neutraliser Dorian (patron républicain de la métallurgie stéphanoise). Le 14, il s'étonne de n'avoir aucun avis des arrestations opérées, il réclame l'incarcération des principaux "meneurs". Le 15, se résumant :* "Soyez ferme pour le maintien de l'ordre, *dit-il,* et réservé dans les conférences entre patrons et ouvriers". »

Un autre historien (4) explique : *"La grève de 1869 est une action menée par les mineurs de la Loire déçus par les*

(3) Au cours du mouvement, La Fraternelle (cf. infra) mettra en avant les revendications suivantes : 8 heures par jour, un salaire minimum obligatoire et de nouvelles caisses de secours.

(4) Claude Cherrier : *La Ricamarie, une ville, des hommes* (édité par la ville de La Ricamarie en 1993).

échecs répétés qu'ils ont subis depuis 1865 dans toutes leurs tentatives d'amélioration de leur sort, soit avec les compagnies, soit avec le gouvernement."

Sans pouvoir entrer dans les détails de cette histoire, on se bornera à signaler l'action entreprise par des ouvriers comme l'armurier Renault ou le mineur Michel Rondet pour que les mineurs puissent disposer d'une caisse de secours (autrement dit, une caisse de solidarité pour que les victimes d'accidents du travail, collectifs ou individuels, puissent, elles-mêmes ou, en cas de décès, leur famille, faire face aux dépenses occasionnées par les circonstances) indépendante du patronat. Il n'est pas nécessaire de longuement développer les risques encourus par une profession comme celle des mineurs, notamment, à une époque où il n'existe aucune législation sur la sécurité, aucune mesure digne de ce nom pour protéger la vie ou l'intégrité physique des travailleurs. Les catastrophes minières (coups de grisou, effondrements, etc.) sont très fréquentes. Il va de soi que l'indépendance de gestion de telles caisses était la seule garantie qu'avaient les ouvriers de contrôler l'utilisation sociale et médicale des fonds rassemblés. Renault et Rondet avaient mis sur pied une telle caisse de secours appelée La Fraternelle. Claude Cherrier écrit très justement : *"Elle se place peu à peu en opposition fondamentale avec les compagnies (rappelons qu'à l'époque, les exploitations minières sont possédées par de multiples propriétaires organisés en compagnies), et, si elle n'est pas un syndicat, elle est plus qu'une simple mutuelle, car elle conteste l'arbitraire patronal."*

Rondet, d'ailleurs, fera les frais de son engagement, puisqu'il sera renvoyé de son emploi de chef de section à Montrambert au début de 1868, devenant pendant quelque temps une sorte de permanent de La Fraternelle, qui compte environ 5 000 adhérents, avant d'ouvrir à La Ricamarie une épicerie qu'il devra très vite fermer, car les compagnies font la pluie et le beau temps dans la localité...

Les problèmes rencontrés dans la mise sur pied d'une caisse unique (non aboutie), dans l'échec du candidat ouvrier Bertholon (dont le nom est clamé par les grévistes de juin : cf. supra) aux élections législatives, dans la désillusion de certains qui avaient reporté leurs espoirs sur une intervention salvatrice du préfet, tout cela crée un contexte explosif.

La grève est réalité dès le 11 juin, moment bien choisi, car la paie de quinzaine était effectuée ou en voie de l'être le lendemainc et, note Claude Cherrier, *"en même temps, l'industrie métallurgique travaille à plein, et les wagons, les charrettes ne cessent de venir chercher du charbon sur les plâtres où il ne s'accumule plus et où il n'y a guère de réserve. C'est l'occasion, prévisible un mois à l'avance. Une équipe décidée suffit, bonne marcheuse, pour atteindre les principaux puits de mine avant la descente du poste du matin et rallier les mineurs. Cette équipe existe, elle déclenche la grève du 11 juin."*

La fusillade du Brûlé

Autour des puits gardés par la troupe, des différends éclatent, car les consommateurs essaient de se procurer le rare charbon stocké. Les femmes de mineurs à Montrambert (sur la commune de La Ricamarie) font passer un mauvais quart d'heure à deux "renards" (des antigrévistes, qu'on désignera plus tard dans le siècle par le terme de "jaunes", de la couleur d'une organisation catholique qui cherche à contrer la CGT). Un ingénieur au service des patrons fait distribuer du vin aux soldats...

L'historien Claude Cherrier relate : *« Le 16 juin, deux détachements du seizième de ligne, au moment de la relève, encerclent des grévistes et les appréhendent. Le capitaine Gausserand décide de conduire les prisonniers à Saint-Etienne par l'ancienne route du Puy pour éviter les incidents (...). La nouvelle de l'arrestation connue, plusieurs dizaines de Ricamandois, dont Rondet et les cabaretiers Durand et Ravel, se précipitent à la suite du détachement aux cris de :* "Allons délivrer nos frères !". »

Empruntons la suite à un article signé Emile Critot, paru le 19 juin dans

L'Eclaireur, "journal démocratique quotidien de Saint-Etienne" de tendance républicaine :

"Entre le puits (de Caintin), (il y a) *un pont assez élevé qui mène au hameau des Brûlés, et, vis-à-vis de ce hameau, l'ancien chemin de fer de Montrambert forme un ravin profond. Hier, entre trois heures et quatre heures après-midi, une compagnie qui ramenait à Saint-Etienne vint-neuf mineurs prisonniers était arrivée à cette partie du chemin, lorsque, pressée par une foule d'hommes et de femmes qui se tenaient sur le talus qui longe la route, elle fit usage de ses armes.*

D'après ce que nous avons vu, il est facile de voir comment les faits ont dû se passer.

La foule se tenait d'un seul côté de la route, le côté opposé au hameau. Elle était évidemment massée sur le petit champ de pommes de terre qui arrive jusqu'au talus. C'est là que les premières victimes (six hommes et deux femmes) sont tombées sous les balles. Les coups de feu sont partis du fond du ravin, car les corps étaient étendus le long du talus.

Les soldats ne se sont pas arrêtés à cette première exécution. Pour nous, qui avons tout examiné de la façon la plus minutieuse, il est incontestable qu'après la première décharge, hommes et femmes avaient fui dans toutes les directions, et qu'on a fusillé les fuyards. On peut affirmer les faits d'après les indications suivantes : des deux côtés du petit champ de pommes de terre sont des champs de blé, que l'on n'a pas seulement traversés dans toutes les directions, mais où l'on s'est couché pour se dérober aux coups de fusil. Il n'y a pas à s'y tromper quand on voit la façon dont les épis sont renversés.

En outre, une des deux femmes tuées a reçu dans la bouche un coup de sabre-baïonnette, ce qui prouve que les soldats sont sortis du ravin et se sont jetés sur la foule, et même sur les blessés et les morts (...).

Ce qui ressort incontestablement de ce que tout le monde a pu voir hier et ce matin quand les corps étaient encore sur place. Il est évident que les soldats ont fait une première décharge du fond du ravin, puis qu'ils ont escaladé le talus, se sont jetés sur les blessés qui n'ont pu fuir, et qu'ils ont continué à tirer dans toutes les directions (...)."

Du côté de l'armée, on allègue comme facteur de déclenchement de la fusillade un jet de pierre en provenance de la foule. Plutôt conciliant, le journal commente cependant :

"Nous voulons bien faire la part du découragement, de la fatigue, de l'irritation produite par les injures, par des attaques si l'on veut. Mais enfin, un coup de pierre n'est pas une blessure grave et ne mérite pas des coups de fusil à bout portant. Dans cette foule, les soldats ont dû voir qu'il y avait des femmes et des enfants. Eussent-ils dû recevoir quelques pierres de plus, ne pouvaient-ils pas escalader le talus et se contenter de disperser à la baïonnette tous les assaillants ?

Mais non ! Une première décharge a lieu, puis, comme si l'effet produit ne devait pas suffisamment impressionner la foule, on se rue comme des furieux sur tout ce qui se présente. Une femme se jette à genoux et demande à mains jointes qu'on lui rende son fils, qui est prisonnier. On lui plante dans les dents un sabre-baïonnette. Elle fait entendre un gémissement : on la foudroie d'un coup de fusil (...). Ce n'est plus de la défense, c'est de l'assassinat (...). Il y a des victoires qui devraient faire mourir les vainqueurs de tristesse et de honte."

Reprenons le récit de Claude Cherrier :

"On compte treize morts : dix hommes, dont huit mineurs, deux femmes et la petite Fleurine Basson (16 mois). Michel Rondet, qui déclare avoir essayé de parlementer avec un caporal, a les habits déchirés par une balle. Aussitôt, c'est la surprise et la fureur rentrée.

A La Ricamarie, devant l'hôpital du Montcel, les mineurs refusent d'abord de porter les cercueils de leurs frères et n'acceptent de le faire que sur les instances de Rondet. Le 20 juin, une cérémonie pleine de dignité a lieu sur le chemin du Brûlé, dont la fusillade a été entendue par la France entière."

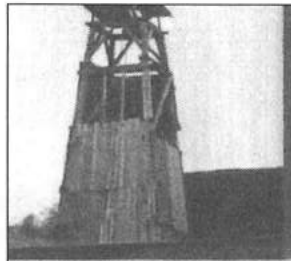
En vérité, c'est le mouvement ouvrier international tout entier qui est indigné. L'Empire n'exprimait-il pas par cet acte de son armée le contenu profond de sa nature, anti-ouvrière, antirépublicaine, liberticide comme aux premiers jours de son existence ? Décidément, le libéralisme impérial montrait son vrai visage derrière l'apparence démocratique qu'il voulait se donner.

Ce tragique épisode de la lutte des classes qui eut lieu au Brûlé est encore dans les mémoires au moins locales. Longtemps, une simple plaque située sur un des murs d'un lavoir municipal, avec la liste des victimes, rappelait le fait. Un chant existe, qui fut composé par Rémy Doutre en juillet 1869 : malgré ses accents cocardiers, il ne manque pas d'une certaine grandeur. Le syndicat CGT des mineurs a toujours entretenu la flamme du souvenir à ce sujet. Le 24 juin 1989, la municipalité inaugurait un monument dû à l'artiste Victor Caniato : 14 étoiles (un manifestant mourut de ses blessures après coup, allongeant la liste des victimes) symbolisant les fusillés, étoiles portées chacune par une branche tordue, chacune avec son déroulement différent comme la vie des fusillés avait le sien propre, tige issue d'un socle noir comme un carreau de mine sur lequel est allongé un enfant, comme endormi. Autour du socle sont gravés les noms des victimes et la date de la fusillade. Le monument est situé sur une placette, au bas du hameau du Brûlé, là où le drame s'est déroulé. La configuration générale des lieux a changé, mais le monument est là pour rappeler ce qui ne doit pas s'oublier.

Chaque année, depuis trois ans maintenant, le groupe de la Libre Pensée de Saint-Etienne et des environs organise un rassemblement d'hommage à cet événement, le 16 juin : deux allocutions sont prononcées, une par un libre-penseur et une autre par une personne du conseil municipal ; des chants ouvriers sont interprétés par une chorale d'amis du monument et de la Libre Pensée.

Ainsi se perpétue — modestement, mais avec sincérité — le souvenir de la fusillade du Brûlé, que tous les falbalas de l'Empire et le travail de réhabilitation de Napoléon III entrepris par certains (comme Philippe Séguin) ne sauraient faire oublier.

Pierre Roy



Pourquoi la grève

Pourquoi cette grève générale des mineurs ?

Voici des extraits de la lettre que 46 mineurs responsables de la Société *la Fraternelle* adressèrent aux directeurs de mine, le 14 juin.

« *Messieurs,*

L'insuffisance de l'organisation des caisses de secours actuellement dirigées par les compagnies étant depuis longtemps parfaitement établie et les résultats auxquels notre société est parvenue étant une preuve irrécusable de ce qu'elle pourrait faire si elle était alimentée par un revenu plus élevé, nous venons vous demander à ce que vous nous consentiez aux propositions suivantes :

1. *Que les retenues que vous faites à tout mineur qui fait partie de notre société soient versées dans notre caisse.*

2. *Que vous versiez une somme égale au montant de la retenue opérée à ce même mineur.*

3. *Que la journée fixée à 8 heures de travail effectif par plusieurs compagnies soit généralisée dans tout le bassin de la Loire, pour ce qui concerne le travail à l'intérieur. Et à 10 heures pour la journée des travaux extérieurs.*

4. *De plus, il est réservé que le tarif suivant servira de base pour le prix minimum des journées :*
— *pour les piqueurs : 5,50 F.*
— *pour les mineurs et boiseurs : 5 F.*
— *pour les rouleurs : 4 F.*
— *pour les remblayeurs : 3,50 F*

La réponse des patrons

Les patrons répondirent qu'ils acceptaient la journée de 8 heures de travail, qu'ils refusaient de verser de l'argent à la société de secours *La Fraternelle*, mais qu'ils étaient prêts à créer une caisse de secours dont ils s'occuperaient avec les mineurs.
Ils refusaient catégoriquement l'augmentation des salaires que demandaient les ouvriers.
Les mineurs se réunirent dans les puits et prirent connaissance du refus des patrons. Ils décidèrent la pour-

Les ouvriers qui veulent reprendre leurs occupations n'ont qu'à se présenter dans leurs chantiers : ils peuvent compter sur une efficace protection.

Ch. Gaches.

La proclamation suivante a été affichée ce matin à St-Etienne et sur les plâtres des puits de mines.

Ouvriers Mineurs,

Une bande d'émeutiers a parcouru, dans la journée d'hier, les puits du bassin houiller de Saint-Etienne, et, imposant sa volonté par la terreur, vous a forcés à abandonner vos travaux. Leur audace a été portée si loin, qu'ils ont brisé les soupapes des chaudières et menacé de couper les câbles, au risque d'exposer la vie d'un grand nombre de vos camarades.

C'est une infime minorité qui, poussée par on ne sait quel mobile, a jeté l'épouvante parmi vous et s'armé tous les intérêts industriels du pays, si intimement liés aux vôtres.

Une tentative aussi criminelle ne restera pas impunie et l'autorité a pris des mesures pour en empêcher le renouvellement. Elle est assez forte pour garantir la liberté du travail et elle vous donne l'assurance d'une protection énergique.

Vous pouvez donc rentrer sans crainte dans vos chantiers. Toute atteinte à votre sécurité sera immédiatement et sévèrement réprimée.

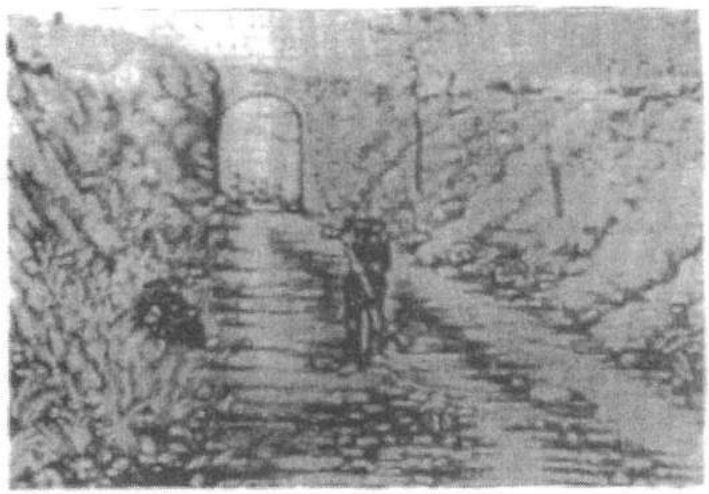
Saint-Etienne, le 12 juin 1869.

Le Préfet de la Loire,
C. CASTAING.

DÉPÊCHES TÉLÉGRAPHIQUES

SERVICE SPÉCIAL

Le Ministre de l'Intérieur à Messieurs



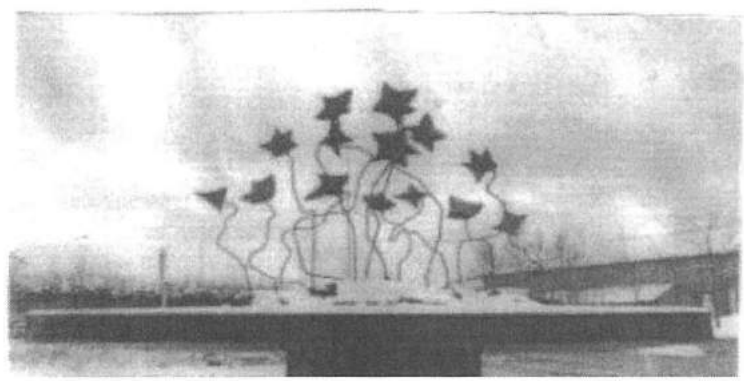
A l'appel du groupe des libres penseurs de Saint-Etienne et ses environs

JEUDI 16 JUIN
à 18 h 15
RASSEMBLEMENT COMMÉMORATIF
DE
LA FUSILLADE DU BRÛLÉ
Du 16 juin 1869

LA RICAMARIE

Autour du monument
À l'angle de la rue Sadi Carnot et de la route de Caintin

Une allocution sera prononcée en hommage aux victimes de la répression patronale et gouvernementale



Aux origines de *Red Clydeside* Le mouvement ouvrier dans la région de Glasgow entre 1910 et 1914

(Fabien Jeannier)

Les années qui précédent la mythique période 1914-1922, à laquelle sont associées l'émergence d'une conscience de classe et la radicalisation du monde ouvrier dans la région extrêmement industrialisée de Glasgow, sont le théâtre d'une agitation industrielle sans précédent. Une importante vague de grèves vient bouleverser des relations sociales jusque-là plutôt calmes. Ce sont aussi des années qui ont vu se former et apparaître sur le front de la contestation ouvrière celles et ceux qui ont participé pendant et après la Première Guerre mondiale aux protestations contre le capital, les propriétaires et l'Etat en Ecosse.

"Une indéniable montée de la conscience de classe"

TOUTES les grèves répondent à une conjonction de circonstances particulières. Néanmoins, plusieurs pistes de réflexion sont communes à la vague de grèves de la période 1910-1914, quel que soit le secteur industriel touché : les conditions du marché du travail et les salaires, le rôle des employeurs, les effets des changements dans l'organisation du travail et le rôle joué par l'idéologie de manière générale. Et une question centrale s'impose : la situation est-elle révolutionnaire ? Notons aussi, en préambule, que les ouvriers écossais sont assez peu concernés par les syndicats, la politique ou les actions de grève dans les premières années du vingtième siècle dans la mesure où leurs conditions de vie au quotidien sont une source de préoccupation majeure.

Les taudis de Glasgow

L'industrialisation massive au XIXe siècle est extrêmement gourmande en main-d'œuvre. La surpopulation et le manque d'hygiène dans les taudis de Glasgow sont constamment alimentés par l'arrivée massive d'immigrants, que le manque de qualification et les faibles revenus obligent à se loger dans les pires conditions. La surpopulation y reste entre cinq et dix fois supérieure aux villes anglaises de taille identique. Aucun progrès significatif en termes de logement n'est fait entre 1870 et 1914. Pour les architectes, Glasgow, son industrie et ses taudis n'existent pas. Une innovation architecturale semblait inévitable, vu l'incroyable production industrielle de la région à cette époque et l'afflux de population. Elle n'eut en fait jamais lieu. Les conditions de logement à Glasgow sont par conséquent catastrophiques à la veille de la Première Guerre mondiale. En 1911, deux tiers de la population vivent dans des logements d'une ou deux pièces, alors que la moyenne est de seulement 7 % en Angleterre. Les ouvriers n'aiment pas leurs logements, les traditionnels *tènements* (1), et ils nourrissent un profond ressentiment en ce qui concerne leurs conditions de vie dans ces logements exigus et sales.

D'après un témoignage oral, la première chose qu'une femme de Glasgow faisait en entrant dans un logement était de parcourir les deux pièces du logement avec deux aiguilles à tricoter chauffées à blanc pour tuer les punaises et les cafards logés dans les joints du parquet, les murs, la cheminée et les joints des panneaux en bois des lits. La mortalité in-

(1) Bâtiments en pierre érigés à moindre coût, avec des pièces exiguës et mal ventilées, sans sanitaires ni eau courante, sans isolation phonique ni thermique et souvent mal exposés derrière d'autres bâtiments. Ces bâtiments étaient destinés dès leur construction à une population avec de faibles revenus, qui ne pouvait se permettre que de faibles loyers.

fantile chez les enfants des classes ouvrières est trois, quatre ou même cinq fois plus élevée, selon les quartiers, que chez les enfants des classes plus aisées. Le problème du logement est aussi le résultat de revenus faibles et variables. Au quotidien, l'ouvrier écossais, confronté à de très bas salaires et à un marché du travail instable, n'a pas d'autre choix que de se loger pour le moins cher possible, dans des conditions très souvent proches de l'insalubrité afin d'éviter les arriérés de loyer et les expulsions.

Prix en hausse, salaires en baisse

Entre les années 1890 et 1912, le prix de la nourriture de base augmente de 25 %. Le prix du charbon augmente de 31 % entre 1905 et 1912, alors que les salaires diminuent en moyenne de 10 à 15 %. Les ouvriers, dont l'immense majorité appartient aux deux catégories les plus basses de l'échelle sociale, les *lower skilled* (les ouvriers peu qualifiés) et les *unskilled* (les ouvriers non qualifiés), doivent quotidiennement résoudre l'impossible équation composée d'une forte augmentation du coût de la vie, d'un côté, et de revenus qui baissent, de l'autre.

Pendant la période 1911-1914, les carnets de commandes des chantiers navals sont pleins. Les ouvriers trouvent facilement du travail et les adhésions aux syndicats sont en hausse, notamment chez les ouvriers non qualifiés. Le nombre d'adhérents au *Scottish Trade Union Congress* (STUC, la direction confédérale des syndicats écossais) passe ainsi de 120 000 en 1909 à 230 000 en 1914. Des actions de grève réussies entraînent une hausse des adhésions et renforcent la confiance des ouvriers, qui peuvent juger de l'efficacité de l'action dans l'unité.

Les ouvriers, dans la région de Glasgow, sont confrontés à des employeurs qui développent à leur égard une idéologie plus hostile, autoritaire et intransigeante qu'ailleurs, notamment dans les métiers de la mine et de la métallurgie. Les employeurs s'associent et s'organisent au fur et à mesure que les entreprises grossissent et fusionnent, ce qui leur permet de faire face aux revendications des ouvriers et d'améliorer leur capacité à briser les grèves.

Une concurrence de plus en plus féroce

Les années d'avant-guerre voient apparaître une concurrence plus féroce d'autres pays. Les employeurs y répondent par une érosion progressive du traditionnel paternalisme, qui définissait des droits et des devoirs réciproques, au profit d'une gestion beaucoup plus impersonnelle de la main-d'œuvre, que les ouvriers vivent mal. Ils exigent de plus longues heures de travail, dans les mines et sur les chantiers navals notamment. Le changement technologique et de nouvelles méthodes de travail, des tentatives de modification des taux horaires de rémunération ou des taux de rémunération à la pièce, davantage de guidage et une surveillance étroite sont les outils auxquels les employeurs recourent fréquemment pour conserver les profits. Les femmes, qui ont déjà de bas salaires, sont souvent touchées par les réductions de salaire. Des expérimentations de rationalisation dans la gestion de la main-d'œuvre sont mises en place.

La division du travail, qui va à l'encontre des usages du passé, est très mal vécue par les ouvriers. Le taylorisme, méthode américaine présentée comme scientifique, est mis en place par quelques employeurs avant-gardistes, comme c'est le cas dans l'usine Singer, à Clydebank, en 1911. Dans beaucoup de secteurs, au début des années 1910, l'intensification des rythmes de travail est source de doléances de la part des ouvriers, qui cherchent à obtenir une compensation matérielle pour les efforts supplémentaires consentis. Ils poussent aussi pour une reconnaissance des syndicats et du droit à la négociation collective, de ma-

nière à obtenir un droit de regard et d'opposition sur les méthodes de travail qui changent.

Les femmes payées deux fois moins

Les ouvriers se battent contre la mise en place de systèmes de bonus qui leur sont imposés pour augmenter la production, et qu'ils jugent inapplicables et irréalistes. Ils doivent affronter le favoritisme, qui vise à les diviser et les inciter tous à travailler plus durement en payant davantage certains d'entre eux de façon arbitraire. En complément des méthodes évoquées plus haut, certains employeurs ont recours à une main-d'œuvre féminine, qu'ils paient, à tâche identique, moitié moins que la main-d'œuvre masculine.

Briseurs de grève

Dès 1909, les employeurs ont recours à la création de bourses de main-d'œuvre pour remplacer plus promptement les ouvriers pendant les grèves. L'importation d'ouvriers briseurs de grèves est particulièrement importante dans les années 1910-1911-1912 (dans 29 grèves sur 74, soit deux fois le taux constaté en Angleterre). Les autorités aident les employeurs dans leur entreprise en dépêchant des forces de police pour protéger ces ouvriers qui viennent d'Allemagne, de Russie ou des Pays-Bas. Ils ne sont évidemment pas au courant qu'un conflit est en cours jusqu'à leur arrivée sur leur lieu de travail. Les employeurs font aussi appel à la brutalité policière et aux troupes, à la coercition, à l'intimidation et à l'intransigeance en menaçant d'expulsion les ouvriers auxquels ils louent des logements ou par le remplacement des ouvriers grévistes en faisant appel à des travailleurs non syndiqués, en établissant des listes noires de grévistes, en exploitant toutes les possibilités légales et en menaçant de fermer les usines. En réalité, ces diverses stratégies ne font qu'envenimer les rapports entre les ouvriers et les employeurs, et elles mettent encore plus clairement en évidence les inégalités.

La reconnaissance de l'existence des syndicats et de la négociation collective reste faible dans l'industrie le long de la Clyde par rapport à d'autres bastions industriels de Grande-Bretagne. Les employeurs continuent à considérer comme sacré leur droit à présider à leur guise sur la destinée de leurs affaires. Ils résistent donc très vivement à l'interférence et à l'intervention des syndicats.

Six fois plus de grèves

Bien que les sources officielles aient tendance à très largement sous-estimer le nombre des grèves, le taux annuel en Ecosse entre 1911 et 1913 est six fois supérieur à celui de la décennie précédente. Les secteurs les plus touchés sont les chantiers navals, les mines, la construction mécanique, la métallurgie, le textile et les transports. Les ouvriers écossais participent pleinement à cette vague de grèves, en prenant aussi bien part à des actions locales qu'en s'engageant activement dans les conflits nationaux des cheminots, des marins, des dockers ou des mineurs. La propagande et l'organisation permettent à ceux qui protestent d'être au courant des conditions de travail et de salaires des ouvriers dans d'autres régions industrielles, notamment en Angleterre ou au pays de Galles.

Beaucoup d'observateurs contemporains voient les ouvriers unis, avec les thèses marxistes comme ciment de cette unité. La réalité semble cependant bien plus complexe. Les diverses analyses de la période divergent sur l'importance du rôle joué par les théories socialistes révolutionnaires, mais les faits montrent que ce n'est qu'à l'occasion de la grève qui a lieu en 1911 dans l'usine Singer, à Clydebank, qu'en apparaissent les seules preuves tangibles et avérées pendant la

période 1910-1914. Le *Socialist Labour Party* (2) parvient effectivement à fortement s'implanter dans l'usine et à susciter une adhésion massive à la branche des ouvriers des machines à coudre de son syndicat, *The Industrial Workers of Great Britain*. D'un autre côté, cependant, l'*Independent Labour Party* (ILP), parti ouvrier et parlementariste, est aussi largement présent avec un comité de grève fort de 200 personnes représentant un large éventail d'opinions politiques.

Par ailleurs, la mobilisation des ouvriers écossais pour la Première Guerre mondiale est très importante, proportionnellement plus importante qu'en Angleterre, ce qui montre que le message socialiste de solidarité des classes ouvrières contre la guerre, que les thèses socialistes qualifient de capitaliste, est passablement ignoré.

Au plan politique, il s'avère qu'une grosse majorité de l'appareil travailliste et socialiste tourne le dos à l'agitation ouvrière dès qu'il devient évident qu'elle ne va pas être facilement canalisable sur des routes politiques conventionnelles. Le principal architecte de la nouvelle stratégie travailliste à Glasgow, John Wheatley, semble ne pas avoir été affecté par l'agitation ouvrière. Les femmes jouent un rôle important dans la façon dont elles s'impliquent dans les grèves et l'organisation des syndicats, mais le mouvement travailliste peine à les considérer comme des travailleurs à part entière et refuse de les reconnaître politiquement comme un corps électoral potentiel. Il en est d'ailleurs de même pour un nombre considérable d'hommes non qualifiés, tous motivés pourtant pour des actions de grèves et pour établir des organisations permanentes.

Pas de transfert direct

Les dirigeants du Parti travailliste n'incluent pas les pauvres dans l'électorat de leur parti. En fait, ils les craignent vivement. Il n'y a donc pas de transfert direct d'un militantisme industriel vers l'expression politique de l'existence d'une conscience de classe. Les questions industrielles restent la chasse gardée des syndicats et les questions politiques continuent d'appartenir à la sphère politique du Parti travailliste. A titre d'exemple, ce dernier discute sans fin les questions cruciales du logement pendant les années d'avant-guerre sans jamais considérer l'agitation ouvrière comme un sujet digne d'étude, alors que l'année 1915 montre que les ouvriers et les ouvrières s'emparent de cette question et la font avancer de belle manière en obligeant le gouvernement à maintenir par la loi le prix des loyers à leur niveau de 1914 et à en geler l'augmentation pendant toute la période de la Première Guerre mondiale.

Le Parti travailliste finit par se renforcer à long terme grâce à l'augmentation des adhésions dans les syndicats, conséquence directe de l'agitation. A court terme, l'agitation ne se traduit pas par un transfert en termes politiques. Le Parti libéral reste populaire. Le Parti travailliste s'avère à cette époque incapable de répondre à l'agitation et à l'intégrer dans une stratégie politique globale.

Le Parti libéral reste donc puissant

Contrairement à l'Angleterre, le Parti libéral reste donc puissant en Ecosse jusqu'en 1914, jusqu'à ce que l'ILP, plutôt que les partis se réclamant des théories marxistes, attire de plus en plus d'ouvriers avec une conscience politique. Les libéraux obtiennent encore 58 sièges sur 70 aux élections avant la Première Guerre

(2) Parti révolutionnaire marxiste fondé en 1903 en Ecosse à la suite d'une scission avec la *Social Democratic Federation*. Il publie une revue mensuelle, *The Socialist*. La *Social Democratic Federation* est la première organisation politique marxiste de Grande-Bretagne, fondée en 1891 par H. M. Hyndman. Elle avait pour but d'offrir une voix politique à la classe ouvrière, indépendante des conventions du libéralisme victorien. En 1912, elle fusionne avec le *British Socialist Party*. Son affiliation au *British Labour Party* date de 1916.

mondiale. La part du vote travailliste était tombée à 3,6 % en 1910 et jamais les libéraux ne se trouvent dans l'obligation de sceller un pacte électoral avec les travaillistes, comme c'est le cas en Angleterre, pour faire face à la très faible opposition conservatrice.

L'agitation ouvrière monte en intensité le long de la Clyde pendant l'année 1914, année pendant laquelle c'est finalement l'ILP qui devient le parti le plus important de l'expression du mouvement ouvrier à Glasgow. Cette position sera renforcée par la vague de grèves qui touche Glasgow et sa région pendant la Première Guerre mondiale. Le mouvement ouvrier devient de plus en plus considérable et politisé, la représentation ouvrière au conseil de la ville de Glasgow est de plus en plus importante et l'agitation industrielle continue. Si le Parti travailliste est le parti politique en pleine expansion dans les années précédant la Première Guerre mondiale, il n'est pas pour autant en position dominante, loin s'en faut. John MacLean (3) affirme ainsi en 1913 que les ouvriers écossais *"bouillonnaient comme des lions au plan industriel, mais étaient doux comme des agneaux au plan politique"*.

Une indéniable montée de la conscience de classe

Malgré l'agitation industrielle importante, la société édouardienne n'est pas une société en crise et il y a bien peu de preuves avérées de l'influence des thèses socialistes révolutionnaires dans les grèves entre 1910 et 1914. C'est une période qui voit une indéniable montée de la conscience de classe et une cassure nette dans les relations employés-employeurs, qui étaient jusque-là plutôt paisibles. Néanmoins, la conscience de classe dans la région industrielle de la Clyde, et sa représentation politique pendant les années d'avant-guerre, est divisée et encore à l'état de gestation. Il n'y a pas de preuve tangible d'une classe ouvrière qui se tourne massivement vers les idées socialistes, dont les actions de protestation répondent à des motifs essentiellement idéologiques, voire révolutionnaires, à la veille de la Première Guerre mondiale.

Les demandes récurrentes des ouvriers pour une reconnaissance des syndicats plaident davantage pour leur attachement aux structures syndicales et à la négociation collective que pour un investissement vers des organes politiques. Les organisations politiques se réclamant des théories socialistes révolutionnaires — *Socialist Labour Party* et *British Socialist Party* (4) — suscitent bien peu d'adhésions. La situation ne constitue pas une paralysie de l'industrie capable de déstabiliser le capitalisme ni une menace pour la société en Ecosse de l'ouest pendant les années 1910-1914. Même si la vague de grèves dans les industries le long de la Clyde a une ampleur certaine, des secteurs entiers ne sont pas touchés (les professions libérales, l'agriculture et

(3) John MacLean (1879-1923) : instituteur en 1900, révoqué en 1915 pour conflit avec sa hiérarchie. Infatigable conférencier et orateur sur le marxisme. Il adhère à la *Social Democratic Federation* en 1903, qu'il quitte en 1911 en raison de son désaccord avec ses positions favorables à la guerre, pour rejoindre le *British Socialist Party*. Il devient un farouche opposant à la guerre et à la conscription. Il est nommé représentant bolchevique en Ecosse par Lénine en 1917, mais il n'adhère jamais au Parti communiste de Grande-Bretagne. Il fait plusieurs séjours en prison entre 1915 et 1922 pour trouble à l'ordre public lié à ses activités politiques. Après sa sortie de prison en 1922 et jusqu'à sa mort en 1923, il se consacre à la création de son parti, le *Scottish Workers' Republican Party*. Il meurt épuisé par des années de militantisme politique, les emprisonnements et les conséquences d'une grève de la faim entamée pour protester contre les conditions de son emprisonnement. A ses obsèques, un nombre considérable de Glaswégiens viennent lui rendre hommage. Il est reconnu comme un révolutionnaire incontournable dans l'histoire du mouvement ouvrier dans l'ouest de l'Ecosse entre 1910 et 1922.

(4) Naît en 1911 à Manchester de la fusion du *Social Democratic Party* et d'autres groupes socialistes. En 1919, l'écrasante majorité des sections vote l'adhésion à l'Internationale communiste. Le BSP joue un rôle important dans la création du Parti communiste de Grande-Bretagne, que la majorité des sections du BSP rejoignent en 1920.

la pêche, l'habillement, les domestiques, la vente, l'artisanat), et les ouvriers de la Clyde perdent en moyenne moins de 2 % de leur temps de travail annuel dans les grèves pendant la période 1910-1914.

Pas de traduction politique forte immédiate

Les ouvriers semblent bien davantage préoccupés par l'obtention de salaires plus élevés et l'amélioration de leur condition au sens large que par le renversement du capital. Ils ne considèrent pas le renversement du capital comme le moyen de parvenir à une amélioration de leur condition. D'une façon générale, les difficultés de l'existence à cette époque à Glasgow relèguent la nécessité d'une organisation et d'une action collective dans le but de renverser le capital au second rang des préoccupations quotidiennes des ouvriers. Il est cependant vrai qu'ils militent pour une reconnaissance de leurs droits et l'amélioration de leur condition et considèrent l'organisation collective dans l'industrie comme un moyen nécessaire pour parvenir à leurs fins. Cette organisation collective industrielle n'a cependant pas de traduction politique forte immédiate.

Les prix élevés, les bas salaires, l'intensification et le durcissement des rythmes de travail, les nombreuses stratégies coercitives des employeurs, le chômage persistant, le sous-emploi permanent, les conditions de vie extrêmement difficiles et la graduelle formation d'une conscience de classe, attisée par quelques activistes capables de mobiliser beaucoup d'ouvriers et facilitée par la structure localiste et fédéraliste des syndicats écossais, qui leur confère une grande autonomie, sont tout autant d'éléments déterminants dans le développement du mouvement de contestation, sans pour autant que l'un ou l'autre ne soit vraiment prépondérant et que l'agitation se transforme en situation révolutionnaire.

L'accumulation de doléances et d'amertume née de la conjonction de tous ces facteurs constitue cependant le bagage qui accompagne les ouvriers et les activistes vers les événements de *Red Clydeside* pendant et immédiatement après la Première Guerre mondiale.

Fabien Jeannier

Brian Pearce : l'agitation ouvrière en Grande-Bretagne (1910-1918)

La période qui précède la Première Guerre mondiale et celle de la guerre elle-même constituent un moment crucial de la formation et du développement du mouvement ouvrier britannique. Rappelons que les *Cahiers du mouvement ouvrier* ont déjà publié un article sur cette période concernant l'Irlande, alors membre du Royaume-Uni, un article d'Emmet O'Connor : *Le mouvement ouvrier irlandais et les Internationales socialiste et communiste (1917-1921)*, dans son n° 15, et de Sam Ayache : *Le lock-out de Dublin de 1913, ou le "Dimanche rouge" irlandais*, dans son n° 30.

Sur la période postérieure, sont aussi publiés un article de John Mac Nair sur la grève générale de 1926 et un article de John Archer sur le mouvement ouvrier britannique dans les années 1920.

L'article de Brian Pearce insiste sur la grève de la Clyde de mars 1915. Rappelons à ce propos ce qu'écrivait dans un ouvrage publié en 1925 sur l'Angleterre moderne (1) André Philip, futur dirigeant de la SFIO : *"Le mouvement des shop stewards* (délégués d'ateliers) *est né dans la Clyde à la suite d'une grève de mars 1915, grève décidée et exécutée contre les décisions des organisations syndicales ; nous assistons là à la première révolte de la masse ouvrière contre les Trade Unions, accusés d'avoir trahi leurs membres en acceptant le Munitions Act"*, qui, écrit André Philip, au nom de la défense nationale, *"mettait le travailleur dans la dépendance complète de son employeur"*, doté du pouvoir de délivrer ou non à un ouvrier le certificat nécessaire à son embauche dans une usine de munitions, et même, écrit André Philip, *"d'envoyer au front l'ouvrier indiscipliné"* (pp. 55-56).

André Philip, après un récit des mouvements de grève qui secouent alors l'Angleterre, conclut : en 1917, *"les anciens chefs du mouvement des shop stewards avaient acclamé avec enthousiasme la révolution russe (...), ils organisèrent en août 1917 une conférence nationale des délégués d'atelier et réclamèrent la création immédiate de conseils d'ouvriers et de soldats"* (p. 65).

(1) Les éditions G Crès et Cie.

"Une succession de grèves dans un centre après l'autre"

1910-1914

L'insatisfaction grandissante par rapport à l'appareil syndical est allée de pair, à partir de 1910, avec un climat de désillusion envers la politique parlementaire. A l'origine de cela, il y avait le fonctionnement du groupe parlementaire du Labour à la Chambre des communes comme simple appendice du Parti libéral, toutes les autres considérations étant subordonnées au maintien des libéraux au pouvoir et des conservateurs en dehors du pouvoir. Les conceptions syndicalistes venues d'Amérique et de France ont trouvé un terrain fertile parmi les militants syndicaux britanniques, et des structures comme le Parti socialiste ouvrier (Socialist Labour Party), la Ligue pour l'éducation du syndicaliste (Syndicalist Education League) et la Ligue de la plèbe (Plebs League) se sont constituées et ont commencé à développer une aspiration profonde parmi la base pour une orientation militante interprofessionnelle et organisée. Tom Mann, James Connolly, Noah Ablette, Richard Coppock, A. A. Purcell et A. J. Cook comptaient parmi les dirigeants de ce nouveau courant. C'est à l'initiative de ces hommes qu'une vague de grandes grèves a commencé à ébranler la Grande-Bretagne à la veille de la Première Guerre mondiale.

Le mouvement à commencé avec la grève sauvage des mineurs du Northumberland et de Durham dans les premiers mois de 1910. Ces mineurs en voulaient à leurs responsables d'avoir accepté de passer d'un système à deux équipes à un système à trois équipes. Un arrêt de travail sauvage similaire s'est produit en été au Chemin de fer du Nord-Est, provoqué par une affaire de représailles anti-ouvrières. Ensuite, à l'automne, a éclaté la grève du Cambrian Combine, lancée contre la volonté de la direction de la Fédération des mineurs du sud du pays de Galles. De la grève de 1911 chez les dockers, sir George Askwith, chef de la mission de conciliation du gouvernement, a fait observer : *"Les dirigeants travaillistes ont été pris par surprise. Certains ont rapidement pris la tête du mouvement et ont essayé de regagner l'autorité qu'ils avaient perdue. D'autres ont franchement exprimé leur étonnement, et n'ont pas compris le déclenchement du conflit"* (1). La grève des chemins de fer de 1911 a commencé de manière sauvage à Liverpool, *"malgré le fait que les directions des syndicats de cheminots étaient contre que les cheminots cessent le travail et déposent des revendications, les dirigeants expliquant qu'ils étaient engagés par les décisions des bureaux de conciliation, qu'ils avaient acceptées"* (2). Finalement, la grève générale des mineurs de 1912 a

(1) G. R. Askwith, *Industrial Problems and Disputes* (1920), page 177. Pour une bonne étude générale de cette période, voir G. Dangerfield, *The Strange Death of Liberal England* (1936) ; voir également Tom Mann, *Memoirs* (1923).

(2) Tom Mann, *From Single Tax to Syndicalism* (1913), chapitre VI.

commencé comme une grève sauvage, et l'un de ses résultats a été que les dirigeants qui s'étaient opposés à la grève ont été démis de leurs fonctions à la direction du syndicat des mineurs du sud du pays de Galles, et qu'ils ont été remplacés par des syndicalistes.

Ces grèves ont abouti à un certain nombre d'acquis, mais le résultat était très loin de correspondre à ce qu'il aurait pu être. *"L'ombre vague de la révolution flottait au-dessus de la Grande-Bretagne à cette époque. Les dirigeants exerçaient toutes leurs forces afin de paralyser le mouvement (...), renforçant la bourgeoisie et préparant ainsi la voie à la boucherie impérialiste"* (3). Ralph Fox, qui écrivait au cours de l'un des tournants à gauche du stalinisme, résumait ainsi cette expérience : *« Pratiquement chacune des grandes grèves depuis 1911 jusqu'à 1914 a débuté comme un mouvement sauvage spontané des travailleurs, s'étendant rapidement dans toute la branche industrielle concernée. Ce n'est qu'à ce moment-là que les bureaucrates syndicalistes réformistes ont apporté à la grève le soutien officiel du syndicat, tandis que leur promptitude à accepter dans chaque cas la "médiation" du gouvernement libéral a aussitôt conduit la grève à un demi-échec »* (4).

Parmi les acquis les plus importants de "l'agitation ouvrière", ainsi que la presse capitaliste l'a appelée, se trouvaient deux éléments allant dans le sens de l'unification des forces ouvrières : la fusion de trois organisations de cheminots dans le syndicat national des cheminots (National Union of Railwaymen) et la formation de la Fédération des travailleurs des transports, qui contenait en germe le syndicat actuel des transports, le Transport and General Workers' Union (T&GWU). La fusion syndicale avait été l'une des principales revendications des militants, qui voulaient que tous les métiers et tous les intérêts sectoriels soient subordonnés aux besoins de la classe ouvrière tout entière, et ils avaient pour idéal de former un seul syndicat par branche industrielle. Un comité pour la fusion dans la métallurgie, la mécanique et la construction navale a été constitué en 1912, pour faire de *"la propagande dans les ateliers et dans les sections syndicales, avec la perspective de faire pression par en bas sur les directions nationales"* (5) en faveur de la fusion des syndicats intervenant dans la syndicalisation des travailleurs des industries concernées. Des mouvements similaires se sont produits dans d'autres industries. Cette tendance vers les fusions *"a été la plupart du temps un mouvement à la base d'un caractère de gauche, extrêmement critique vis-à-vis de l'attitude et de la conduite des responsables syndicaux permanents"* (6). De nos jours, la concentration de la plus grosse partie des syndiqués dans quelques grands syndicats puissants est une chose qui va de soi, et il est bon de se rappeler que la lutte pour parvenir à ce résultat a d'abord été l'affaire des "militants de gauche" et des "mouvements de grèves sauvages".

La lutte pour l'organisation d'atelier est allée de pair avec la lutte pour la fusion syndicale. Aux premiers stades du syndicalisme, la section coïncidait souvent avec le lieu de travail, mais, avec l'expansion des syndicats, la section syndicale s'était constituée sur une base territoriale dans beaucoup de syndicats. Les militants ont estimé que l'organisation sur la base de l'atelier allait dans le sens d'une plus grande efficacité des syndicats en tant qu'organismes de combat — et vers moins "d'atomisation" de la base par rapport à la bureaucratie compacte du sommet, dont ils avaient appris à se méfier. Avant la Première Guerre mondiale, les délégués d'atelier, dans un certain nombre de centres, s'étaient déjà dégagés comme dirigeants des syndiqués en conflit avec les patrons, et les délégués de différents syndicats avaient commencé à se regrouper de manière informelle, constituant une direction "fusionnée" au niveau local. Les

(3) L. D. Trotsky, *"Où va l'Angleterre ?"* (1926), p. 3.

(4) Ralph Fox, *The Class Struggle in Britain, 1880-1914* (1932), p. 71.

(5) W. A. Orton, *Labour in Transition* (1921), pp. 93-94.

(6) G. D. H. Cole, Workshop Organisation (1923).

grandes batailles de classe de 1910-1914 ont inévitablement nourri ce développement en révélant l'inadéquation du type de structure syndicale qui s'était rigidifié au cours des décennies de paix sociale relative.

En liaison avec la fusion des syndicats et la construction d'une organisation basée sur l'atelier, il y avait l'objectif de limiter le pouvoir des dirigeants à aller à l'encontre de la volonté de la base et de soumettre ces dirigeants à un contrôle plus efficace venant d'en bas. Une expression comparativement modérée de cette idée a été donnée par quelqu'un qui écrivait dans le journal de Tom Mann, *Le Syndicaliste industriel* : *"Nos dirigeants doivent être élus par un vote direct à bulletins secrets des adhérents, élus pour une période définie avec des instructions définies, et ils doivent démontrer leur compétence en remportant des succès... Nous ne pouvons plus garder des nullités, même à des postes élevés. Le seul test de compétence en la matière, c'est la réussite"* (7).

Des opinions bien plus avancées que celle-là étaient largement répandues dans le mouvement ouvrier à cette époque. Une orientation ferme contre les responsables, et contre les directions, était reflétée dans l'un des points des statuts du Socialist Labour Party, qui exerçait une grande influence parmi les militants de la Clyde, stipulant que ses adhérents ne devaient occuper aucun poste officiel dans un syndicat. On trouve la formulation la plus achevée de cette position extrême dans le célèbre pamphlet *"La prochaine avancée du mineur"*, sorti en 1912 par le Comité non officiel de réforme (Unofficial Reform Committee) actif parmi les mineurs du sud du pays de Galles. Les responsables syndicaux, était-il proclamé, s'étaient alliés à la politique de conciliation des industriels et ne tenaient pas compte des intérêts de leurs adhérents. Ils s'opposaient à tout accroissement du contrôle de la base sur eux-mêmes, parce que le fait de disposer d'un pouvoir arbitraire leur conférait un prestige social et garantissait le "respect" des employeurs, avec tout ce que cela impliquait. Quand ceux de la Cambrian Combine avaient exigé un vote à bulletins secrets sur l'accord passé en leur nom en 1910, les dirigeants avaient parlé *"d'un esprit anarchiste grandissant"*. La solution ne pouvait pas être un simple changement de dirigeants, car des anciens agitateurs qui étaient devenus des dirigeants ont suivi le même chemin que ceux qu'ils avaient supplantés (On a pu trouver un élément de vérité sur ce point dans la carrière future d'A. J. Cook, l'un des auteurs de ce pamphlet !). *"Diriger implique un pouvoir détenu par le dirigeant... Tous les dirigeants deviennent corrompus, malgré leurs bonnes intentions. Aucun homme n'a jamais été assez bon, assez courageux ni assez fort pour disposer d'autant de pouvoir que cela implique pour une vraie direction."* Conformément à cette opinion, les auteurs revendiquaient une réorganisation de leur syndicat de façon à ce que *"toute l'initiative pour décider de nouvelles propositions, des orientations, de la tactique repose sur la réunion de la section syndicale"*, et l'exécutif (dont les permanents devraient être exclus) devait être réduit à de simples fonctions administratives (8).

La Première Guerre mondiale et les délégués d'atelier

Avec le déclenchement de la guerre impérialiste, que l'on avait contribué à rendre inévitable en brisant les luttes de 1910-1914, les responsables syndicaux ont passé un accord avec le gouvernement, qui a virtuellement aboli le syndicalisme *"pendant la durée des hostilités"*. En échange de cela, ils ont été placés dans toutes sortes de comités et on leur a accordé une reconnaissance sociale dont ils n'avaient jamais disposé auparavant. Beatrice et Sidney Webb ont écrit que les années de guerre ont été une pé-

(7) W. F. Hay, dans *Industrial Syndicalist*, novembre 1910.

(8) Cf. James P. Cannon, introduction (1931) à L. D. Trotsky, *Communisme et syndicalisme* : *« Le mot d'ordre "pas de dirigeants" — ce mot d'ordre des démagogues qui aspirent eux-mêmes à la direction sans en avoir les qualités. »*

riode *"de transformation révolutionnaire* (ils voulaient dire, bien entendu, contre-révolutionnaire) *du standing social et politique des représentants officiels du monde syndical"*, quand on a reconnu que l'appareil syndical *"faisait partie de l'appareil social de l'Etat"* (9). Alors que les prix montaient en flèche, les salaires restaient au plancher et on a permis aux patrons de se débarrasser des droits et des garantis chèrement acquis au prétexte que "l'effort de guerre" nécessitait des sacrifices.

On voit de près à quoi ressemblaient les Judas du syndicalisme, jouissant de leur statut d'hommes d'Etat, dans les notes de Beatrice Webb sur le congrès des syndicats de 1915 :

« Le congrès n'est pas meilleur, en fait il est moins optimiste, qu'autrefois, si l'on pense qu'il est représentatif de l'opinion de la classe ouvrière avancée. Les dirigeants ont pris de l'embonpoint sur le plan physique et pour l'état d'esprit ils sont plus ternes et plus indulgents vis-à-vis d'eux-mêmes qu'ils ne l'étaient il y a vingt ans ; les délégués ont perdu leur enthousiasme, les rebelles d'aujourd'hui n'ont pas été élus au congrès et les "vieux de la vieille" savent, de leur longue expérience, que c'est plus une "occasion de se retrouver" qu'un rassemblement pour discuter des affaires de la classe ouvrière. Ce que les délégués apprécient, c'est une bonne blague, peu importe quelle sorte de blague dès lors qu'elle suscite le rire. L'indignation, justifiée ou injustifiée, est ressentie comme déplacée. Il n'y a pas de ressentiment antigouvernemental, pas de détermination pour réparer les torts... J'ai écouté deux responsables qui fumaient le cigare au salon de l'hôtel cet après-midi. "Les salaires sont terribles", *a dit l'un d'eux,* "parfaitement scandaleux". *Il est apparu qu'ils se plaignaient des salaires trop élevés* (des travailleurs)... *Les seuls sentiments exprimés étaient réservés à la jalousie entre dirigeants ou aux conflits entre les syndicats »* (10).

L'impatience des ouvriers dans la situation créée par leurs dirigeants traîtres a débouché sur une action, d'abord dans la Clyde, en février 1915. Les partisans de la "fusion" chez les ouvriers mécaniciens, avec des membres de différents groupes marxistes à Glasgow, ont pris la tête du mouvement en lançant un mot d'ordre non officiel de refus des heures supplémentaires imposées tant que les patrons n'accepteraient pas une augmentation de salaires qui rattraperait l'augmentation du coût de la vie. Quand les dirigeants syndicaux se sont dressés contre eux, les ouvriers concernés ont mis en place un comité central pour l'arrêt de travail, dans lequel tous les syndicats de mécaniciens étaient représentés par leurs délégués d'atelier, et qui appelait à la grève. Cela dura dix-huit jours avant que la pression combinée du gouvernement et des dirigeants syndicaux n'oblige les ouvriers à reprendre le travail. Le comité décida de se maintenir en tant que comité des ouvriers de la Clyde et ses membres ont activement impulsé la formation dans chaque atelier de la région d'un comité de délégués d'atelier couvrant tous les secteurs. Le succès de ce mouvement a provoqué une panique terrible dans les milieux capitalistes, et on a trouvé des prétextes pour arrêter les chefs des "agitateurs" et les expulser de la région de la Clyde, et pour supprimer également le journal des délégués d'atelier, *The Worker* (11).

Cependant, à peine le bruit de la bataille s'est-il estompé sur la Clyde qu'il a éclaté à Sheffield. L'incorporation dans l'armée d'un ouvrier mécanicien appartenant à une catégorie exemptée de conscription a servi de test pour les mécaniciens de la ville. Les délégués d'atelier ont improvisé une organisation locale, qui a mis 10 000 personnes en grève en novembre 1916, et envoyé des délégués aux autres centres de la métallurgie pour étendre la grève. Le ministère de la

(9) Sidney et Beatrice Webb, *History of Trade Unionism* (édition de 1920), p. 635.

(10) Beatrice Webb, *Journal, 1912-1924* (1952), pp. 44-45.

(11) On trouve les meilleurs récits de cette grève et d'autres grèves des années 1914-1918 dans W. Hannington, *Industrial History in Wartime* (1940), et dans J. T. Murphy, *Preparing for Power* (1934). Voir également W. Gallacher, *Revolt on the Clyde* (1949), et T. Bell, *Pioneering Days* (1941).

Guerre a rapidement relâché sa victime afin de faire reprendre le travail dans les usines de munitions. De cette lutte a émergé un réseau permanent de comités d'atelier à Sheffield, et un courant vers l'unification de ces comités en comités d'usine et en comités ouvriers couvrant tout le district. La lutte pour la fusion se concentra essentiellement dans la construction de l'unité venant d'en bas sur le lieu de production : *"Rendre accessoire la fusion des syndicats et fondamentale celle des ouvriers"* (12).

Tout au long des années 1916-1918, il y a eu une succession de grèves dans un centre après l'autre, particulièrement dans l'industrie mécanique, mais également dans d'autres branches d'activité, notamment dans les houillères du sud du pays de Galles ; dans chaque cas, la grève était dirigée par des groupes non officiels. Mais il y avait peu de coordination entre ces actions. Ainsi, la grève des mécaniciens, qui a commencé à Rochdale en mai 1917 et qui s'est étendue rapidement, n'a pas touché les centres importants comme la Clyde et la Tyne. Les dirigeants non officiels ont rencontré des difficultés énormes, tous les obstacles possibles étant placés sur leur chemin par le gouvernement, les patrons et les dirigeants syndicaux officiels. Alors qu'ils surmontaient ces obstacles et qu'ils tenaient avec succès des conférences nationales de délégués d'atelier — et tandis que les informations concernant la révolution de Février en Russie et ses conséquences ont commencé à se répandre, avec les nouvelles des mutineries dans l'armée française et d'autres signes des temps —, les dirigeants officiels du mouvement ouvrier ont commencé à changer de tactique. Les dirigeants syndicaux officiels sont intervenus auprès des autorités pour faire libérer les délégués d'atelier qui avaient été arrêtés et pour que des concessions soient faites aux différents secteurs des travailleurs. La mascarade de la convention de Leeds s'est tenue, dans laquelle des gens comme MacDonald et Snowden ont parlé de mettre en place des conseils d'ouvriers et de soldats dans chaque localité pour agir pour la paix et l'émancipation du travail. Le syndicat des mineurs, celui des cheminots et celui des travailleurs des transports ont formé une Triple Alliance et ils ont tenu des discours vigoureux en apparence sur *"la conscription de la richesse"*, de sorte que de nombreux travailleurs ont considéré les dirigeants de ce nouveau regroupement officiel de syndicats comme l'avant-garde de la guerre contre le capitalisme, rendant inutile l'organisation non officielle de la base (13).

Quand une direction nationale des différents comités de délégués d'atelier et des mouvements pour la fusion est enfin parvenue à se constituer en août 1917, elle a été paralysée par le préjugé des militants syndicalistes contre toute direction effective que leur expérience des permanents syndicaux corrompus avait fait naître chez tant de syndicalistes à la base. Ce qui a été mis en place, ce n'était qu'un simple conseil administratif sans aucun pouvoir exécutif ; il fallait se référer à la base avant d'initier toute décision d'action, et le conseil fonctionnait à peine plus qu'un lieu d'échange d'informations pour les comités locaux.

En permettant aux dirigeants officiels du mouvement de la classe ouvrière de faire quelques gesticulations de "gauche" et en acceptant de vraies concessions, l'impérialisme britannique a réussi, aidé également par des idées confuses dans les rangs ouvriers, à survivre intact à la guerre. Mais qu'arriverait-il après la guerre, quand les considérations "patriotiques" qui avaient retenu les ouvriers durant les hostilités avec l'Allemagne allaient cesser de s'appliquer et que les soldats démobilisés allaient revendiquer

(12) J. T. Murphy, cité dans W. A. Orton, *Labour in Transition* (1921), p. 96.

(13) L'un des dirigeants ouvriers à voir qu'il était erroné de s'en remettre à la Triple Alliance — un simple pacte entre les directions officielles — a été James Connolly, qui a écrit dans le *Workers' Republic* (12 février 1916) : *"La rébellion fréquente contre une direction stupide et dépourvue de combativité et l'appel à la base pour une véritable unité au plan de l'industrie semblent avoir poussé les dirigeants, non pas à répondre par une combativité accrue, mais à créer une méthode avec laquelle, sous l'apparence de l'unité,* (ce mouvement) *pourrait être entravé et enchaîné (...), un complot pour* ***empêcher*** *l'action unie au lieu de la faciliter."*

"ce pays fait pour que les héros y vivent" qu'on leur avait promis ? *"Avec l'armistice en novembre 1918, le mouvement syndical s'est retrouvé dans la position la plus forte qu'il ait jamais occupée. Pendant un répit de dix-huit mois de bonheur, le mouvement ouvrier se retrouvait dans une position bien plus forte que celle qu'il avait osé espérer"* (14).

La période de "plein emploi", qui a duré jusqu'au début de la récession économique à la fin des années 1920, a représenté une occasion merveilleuse pour les militants, et les capitalistes ont éprouvé de grandes difficultés pour repousser l'offensive. Bien que l'occasion ait été saisie, avec la "reconversion" de l'industrie de guerre, de se débarrasser d'autant de délégués d'atelier qu'il était possible et de briser le mouvement dans ses bastions datant de la guerre, le mouvement a continué à progresser dans un certain nombre de secteurs du front industriel et ses idées ont été largement discutées. Le mouvement des délégués d'atelier, a écrit un observateur contemporain, *"c'est en même temps la revendication d'une plus grande autonomie pour les travailleurs à la base, celle qui s'oppose au contrôle des permanents de la centrale syndicale et celle d'une organisation plus efficace contre le pouvoir du patron"* — revendications qui *"ne sont pas faciles à séparer, car la deuxième revendication peut largement dépendre de la première"* (15). A cette époque, *"c'était comme si une forme fondamentalement nouvelle de structure syndicale allait remplacer les formes établies"* (16). Le pamphlet de J. T. Murphy, "*Les comités ouvriers*" (1918), s'est vendu à 150 000 exemplaires. Son idée maîtresse était l'élection de comités d'atelier traversant les frontières entre les syndicats, mais qui étaient officiellement reconnus par les syndicats ; ces comités se regrouperaient en comités ouvriers de district, qui *"ne devraient pas usurper les fonctions des comités syndicaux locaux, mais s'occuper des questions plus générales concernant tous les syndicats dans l'industrie"*. Ces comités seraient *"similaires par la forme à un conseil syndical, avec cette différence essentielle — le conseil syndical n'est relié qu'indirectement aux ateliers, tandis que le comité ouvrier est y relié directement"*. La formation de ces comités, était-il expliqué, rendrait l'appareil syndical plus à même de répondre aux besoins des adhérents *"sur le lieu de production"* et faciliterait la tendance vers la fusion désirée (17).

Après les affrontements directs qui se sont produits à Glasgow et à Belfast au début de 1919, la méthode principale suivie par les capitalistes, avec le gouvernement et les bureaucrates syndicaux, a été la concession, tant réelle que fictive, pour colmater les brèches de la période difficile précédant la récession. Les cheminots ont obtenu la semaine de 48 heures, comme les ouvriers mécaniciens et ceux de la construction navale. Une commission chargée d'étudier la possibilité de nationaliser les houillères a apaisé les mineurs. Des augmentations substantielles de salaires ont fait grimper le niveau général des salaires réels au-dessus de celui de 1914. Une "conférence d'industrie" de représentants des fédérations syndicales et patronales s'est accordée sur un programme imposant de législation sociale. Le syndicat des mécaniciens Amalgamated Society of Engineers (ASE) a conclu un accord avec les patrons qui a donné un statut définitif aux délégués d'atelier de ce syndicat sur le lieu de travail (18). La fusion du syndicat ASE avec d'autres syndicats au

(14) M. H. Dobb, *Trade Union Experience and Policy, 1914-1918* (1940), p. 24.

(15) C. M. Lloyd, *Trade Unionism* (1921), p. 244.

(16) J. I. Roper, *Trade Unionism and the New Social Order* (1949).

(17) Le Mouvement des délégués d'atelier de la Tamise est caractéristique des nombreux comités constitués de manière non officielle au cours de cette période, qui a touché toutes les corporations de la construction navale. Il y avait des cartes d'adhérent et des comités locaux dans chaque chantier naval. Le responsable était chaudronnier, le secrétaire était électricien, le directeur du journal du mouvement était menuisier ébéniste (H. Pollitt, *Serving my Time*, 1940, pp. 92-93).

(18) *"Les délégués d'atelier reconnus ne représentaient qu'un syndicat particulier et n'avaient pas la possibilité d'agir avec des représentants d'autres syndicats, sauf avec l'accord du comité de district du syndicat. Le mouvement des délégués d'atelier, là où il a survécu, s'est officialisé :*

sein de l'Amalgamated Engineering Union est apparue comme une promesse de réorganisation en vue de la bataille dans un secteur important, tandis qu'on pouvait faire confiance à la Triple Alliance pour veiller sur la plupart des autres secteurs. Une grande part de la confiance des ouvriers à l'égard de l'appareil officiel et de la direction syndicale avait été restaurée.

Parmi les activistes eux-mêmes, la confusion des idées a continué. Le mouvement des National Guilds a connu une mode éphémère et fatale, et elle a conduit des groupes importants de travailleurs du bâtiment à entreprendre des tentatives coûteuses, infructueuses et décourageantes pour prendre le contrôle de leur branche d'activité en constituant des sociétés pour concurrencer les entrepreneurs privés. Des idées similaires étaient répandues dans d'autres branches d'activité, détournant les consciences ouvrières de la nécessité de la lutte politique contre l'Etat capitaliste. Quant à l'attitude à adopter envers les syndicats, d'un côté, il y avait la tendance, particulièrement marquée dans les syndicats de la Triple Alliance, à se confiner à une activité "de surveillance" en faisant de la propagande pour une politique militante et avec des mises en garde contre le danger de trahison, tandis que, d'un autre côté, les préjugés contre "les dirigeants" faisaient qu'un grand nombre de délégués d'atelier de grande valeur s'interdisaient sciemment de contester les élections syndicales et se battaient pour prendre pied dans l'appareil officiel (19). Les principaux groupes marxistes ne se sont pas regroupés dans un Parti communiste unifié avant janvier 1921 et ils sont restés ensuite largement influencés par leurs traditions sectaires en n'essayant pas de s'implanter systématiquement dans l'industrie avant la mise en route de la réorganisation de 1922-1923. A ce moment, la récession s'était installée, le chômage s'était développé à grande échelle et une succession de grèves infructueuses (particulièrement le "Vendredi noir" de 1921, quand la Triple Alliance a montré son vrai visage, et le lock-out des ouvriers mécaniciens de 1922) avait broyé ce qui restait du mouvement des délégués d'atelier de l'époque de la guerre et avait contraint les militants à entamer une pénible reconstruction à partir de presque rien.

Brian Pearce

---

il a perdu son caractère révolutionnaire et englobant en tant que mouvement de classe" (G. D. H. Cole, *British Trade Unionism Today*, 1945, p. 169).

(19) *"Les éléments des comités ouvriers s'opposaient au syndicalisme ! Ils considéraient les syndicats comme des centres de corruption ouvrière et étaient obsédés par la croissance énorme du mouvement non officiel pendant la guerre et par la puissance qu'il avait réussi à faire naître. Lénine, ici, insistait sur la nécessité de combattre les leaders corrompus des syndicats, mais il insistait également sur l'importance du travail dans les syndicats et sur la reconnaissance des syndicats comme organisations de masse de la classe ouvrière"* (T. Bell, *The British Communist Party*, 1937, pp. 58-59)

Mémoire de N. Narimanov au comité central du Parti communiste soviétique

Le conflit qui éclate entre Lénine et Staline à l'automne 1922 porte d'abord sur la question nationale, c'est-à-dire sur les droits des diverses nationalités dans une Russie soviétique héritière géographique et historique d'un empire russe ravagé par le nationalisme grand-russe (par opposition aux petits-russiens ou Ukrainiens), dont Lénine veut liquider l'héritage réactionnaire.

Fin septembre 1922, alors qu'il se remet lentement de sa maladie, dans une lettre aux membres du bureau politique, il propose que les diverses républiques fassent partie de l'Union soviétique sur un pied d'égalité avec la Russie ; il ajoute : *"C'est une question fort importante."* Et, évoquant le projet ultra-centralisateur de Staline, il note : *"Staline a une certaine tendance à trop se hâter."*
Staline, dans une lettre aux membres du bureau politique, déclare l'amendement de Lénine *"inacceptable"*. Il renvoie ironiquement son compliment à l'auteur : *"Le camarade Lénine s'est, à mon avis, trop hâté"*, et dénonce son *"libéralisme national"*. Kamenev, inquiet, écrit à Staline : *"Lénine se prépare à partir en guerre pour défendre l'indépendance."*
Staline lui répond : *"A mon avis, la fermeté est nécessaire contre Lénine."*
Ce même jour, Lénine reçoit longuement les dirigeants communistes géorgiens, dont leur secrétaire, Boudou Mdivani, qui, le soir même, écrit à ses camarades à Tiflis : *"Au début* (sans Lénine), *on nous battait sans égards, on se moquait de nous, mais lorsque Lénine est intervenu (...), les choses se sont retournées dans le sens de la raison communiste."*
Pour un bref moment...

Mais Staline ne cède qu'en apparence. Les 30 et 31 décembre, Lénine, dans les notes qu'il dicte à ses secrétaires, accuse Staline et ses adjoints d'incarner le chauvinisme russe. Il dénonce le refus de Staline *« d'admettre la nécessité pour la "nation oppresseur" de faire droit au nationalisme de la "nation opprimée" »* et stigmatise *« le Géorgien, qui accuse dédaigneusement les autres de "social-nationalisme", alors qu'il est lui-même non seulement un véritable et authentique "social-nationaliste", mais un grossier argousin grand-russe »*.
Au début de février, dans l'article *"Mieux vaut moins, mais mieux"*, Lénine donne comme objectif à la Russie *"rejetée en arrière"* de *"tenir jusqu'à la victoire de la révolution socialiste dans les pays plus avancés (...) jusqu'au prochain conflit militaire entre l'Occident impérialiste contre-révolutionnaire et l'Orient révolutionnaire et nationaliste"*.
La maladie le réduit au silence alors qu'il engage son dernier combat contre Staline et l'appareil sur cette question.

Le texte de Nariman Narimanov, président du Conseil des commissaires du peuple d'Azerbaïdjan en 1921, se situe dans le fil de cet affrontement entre le chauvinisme russe et l'internationalisme.

"Nos aspirations se sont heurtées au chauvinisme russe"

Au camarade Staline
Copie : au camarade Trotsky
Au camarade Radek

1) La question orientale
2) Situation en Azerbaïdjan

En tant que responsable des affaires orientales auprès du Conseil des commissaires du peuple de la RSFSR en 1919-1920, j'ai maintes fois dénoncé la politique orientale erronée du camarade Tchitchérine (1).

Les archives du comité central ont sans doute conservé les rapports où j'exprimais de façon conséquente mon avis concernant notre politique au Turkestan, nos rapports avec l'Afghanistan, la Turquie, la Perse, etc.

Le fil rouge de tous ces rapports est l'idée que nous nous polarisons trop sur l'Occident, que nous nous éloignons de l'Orient et perdons ce que nous avions gagné par nos proclamations dans les premiers jours de la révolution. Et nous avions gagné beaucoup : notre promesse de libérer l'Orient opprimé de ses exploiteurs étrangers et de permettre à l'Orient de vivre librement sa vie unissait tout le monde autour de la Russie soviétique.

Tous les regards étaient tournés vers nous et il y a eu un moment où, si nous avions mené une habile politique orientale, nous pourrions aujourd'hui dicter nos conditions à l'Europe.

Dans un de ces rapports, je dis dès 1919 : « *Le camarade Tchitchérine veut susciter une révolution sociale en Occident par des appels radiodiffusés, mais elle n'aura pas lieu maintenant, parce que, après une guerre dévastatrice, nous avons laissé la possibilité aux capitalistes de "s'entendre" avec leurs ouvriers, et que, pour cette raison, la révolution sociale en Europe sera ralentie, etc.* »

Le comité central, probablement, n'a pas accordé d'importance à mes paroles, mais, un an plus tard environ, je crois, la conférence du Comintern a confirmé cette position. Après quoi le camarade Tchitchérine m'a écrit qu'il fallait accorder une attention particulière à la question de l'Orient, que le mot d'ordre *"Libération de l'Orient opprimé"* était le mot d'ordre du jour, etc.

C'est peut-être pourquoi a été convoqué un congrès des peuples orientaux.

Ce congrès a donné l'impression suivante : nous avons voulu montrer aux représentants des peuples de l'Orient comme nous parlions bien et comme nous savions photographier les orateurs, et... rien de plus

Lloyd Georges, quand il a reçu les photos où les représentants de peuples d'Orient menacent le capital européen, armés de poignards, de revolvers, de sabres, de couteaux, a sans doute souri et écrit au camarade Tchitchérine : *"Nous*

(1) Nariman Narimanov (1870-1925), membre du POSDR(b) depuis 1905. Depuis 1922, président du Conseil de l'Union de la ZSFSR (République socialiste soviétique fédérale de Transcaucasie), un des présidents du comité exécutif central de l'URSS.

sommes d'accord pour engager des négociations sur les relations commerciales."

Après quoi j'ai reçu une deuxième lettre, où Tchitchérine écrivait qu'il fallait cesser tout soutien aux révolutionnaires persans, parce que cela nuisait à nos liens avec l'Angleterre.

J'affirme que nous avons, de nos propres mains, tué le mouvement de libération en Perse, comme en avait besoin Lloyd Georges, parce que c'est ainsi que certains camarades comprenaient la politique.

Sur le fond, les buts du camarade Tchitchérine et les miens étaient identiques, à savoir comment susciter au plus tôt la révolution sociale en Europe, et ainsi nous sauver nous-mêmes.

J'affirmais qu'il fallait commencer par l'Orient, et ainsi priver le capitalisme européen d'un morceau de choix, ce qui aurait aggravé le chômage, approfondi et renforcé la crise dans la vie industrielle et commerciale de l'Europe.

Lui, au contraire, pensait porter le feu de la révolution par la propagande et le rapprochement avec le capitalisme européen, sans tenir compte de la question d'Orient.

Il n'y aura pas de meilleure propagande et de plus étroit rapprochement qu'à la conférence de Gênes et à celle de Copenhague qui a suivi.

Enfin, nous avons escompté une crise économique dans l'industrie essentiellement comme résultat du traité de Versailles... mais en dépit des atrocités commises par la France vis-à-vis de l'Allemagne, en dépit de l'exécution d'ouvriers dans la Ruhr, le prolétariat allemand supporte pour l'instant patiemment les jeux de coulisses de la France et de l'Allemagne.

Cependant, tout le cours des événements a confirmé la justesse de mes propositions.

Enfin, avant mon départ pour Gênes, j'ai fait un rapport au camarade Staline au sujet de notre politique, où je disais à peu près : Gênes ne nous donnera rien. Pour contraindre l'Europe à faire des concessions, il est indispensable de mettre la question de l'Orient sur les rails. Mais comme nous avions commis de grosses erreurs et qu'en conséquence **l'Orient ne nous faisait plus confiance**, que ses masses exploitées s'étaient détournées de nous, je proposais de commencer par redresser ces erreurs dans les républiques voisines, et en particulier au Turkestan et à Boukhara.

D'ailleurs, dans tous mes rapports depuis 1919, j'ai attiré l'attention sur le Turkestan, dans le but de nous rapprocher de l'Afghanistan pour un travail révolutionnaire ultérieur en Inde, ce qui aurait brouillé toutes les cartes de Lloyd Georges.

Je rappelle maintenant que mon rapport sur la nécessité de tisser des liens avec l'Afghanistan avait été écouté avec attention par le camarade Lénine. Dans ce rapport, je disais notamment que, pour prouver aux masses afghanes que nous n'avions pas de buts de conquêtes, il était indispensable de céder une portion de territoire, qui était, à l'époque tsariste, une pomme de discorde entre l'Afghanistan et la Russie. Dans cette question, l'Angleterre avait toujours soutenu l'Afghanistan, démontrant ainsi à ce dernier les aspirations agressives de la Russie.

Le camarade Lénine, informé de cette question, m'a dit : *"Inutile de discuter plus longtemps, rendons-leur ce territoire. Dites, de ma part, au camarade Tchitchérine que cette question ne doit pas être la cause d'une rupture..."*

Le camarade Tchitchérine, après m'avoir écouté, a dit qu'on ne pouvait rien faire sans en avoir référé aux autorités militaires ; on a transmis la question, semble-t-il, à ces autorités, qui ont abordé la question d'un point de vue militaire, c'est-à-dire qu'on a opposé un refus à l'Afghanistan.

Au même moment, le camarade Karakhan en a encore ajouté, en déclarant à l'ambassadeur d'Afghanistan : *"On ne sait pas encore si la République de Boukhara aura une existence autonome."* L'ambassadeur d'Afghanistan m'a alors fait part de sa perplexité, pouvait-on après cela ajouter foi à des déclarations signées par Lénine lui-même ? J'en ai

fait part au camarade Lénine. Je ne sais pas ce qui s'est passé ensuite.

Mais je sais que l'Afghanistan avait décidé fermement de se jeter dans les bras de la Russie pour échapper aux griffes de l'Angleterre. Probablement déçu par nous, l'ambassadeur d'Afghanistan a dit qu'il partait en Europe, en Angleterre. Le camarade Tchitchérine lui ayant répondu que de Moscou il n'y avait pas de liaison directe avec l'Europe, l'ambassadeur a fait savoir qu'il était décidé à retourner à Kaboul, et, de là, à rejoindre l'Europe. Que d'efforts il m'a fallu pour l'en dissuader.

On peut voir combien j'attachais d'importance à notre politique au Turkestan et aux liens que nous pouvions, à partir de là, nouer avec l'Afghanistan, dans le rapport où je proposais au camarade Staline de partir avec moi au Turkestan avant la conférence de Gênes, pour y constater sur place la situation anormale que nous y avions créée nous-mêmes.

Les événements qui ont suivi au Turkestan et à Boukhara et l'aventure avec Enver Pacha, tout cela est le résultat de notre incapacité à nous orienter sur la question orientale.

Après Gênes, j'ai demandé au camarade Staline s'il avait lu mon rapport. Il a répondu qu'il l'avait lu et qu'il était, dans l'ensemble, d'accord avec moi. Il n'en a pas dit plus long, parce que, comme d'habitude, il était d'accord en général avec les positions que j'avançais, mais, pour de multiples raisons, il ne fallait pas attendre de lui leur réalisation pratique...

Il y a beaucoup de questions que je n'aborde pas, mais, en liaison avec ce qui précède, je dois parler de l'Azerbaïdjan. Je veux d'abord rappeler les rapports que j'ai écrits en 1919 et 1920 sur la soviétisation de l'Azerbaïdjan. Cela montrera combien mon orientation est conséquente dans la question de notre politique orientale.

Au début de 1919, alors que j'étais encore à Astrakhan pour me soigner, j'ai publié une petite brochure en turc, sous le titre *Avec quel mots d'ordre venons-nous au Caucase ?* Dans cette brochure, je montrais notamment quelles erreurs énormes avaient causé notre chute à Bakou en 1918. Puis, j'esquissais un plan de travail pour l'avenir dans l'Azerbaïdjan soviétique.

Cette brochure a été rapidement diffusée en Azerbaïdjan par nos camarades dans la clandestinité, et, d'après leurs dires, elle a eu un immense succès parmi les ouvriers et les paysans. Il est caractéristique qu'aujourd'hui, les ouvriers et les paysans d'Azerbaïdjan, surtout les musulmans, la citent en suggérant que tout ne se passe pas comme il était dit dans la brochure...

En même temps que cette brochure, j'ai envoyé une lettre au Premier ministre d'Azerbaïdjan, Oussoupbek. Cette lettre a ensuite été intégralement publiée dans notre presse.

A ce moment-là, j'ai été convoqué à Moscou par le comité central du parti, et j'y ai lu mon rapport sur notre travail futur en Azerbaïdjan (étaient présents le camarade Stassov, secrétaire du comité central, Smilga et encore d'autres responsables dont j'ai oublié le nom). Dans l'ensemble, toutes les positions essentielles du rapport ont été approuvées. Parmi les principales questions, il y avait les suivantes :

1) Compte tenu du fait que la révolution que nous souhaitons en Occident tarde à venir et aura un caractère prolongé, nous devons nous lier avec l'Orient pour percer le front, afin de contraindre l'Europe à s'adresser à nous et sortir ainsi de l'encerclement.

2) Lors de la soviétisation de l'Azerbaïdjan, nous ne devons pas tolérer les erreurs que nous avons faites en Russie, nous devons tenir compte des conditions locales, créer une République soviétique indépendante modèle, pour que les travailleurs d'Orient, premièrement, sachent que nous n'avons pas de buts impérialistes de conquête, qu'ils voient et sentent que l'on peut vivre et construire sa vie sans khans, sans beks et autres

3) Après avoir pris le contrôle de la grande industrie, ne pas toucher les petites entreprises et permettre le commerce.

J'ai alors timidement proposé d'appliquer ce dernier point aussi à l'échelle de toute la Russie.

Déjà, j'étais convaincu à l'époque que nous en viendrions là, mais tout de même il ne me serait pas venu à l'esprit que sous notre régime on verrait des gens saouls couchés dans la rue...

Puis, est venu le temps (un an plus tard) où j'ai dû me rendre au Caucase pour y organiser une République soviétique indépendante modèle, et ainsi ouvrir une fenêtre sur l'Orient.

Avant mon départ, j'ai été reçu par le camarade Lénine, qui a approuvé, a donné sa bénédiction au projet que j'ai exposé. En chemin, j'ai appris que nos troupes avaient pris Bakou. Pour être tout à fait exact, nos troupes sont entrées sans rencontrer de résistance et la population les a bien accueillies.

Le gouvernement des Moussavats, en désespoir de cause, a décidé officiellement de remettre le pouvoir aux communistes musulmans. A Balajari, j'ai été accueilli par quelques camarades visiblement très heureux de mon arrivée. *"Peut-être est-ce la fin des excès qui ont eu lieu jusqu'à présent."* Ce sont leurs propres paroles. Je les ai rassurés et je leur ai demandé de m'aider dans le difficile travail qui nous attendait. Le présidium du comité révolutionnaire était alors composé de moi (président), M. D. Gouseïnov (adjoint) et d'un membre, Karaev.

"L'Azerbaïdjan est pillé, on fusille de partout." C'est par ces mots que m'ont accueilli les camarades (ni Karaev ni Gouseïnov n'étaient là). Après m'être informé de la situation, je convoquai une réunion de la direction du comité révolutionnaire et je fis la proposition qu'aucune exécution n'ait lieu sans la sanction du comité. Gouseïnov et Karaev se prononcèrent contre. Et tout continua comme avant...

Ensuite, avant son départ pour Moscou, Sergo Ordjonikidzé posa, on ne sait pourquoi, la question : *"La République d'Azerbaïdjan doit-elle exister de façon indépendante ou faire partie de l'Union soviétique ?"*

Les membres du comité central, Karaev, menchevik en 1918, et Gouseïnov, membre du Moussavat en 1918, ont, l'écume aux lèvres, développé l'idée que l'Azerbaïdjan n'avait aucunement besoin d'indépendance, que nous devions unir l'Azerbaïdjan à la Russie soviétique.

Puis, Ordjonikidzé s'est tourné vers moi et m'a demandé : *"Qu'en pensez-vous ? Votre avis sur cette question est important pour moi."* **Ma réponse a été catégorique : *"La République d'Azerbaïdjan doit être indépendante jusqu'à la soviétisation de la Géorgie et de l'Arménie, après nous verrons..."***

(Narimanov raconte en détail toute une série de faits, qui montrent le carriérisme de ses dénonciateurs, leur utilisation de la Tcheka à des fins personnelles, leur mépris des travailleurs musulmans.)

Dans un de mes rapports au camarade Staline, j'ai dit que si, demain, le feu de la révolution prolétarienne prenait en Europe et que le pouvoir soit partout aux mains des ouvriers, il ne faudrait tout de même pas compter que nous recevrions gratuitement tout ce qui est nécessaire au rétablissement de notre industrie, qu'il n'y aurait pas de sitôt une situation où nous pourrions dire : *"Ce qui est à moi est à toi, ce qui est à toi est à moi."*

Le capitalisme européen, l'industrie européenne, s'est développé au compte d'autres pays. Le gouvernement ouvrier anglais ne renoncera pas si facilement à une politique exploiteuse en Inde.

Tant que cette politique existera, une politique de dépendance économique..., peut-on dire que nous réussirons à créer, si l'on peut dire, une atmosphère d'internationalisme ? Il en sera de même des relations entre la Russie soviétique et l'Allemagne soviétique. C'est ce qui se passe entre la Russie soviétique et les républiques périphériques.

Les belles paroles, c'est facile, mais les actes, c'est plus difficile.

L'Azerbaïdjan ne s'est pas contenté de paroles. Il a lui-même déclaré que le pétrole était le bien de tous les travailleurs de la Russie soviétique, mais fallait-il lui imposer un roitelet en la personne de Serebrovski ?

J'affirme que, dans les conversations intimes que j'ai eues avec des Azerbaïdjanais, personne ne s'est plaint de perdre sa principale source de revenus, mais il y

a beaucoup de mécontents parce que Serebrovki ne reconnaît pas l'Azerbaïdjan soviétique (...).

Il y aura un déviationnisme national tant que ce déviationnisme existera en face.

Ce n'est pas en deux, trois, quatre ans qu'on le déracinera, parce que la politique nationale de chauvinisme grand-russe a pris trop profondément racine sous Nicolas II.

Les plaies sont trop profondes et récentes. Récents aussi les sentiments de supériorité des ouvriers russes.

Le déviationnisme national est le fruit de la politique du centre ou de ses représentants.

Dans leur langue, la défense des intérêts locaux s'appelle déviationnisme national et la défense des intérêts de la Russie soviétique au détriment des intérêts de la périphérie s'appelle internationalisme (...).

Il est tout de même risible d'accuser les membres de l'ancien comité central de Géorgie de nationalisme. Leur seule faute est d'avoir déclaré sans ambages à Sergo *(Ordjonikidzé)*, Kirov et Miasnikov que, par leurs fausses informations, ils induisaient le centre en erreur. Ce groupe, avant que le centre n'ait pris une décision définitive sur l'union, a sans arrêt parlé d'une fusion totale des républiques transcaucasiennes dans la RSFSR, et c'est avec ce projet qu'il est parti à Moscou. Il est revenu avec une toute autre décision. Mais quand Sergo a voulu faire passer le projet de Lénine pour le sien propre, ses camarades géorgiens de l'ancien comité central ont dit : *"Vous mentez, ce n'est pas votre projet. Vous n'informez pas correctement le centre."* D'où la dispute. Sergo, Kirov et Miasnikov auraient dû avoir le courage de dire : nous pensions ainsi, mais nous avons reçu une gifle. Et il ne se serait rien passé, parce que le projet du camarade Lénine — une union des républiques sur la base de droits égaux — aurait été adopté sans discussion par les camarades géorgiens.

Avant mon départ pour Gênes, le camarade Staline m'a dit comme ça : *"Sergo a mal tourné."* Non, il n'a pas mal tourné, on l'a corrompu en surestimant ses capacités d'homme d'Etat... Il n'a vu de salut que dans le cassage de gueule. A quels procédés n'a-t-il pas eu recours au dernier congrès des organisations transcaucasiennes pour faire la peau à *ses* ennemis ! On a même honte d'en parler.

Tous mes efforts et ceux de mes compagnons d'idées, depuis 1918, ont eu pour but de rassembler autour et auprès de la Russie soviétique tout l'Orient révolutionnaire et de mettre fin d'un coup à toute cette abomination, qui, à notre grande honte, règne encore sur *l'autre* moitié du globe terrestre peuplée de centaines de millions d'habitants. L'esclavage où est réduit la population de plus de la moitié du globe terrestre est consciemment entretenu au profit de la population de l'autre moitié, moins peuplée, du globe, où une classe ouvrière de plusieurs millions d'hommes, sous le joug d'un nombre encore plus restreint d'exploiteurs, souffrait et continue de souffrir malgré nos appels depuis cinq ans.

Je le répète : j'ai abordé cette question en matérialiste. La dépendance économique de l'Occident vis-à-vis de l'Orient m'a poussé à lancer le mot d'ordre : *"Vers l'Occident par l'Orient."*

C'est le but que je poursuivais dans les questions de notre tactique dans les républiques limitrophes, ainsi qu'en Azerbaïdjan, comme en Afghanistan, en Perse et en Turquie.

Même au Deuxième Congrès des Tatares communistes, à Moscou, dans les années 1920, j'ai dit : il n'y a pas de mouvement panislamiste, mais, s'il apparaît comme phénomène temporaire, il faudra l'utiliser pour anéantir la domination du capital en Europe de l'Ouest. Mais il est indispensable que nous dirigions ce mouvement, pour que, quand nous ayons atteint notre but, il ne devienne pas un obstacle à notre révolution.

Parce que je croyais alors que le prolétariat de Russie saurait et devait le faire. Mais ce que nous avons fait m'a définitivement déçu et je suis de plus en plus convaincu que la grande mission de la libération de l'Orient s'éloigne de nous,

ou, plus exactement, que nous l'éloignons de nous.

C'est précisément ce que montre le résultat du mouvement de libération en Turquie. Et où en serait l'Entente si nous n'avions pas étouffé, par les mains de Rotstein, le mouvement de libération en Perse ?

Car c'est clair : si nous avions correctement pris tout cela en compte et dirigé, par une politique ferme et réaliste, le mouvement de libération en Perse et en Turquie, on pourrait dire que maintenant, sans exagération, nous serions en mesure de dicter nos conditions à l'Entente. Deux exemples : les détroits et les portes de l'Inde seraient sous notre influence directe... **Voilà ce qu'est la question d'Orient dont j'ai constamment parlé.**

Mais pour cela, il était nécessaire de régler la question nationale chez nous. Et malheureusement, elle n'est toujours pas résolue d'une façon qui puisse attirer à nous l'Orient opprimé.

La solution apportée par le XIIe Congrès à la question nationale peut-elle nous rassurer ? Qui, dans les républiques limitrophes, va appliquer les résolutions ? Voilà la question à laquelle il nous faut réfléchir. Je l'affirme : ceux qui peuvent mettre en œuvre les décisions du XIIe Congrès, ce sont ceux qui, dès les premiers jours de la révolution, sans craindre personne, ont audacieusement proclamé cette position, pas ceux qui, affichant une position gauche, feront échouer cette politique, parce qu'il ne croient pas que le centre y croit vraiment. Ils ont toujours pensé et pensent que ces résolutions sont faites pour la montre, pour impressionner. C'est au centre, bien sûr, de montrer, par son attitude à leur égard, qu'il prend ces résolutions au sérieux, et souligner ainsi sa position sur la question de l'Orient.

Notre propagande en Europe était efficace quand nous avions un régime communiste, depuis la NEP elle s'est affaiblie. Notre situation effraie l'ouvrier européen, qui se demande si sa situation sera meilleure sous le nouveau régime. Par une politique ferme et réaliste en Orient, nous pourrions créer une situation où la classe ouvrière n'hésiterait plus.

N'est-ce pas cette hésitation qui contraint les ouvriers d'Allemagne à supporter la honte d'être sous la coupe de la gendarmerie française dans la Ruhr ?

En conclusion, je dois dire : moi et mes compagnons, nous nous sommes efforcés sincèrement et consciemment, en idéalisant le pouvoir soviétique, de réaliser une forme nouvelle de gouvernement en Orient. C'était la voie la plus sûre pour libérer l'Orient du joug du capital européen et hâter ainsi l'effondrement de celui-ci. Nous nous y sommes efforcés, avant tout, en justifiant les erreurs de la Russie soviétique comme des erreurs de la période révolutionnaire et en tentant de les éviter en tenant compte des particularités et des conditions plus paisibles de la périphérie.

Nous avons cru à la sincérité de nos appels à la libération des peuples et à la fusion des peuples moins avancés avec le peuple grand-russe, nous avons donc cherché les voies naturelles du renforcement et du développement de la révolution. Mais nos aspirations se sont heurtées au chauvinisme russe, aux carriéristes, aux irresponsables, aux aventuristes en quête d'une popularité facile, qui cherchaient à se faire un nom devant le centre par n'importe quel moyen, et aussi aux membres de partis ennemis du nôtre, qui se sont infiltrés dans notre parti et y ont joué les radicaux pour mieux le détruire. C'était la voie la plus sûre.

Ces éléments nous ont accusés de nationalisme, de déviations diverses, d'indécision, de séparatisme, etc. Malheureusement, le centre les a écoutés et continue. Nous n'avons pas le choix : ou nous exigeons qu'on reconnaisse que notre tactique était la bonne et on nous fait pleinement confiance, ou nous devons quitter la scène, c'est-à-dire ne plus occuper de poste de responsabilité, travailler à développer la culture dans les masses, ce qui est tout à fait satisfaisant pour l'esprit. Pour diverses raisons, le premier terme de l'alternative n'est pas réalisable. Il reste le second, c'est ce que j'ai fait en Azerbaïdjan.

Dès juin 1922, j'ai envoyé au comité central du parti un télégramme qui

disait : quand j'étais à Moscou, le camarade Staline m'a proposé de donner au comité central mon avis sur la situation en Azerbaïdjan, pour que celui-ci n'ait pas un éclairage unilatéral. Comme le camarade Kirov est à Moscou et que son éclairage sera unilatéral, je prie le secrétaire du comité régional de Transcaucasie de transmettre mon avis.

Après la déclaration solennelle, au dernier congrès du parti d'Azerbaïdjan, des deux groupes (de "droite" et de "gauche") sur la dissolution des groupes, le groupe "de gauche" (2), couvert par le comité de Bakou, a commencé à mener une lutte acharnée contre ceux qui s'étaient opposés à lui.

Avec ma nomination comme membre du Conseil de l'Union, et, donc, mon départ pour Tiflis, le groupe "de gauche" s'est senti totalement libre. Je n'ai aucune influence sur le comité central d'Azerbaïdjan, qui est composé uniquement de mes adversaires. M'ayant éloigné d'Azerbaïdjan, ce groupe s'est impitoyablement vengé de mes compagnons d'idées. Les uns ont été liquidés politiquement, les autres, par peur d'être exclus, se sont soumis, d'autres encore réduits à la clandestinité.

Il n'y a plus maintenant de groupe de droite et le destin de l'Azerbaïdjan est dans les seules mains de la "gauche" avec Mirzoian à sa tête. Maître de la situation, la "gauche" fait obstinément passer tout ce qu'elle n'avait pu faire jusqu'à présent.

J'affirme que l'action de ce groupe en Azerbaïdjan y créera, à brève échéance, un second Turkestan.

Le parti dégénère, le système des dénonciations prolifère.

Les ouvriers et paysans musulmans sont poussés, dans le meilleur des cas, à quitter le parti, au pire passent sous l'influence des moussavites et de ittikhadistes.

J'affirme que l'action de ce groupe développe un dangereux antagonisme entre les nationalités. Si le comité central du RKP trouve tout cela normal et renonce à une politique orientale, je n'y peux absolument rien, mais je déclare qu'à partir de maintenant, je ne réponds plus de la situation en Azerbaïdjan et que toute la responsabilité **retombe sur ce groupe et sur ceux qui le soutiennent.**

Dix mois ont passé depuis l'envoi de ce télégramme, et, depuis, la situation en Azerbaïdjan s'est encore aggravée.

J'affirme qu'il y a un an, le pouvoir en Azerbaïdjan était soutenu par la sympathie générale des masses pour l'Union soviétique, mais aujourd'hui le pouvoir ne repose plus que sur les baïonnettes.

Bien sûr, on peut garder encore quelque temps le pouvoir en s'appuyant sur les baïonnettes s'il n'y a pas d'affrontement armé avec le monde extérieur, mais si un tel affrontement se produit, le pétrole d'Azerbaïdjan sera en danger. Il est indispensable, sans perdre une minute, de prêter attention aux désordres créés ces temps derniers en Azerbaïdjan.

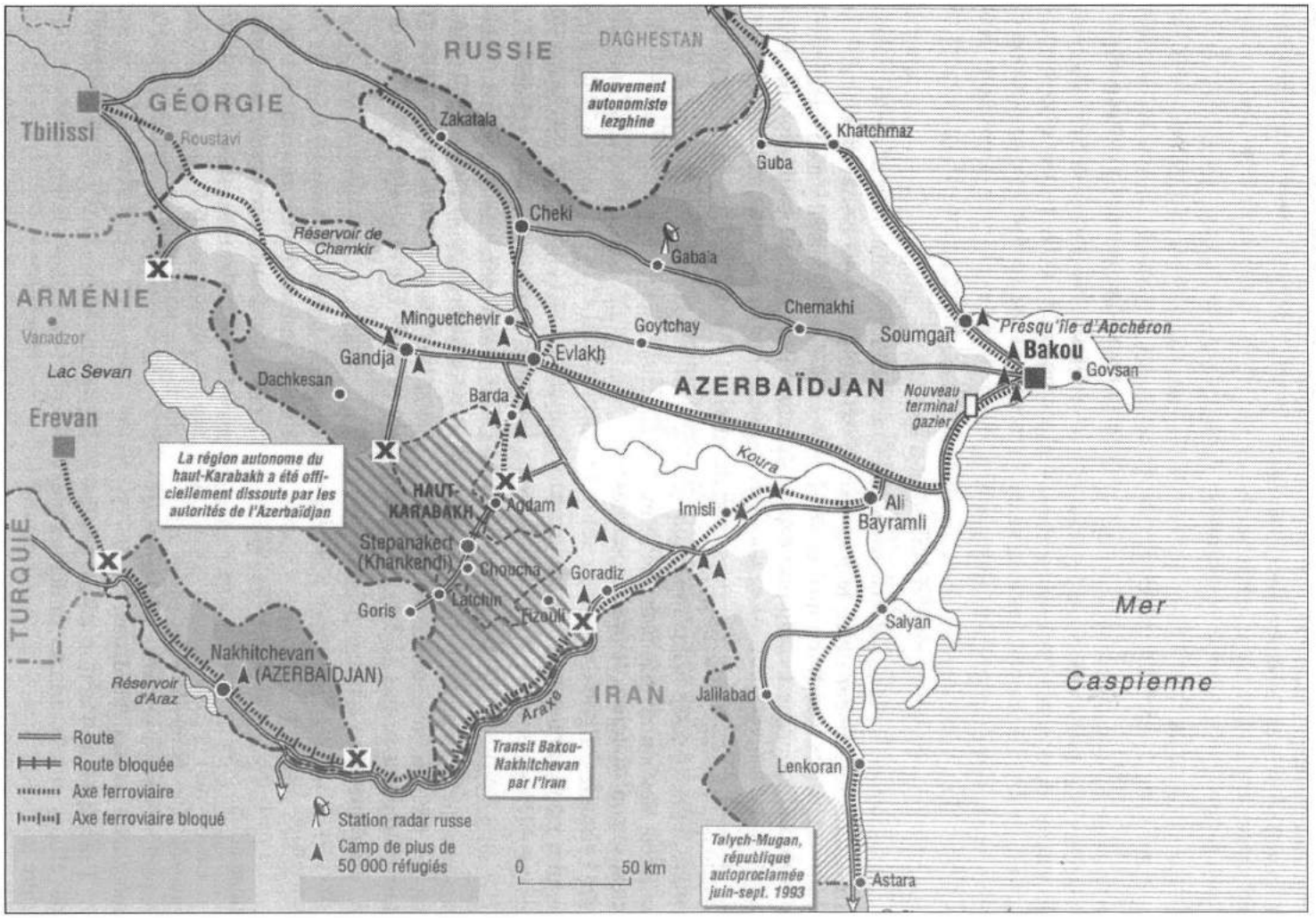
Il y a deux mois, il y a eu un soulèvement. Il a été facilement réprimé, mais quelle impression cette répression a-t-elle eue sur la population quand on a sorti du marais des femmes avec leurs enfants qui y avaient trouvé refuge plusieurs jours, fuyant les gardes rouges ?

Suivant la théorie d'Ordjonikidzé, bien sûr, on peut exterminer systématiquement la population de cette petite république, mais qui alors la peuplera ?

Je dois répéter ce que j'ai dit dans mon premier rapport au comité central en 1919. Nous ne sommes pas en mesure de conserver Bakou sans l'ensemble de l'Azerbaïdjan, comme nous ne sommes pas en mesure de conserver la Transcaucasie à l'aide des baïonnettes dans la situation internationale qui est la nôtre. **Pas de confiance envers les communistes de fraîche date, qui, avant 1919, étaient membres des partis moussavat, dachnak, menchevik et S-R.**

N. Narimanov

(2) Le groupe dit de "gauche" s'oppose à l'existence d'une République autonome d'Azerbaïdjan et prône pour ce pays, comme pour l'Arménie et la Géorgie, une intégration pure et simple dans la République de Russie.


RUSSIE
DAGHESTAN
GÉORGIE
Tbilissi
Roustavi
Mouvement autonomiste lezghine
Zakatala
Khatchmaz
Guba
Cheki
Réservoir de Chamkir
Gabala
ARMÉNIE
Vanadzor
Minguetchevir
Goytchay
Chemakhi
Soumgaït
Presqu'île d'Apchéron
Bakou
Govsan
Gandja
Evlakh
Lac Sevan
Dachkesan
AZERBAÏDJAN
Nouveau terminal gazier
Barda
Erevan
La région autonome du haut-Karabakh a été officiellement dissoute par les autorités de l'Azerbaïdjan
Koura
HAUT-KARABAKH
Agdam
Imisli
Ali Bayramli
TURQUIE
Stepanakert (Khankendi)
Choucha
Goradiz
Goris
Latchin
Fizouli
Salyan
Mer
Caspienne
Nakhitchevan (AZERBAÏDJAN)
Réservoir d'Araz
Araxe
IRAN
Jalilabad
Route
Route bloquée
Axe ferroviaire
Axe ferroviaire bloqué
Transit Bakou-Nakhitchevan par l'Iran
Lenkoran
Station radar russe
Camp de plus de 50 000 réfugiés
0
50 km
Talych-Mugan, république autoproclamée juin-sept. 1993
Astara

L'Europe centrale au lendemain de la guerre

(Julien Papp)

Le 3 février 2007, Julien Papp, auteur de *La Hongrie libérée (1944-1947)*, publié aux Presses universitaires de Rennes et dont le n° 32 des *Cahiers du mouvement ouvrier* a publié la préface, a prononcé au CERMTRI une conférence sur la situation dans les pays d'Europe centrale au lendemain de la Seconde Guerre mondiale.

La tableau qu'il trace de cette situation, dont la présentation est systématiquement déformée, voire trafiquée, dans l'histoire officielle qui règne aujourd'hui en Europe, permet au lecteur de se faire une idée beaucoup plus juste de ce que Julien Papp appelle *"le mouvement des peuples qui s'est levé dans la foulée de la défaite du nazisme, un mouvement général de même nature, certes, mais différent selon les pays quant à ses formes et à ses conditions"*, et qui a été systématiquement confondu (afin de mieux l'occulter) avec l'instauration de la dictature stalinienne dans la plupart de ces pays à partir de la fin 1947. Julien Papp démolit ainsi la thèse officielle de la *"révolution importée ou préfabriquée"*, dégage les éléments d'une situation sociale et politique explosive, et analyse la politique réelle du Kremlin et des Partis communistes soumis à son contrôle.

Le mouvement des peuples

IL est pour ainsi dire naturel de replacer le cas de la Hongrie dans l'ensemble de l'Europe de l'Est qui a été libérée et occupée par l'Armée rouge, puis unifiée sous la coupe de la dictature stalinienne, à partir de la fin de 1947. Cette uniformité est le plus souvent confondue avec le mouvement des peuples qui s'est levé dans la foulée de la défaite du nazisme, un mouvement général de même nature, certes, mais différent selon les pays quant à ses formes et ses conditions. Passer sous silence cette distinction serait attribuer, par anachronisme, au régime stalinien les transformations dont les acteurs furent, à des titres divers, les peuples de l'Europe orientale, y compris l'Europe balkanique.

Par la force des choses, les mouvements de masse sont ici intimement liés à l'action des Partis communistes et à l'espoir nourri vis-à-vis de l'Union soviétique, et, de ce fait, il est commode de les présenter comme relevant des manipulations et des effets de propagande. Ce qui explique certainement que les différentes catégories du prolétariat est-européen ne soient présentes dans les ouvrages portant sur les années de l'après-guerre qu'à titre d'illustration ou de démonstration dans les jeux des partis politiques ou dans les pourcentages électoraux, et qu'il faille vraiment glaner pour trouver des informations sur tout ce qui appartient en propre aux classes populaires comme action spontanée, projets, initiatives ou aspirations. On se sent déjà bien servi quand tel ou tel auteur reconnaît de façon générale qu'il y a bien eu des *"convulsions sociales"* après la guerre (1), ou encore qu'il aurait suffi d'une étincelle, un signe approbateur du Kremlin *"pour allumer l'incendie révolutionnaire"*, comme le note François Fejtö (2).

Le totalitarisme mis à toutes les sauces

Or, dans l'histoire officielle, celle de la Hongrie notamment, que je connais le mieux, ces convulsions tout autant que leurs protagonistes ont cédé la place à des formules comme soviétisation, bolchevisation, sans parler du totalitarisme mis à toutes les sauces.

Toutes ces formules mériteraient de longues explications, où je pourrais aussi apporter mon propre témoignage. Ainsi, à propos de la prétendue soviétisation, si nous avons connu la diffusion de la culture russe et l'introduction de certains usages soviétiques, ces pratiques n'ont jamais empêché ou altéré la connaissance de la culture nationale (et universelle), comme cela a été le cas avec la germanisation bien réelle de la Hongrie (y compris l'usage obligatoire de l'allemand dans l'administration) après l'échec de l'insurrection de Rakoczi et de la révolution de 1848-1849. En tout cas, le terme de soviétisation nous semble bien impropre pour caractériser l'occupation soviétique de la Hongrie et les événements que le pays a connus pendant les années de 1944-1947. Bol-

(1) Pierre de Senarclens, *De Yalta au rideau de fer. Les grandes puissances et les origines de la guerre froide*, Paris, PFNSP, 1993, p. 176.
(2) *Histoire des démocraties populaires. 1. L'ère de Staline, 1945-1952*, Paris, éditions du Seuil, 1971, p. 27.

chevisation : un sens historique élémentaire devrait faire admettre au moins deux traits déterminants, à savoir qu'il s'agit d'une doctrine internationaliste et révolutionnaire. Ces deux traits sont absents dans le stalinisme, qui est nationaliste, conservateur des privilèges et défenseur de la raison d'Etat. Quant au totalitarisme, ce terme ne peut s'appliquer, à mon sens, qu'aux croyances qui annihilent la pensée libre et l'esprit critique. Or la contradiction entre pratique et référence théorique n'a été dans aucun autre régime aussi évidente que sous le stalinisme, qui ne peut pas ne pas se référer au marxisme (doctrine intrinsèquement rationaliste, universaliste et émancipatrice), alors qu'il en est, pour l'essentiel, la négation. A titre de preuve : durant la répression de 1956, que de fois, devant les tribunaux de Kàdàr, les militants ouvriers n'ont-ils pas entendu ce reproche des procureurs (cité de mémoire) : *"Vous avez trop bien appris le marxisme, ou vous avez appris trop de marxisme..."*

Etat des lieux

On retrouve là une terminologie propre aux publicistes émigrés, qui ont répandu en Occident la fable de la révolution importée ou préfabriquée. Pour voir de plus près ce qu'il en était, il semble utile de proposer d'abord, ne serait-ce que très rapidement, un état des lieux dans cette partie de l'Europe qui nous occupe aujourd'hui.

Si on se place au début de la Seconde Guerre mondiale, on peut distinguer deux catégories de pays dans la région.

D'une part, les Etats qui ne le sont plus, puisqu'ils ont été démantelés par les coups de force hitlériens et, dans une moindre mesure, par l'Italie fasciste. On se souvient que l'année 1939 fut véritablement l'année noire des Etats qui avaient été créés au lendemain de la Grande Guerre, à la suite de la dislocation principalement de l'Autriche-Hongrie et de l'Empire ottoman.

Après l'Anschluss et les accords de Munich, la série commence avec la Tchécoslovaquie, le 15 mars 1939, quand les troupes allemandes pénètrent en Bohême. La Slovaquie devient un Etat fantoche confié à l'évêque Joseph Tiso, et la Bohême-Moravie est placée sous "protection allemande". Déjà, les Hongrois ont occupé le sud de la Slovaquie, qui est l'ancienne Haute-Hongrie, et aussi la Ruthénie carpathique, à l'Est.

Même la Pologne a participé à la curée, avant qu'elle soit à son tour agressée le 1er septembre. Comme on le sait, cet événement marque le début de la Seconde Guerre mondiale. Il est connu aussi que la défaite militaire de la Pologne aboutit à son partage entre l'Allemagne et l'URSS, comme cela a été convenu par le pacte Molotov-Ribbentrop, le 23 août précédent. Les territoires qui ne sont pas annexés ou occupés forment un Gouvernement général des provinces polonaises occupées, peuplées d'environ 12 millions d'habitants, avec Cracovie comme capitale.

Entre le démantèlement de la Tchécoslovaquie et celui de la Pologne, a eu lieu le 7 avril 1939 le coup de force de Mussolini contre l'Albanie. Ce pays devait servir comme base de départ de l'agression contre la Grèce, et les Italiens n'ont pas hésité à chasser le roi Achmed Zog, qui avait pourtant collaboré avec eux pendant quinze ans.

Cette affaire nous conduit à la destruction de la Yougoslavie deux ans plus tard. Mussolini est ulcéré par les succès de Hitler, et, en plus, il est impatient de réaliser son espace vital à lui autour de la Méditerranée. Après l'Albanie, il entreprend donc la conquête de la Grèce, le 15 octobre 1940. Comme il est battu à plate couture en moins de dix jours, il est réduit à demander secours à Hitler, pour lequel cette aventure tombe au plus mauvais moment, puisqu'il prépare l'invasion de l'Union soviétique.

Pour venir plus facilement à bout de la Grèce, le 25 mars 1941, il fait adhérer au pacte tripartite la Yougoslavie, où le régent Paul et le Premier ministre, Tsvetkovitch, sont partisans d'une alliance avec le IIIe Reich. Or deux jours plus tard, un coup d'Etat militaire appuyé par

les Anglais et soutenu par le Parti communiste clandestin renverse le gouvernement au bénéfice du général Simovitch, qui dénonce le pacte. Hitler lance alors ses troupes, le 6 avril 1941, contre la Yougoslavie et la Grèce à la fois. Belgrade est sauvagement bombardée, la Yougoslavie est battue en onze jours, et, le 27 avril 1941, les troupes de la Wehrmacht entrent à Athènes. On y met en place un gouvernement avec les généraux pro-allemands, tandis que le roi Georges II, en désaccord, se réfugie auprès des Anglais, comme l'a fait le roi Pierre de Yougoslavie.

Ce pays sera démembré au bénéfice de l'Allemagne, de l'Italie, de la Hongrie et de la Bulgarie. Dans la Serbie mutilée, les Allemands installent un gouvernement présidé par le général Neditch, le Pétain serbe, dont les miliciens feront la chasse aux partisans de Tito en coopération avec certains éléments de la résistance nationaliste des Tchetniks. Dans la partie ouest, la Croatie devient, comme la Slovaquie de Mgr Tiso, un pseudo-Etat indépendant, où le chef des fascistes croates, Ante Pavelitch, organise un régime de terreur.

Le statut de ces petits Etats fantoches reste cependant plus incertain que celui des pays satellites proprement dits : la Hongrie, la Roumanie et la Bulgarie, qui constituent la deuxième catégorie de notre classification. Chacun de ces pays a adhéré au pacte tripartite signé à Berlin le 27 septembre 1940 par l'Allemagne, l'Italie et le Japon, en vue d'un nouvel ordre européen et asiatique (la sphère dite de coprospérité de l'empire japonais). Pour Hitler, l'adhésion au pacte est un critère de fidélité à son ordre nouveau. Les trois satellites sont des monarchies : la Hongrie, un royaume sans roi, avec un contre-amiral comme régent, sans surface maritime, issu de la terreur blanche de 1919-1920 (3) ; la Roumanie, avec le roi Michel ; et la Bulgarie, avec Boris III, tous les deux appartenant à une lignée germanique.

De ces trois Etats, la Bulgarie a seule refusé la guerre contre l'Union soviétique, et ce pays fournit également (sous bénéfice d'inventaire) le seul exemple en Europe où des manifestations publiques ont eu lieu pour empêcher la déportation des Juifs autochtones (4). Quant aux gouvernements hongrois et roumain, ils ont participé avec entrain à la guerre et au pillage de l'URSS ; les Roumains ont même trouvé des "historiens" pour démontrer que Odessa était en fait une ancienne ville roumaine, ce qui a justifié notamment le démontage des tramways de cette ville et leur transfert en Roumanie (5).

Après Stalingrad et l'écroulement du fascisme en Italie, les pays satellites spéculent sur un débarquement anglo-américain dans les Balkans ou du côté de l'Adriatique et cherchent à changer de camp. Les Roumains et les Bulgares vont réussir dans cette entreprise au cours de l'ultime étape de la guerre, alors que Horthy va complètement rater le décrochage de la Hongrie.

Dans les pays dont les territoires ont été démantelés, la continuité juridique des Etats a été maintenue avec plus ou moins de certitude par les gouvernements qui ont pris le chemin de l'exil londonien. C'est le cas avant tout de la Pologne et de la Tchécoslovaquie.

Dès le 30 septembre 1939, les Polonais exilés reconstituent en France un gouvernement avec les quatre anciens partis de l'opposition, sous la présidence du général Sikorsky. Ils reconstituent par là même une armée de 84 000 soldats, qui vont se

(3) Pour Henry Bogdan, la Hongrie de Horthy est quasiment un paradis démocratique et la terreur blanche a été *"souvent grossie par la propagande étrangère". Histoire des pays de l'Est des origines à nos jours*, Perrin, 1991, pp. 282-283. A l'encontre de cette affirmation, il faut lire, par exemple, les phrases indignées de Oszkàr Jàszi (qui n'était pourtant pas tendre avec les "rouges"), où il dénonce la bestialité (massacres, viols, tortures, castrations, mutilations...) des détachements de la prétendue armée nationale de Horthy : *Magyar kàlvària, magyar feltàmadàs. A két forradalom értelme, jelentösége és tanulsàgai* ("Calvaire hongrois, résurrection hongroise. Signification, importance et enseignements de deux révolutions"), Bp., 1989, p. 158.

(4) Une mise au point sur cette affaire par la section de Toulon de la LDH, *"Comment la communauté juive bulgare fut sauvée"*, page web, 2001.

(5) Henri Michel, *La Seconde Guerre mondiale*, tome I, Paris, PUF, 1968, p. 260.

battre en Champagne et dont 24 000 iront en Angleterre pour continuer la guerre jusqu'à la fin aux côtés des Alliés. En même temps, se met en place une résistance intérieure particulièrement efficace (sauf pour saboter les moyens de l'extermination des Juifs...), disposant d'un gouvernement et d'un Parlement clandestins, et d'une Armée de l'intérieur, dite AK (Armija Krajova), dont les effectifs atteindront près de 400 000 hommes en 1944. Ce dispositif fait partie intégrante du gouvernement de Londres.

Pour le compte de la Tchécoslovaquie également, Edouard Bénès et son équipe assurent la continuité juridique de la République, puisque leur gouvernement provisoire est reconnu dès juillet 1940 par la Grand-Bretagne. Bénès réalise lui aussi l'unité des mouvements de résistance, et, en plus, contrairement aux Polonais, qui ne veulent ni des communistes ni de l'URSS, il prend contact avec Moscou après l'invasion, en juin 1941. Le 12 décembre 1943, il signe un traité soviéto-tchèque et conclut par la même occasion un accord politique avec les communistes, qui vont entrer au Conseil national, le Parlement en exil, sans participer au gouvernement.

En Yougoslavie et en Albanie, la question va se poser autrement, puisque la résistance populaire finit par créer une nouvelle légitimité et impose la rupture avec les représentants du régime antérieur.

Ce n'est pas le lieu de refaire le récit de l'épopée bien connue des partisans yougoslaves, il faut seulement souligner que ce fut une guerre dans la guerre (6), c'est-à-dire une guerre civile dans la guerre nationale. Les partisans de la résistance populaire, qui comptent 80 000 hommes en 1941, vont constituer une armée de 800 000 soldats à la fin de la guerre. Au départ, les Britanniques soutiennent la résistance royaliste et cherchent à la réconcilier avec celle de Tito, puis, vers la fin de 1943, ils abandonnent la cause de Mihailovitch et de ses Tchetniks, qui, souvent, ont fait cause commune avec l'envahisseur.

En Albanie aussi, deux résistances s'organisent contre le gouvernement mis en place par les Italiens : l'une, qui est formée par les anciens adeptes du roi Zog, est appuyée par les Anglais ; l'autre, qui est organisée par le Parti communiste reconstitué en novembre 1941 sous la direction d'Enver Hodja, et qui groupe au sein d'un FLN les adversaires du fascisme, affronte les miliciens royalistes depuis 1943 dans une véritable guerre civile. Des actions communes sont organisées avec les partisans yougoslaves, et dès qu'une localité est libérée, un comité local de libération animé par les militants communistes prend en main l'administration. Le Comité antifasciste qui contrôle les comités locaux devient gouvernement provisoire quand le pays est libéré le 28 novembre 1944.

La diversité des situations où l'histoire et la géographie ont placé les pays de l'Europe orientale ne devrait pas cacher la grande ressemblance des structures économiques et sociales. Si la Tchécoslovaquie peut être comparée par son niveau de développement aux pays industrialisés de l'Europe de l'Ouest, dans les autres nations, l'agriculture reste largement dominante, la population active employée dans ce secteur allant de 51 % en Hongrie à plus de 80 % en Albanie.

En outre, à l'exception de la Bulgarie et de la Serbie, où dominent les petites et moyennes exploitations familiales, ce qui est caractéristique, c'est la grande propriété, avec une masse nombreuse d'ouvriers agricoles et de journaliers saisonniers. Ce système coexiste donc avec un nombre élevé de petites et micro-exploitations souvent insuffisantes pour faire vivre leurs propriétaires. On estimait dans les années 1930 cette armée de réserve à 14 millions dans l'ensemble de l'Europe orientale, sur une population de 68 millions d'âmes. Chaque année, le nombre d'hommes et de femmes en âge de travailler augmente ici de 610 000 environ, alors que, entre 1935 et 1937, par exemple, l'industrie absorbe à peine 270 000 personnes chaque année (7).

(6) Milovan Djilas, *Une guerre dans la guerre. La révolution de Tito, 1941-1945*, Paris, R. Laffont, 1979, 449 pages.
(7) H. Bogdan, *op. cit.*, p. 301 à 308.

Les mouvements agraires

Autant dire que les mouvements agraires qui ont si fortement marqué les luttes sociales en Hongrie ne sont pas absents dans les autres pays non plus. En mars 1907, la Roumanie fut le lieu de la dernière jacquerie de type médiéval en Europe. Pour l'écraser, le gouvernement fit appel à l'armée, qui, dans le département de Vlasca, bombarda et incendia trois villages (8). En Pologne, on relève des troubles fréquents en milieu rural dans la seconde moitié des années trente. C'est le cas en juin 1936 avec la révolte paysanne de Mislenice et en août 1937 avec les grèves d'ouvriers agricoles qui se développent dans tout le pays. A la fin de cette décennie, quand les débats et les publications font rage en Hongrie sur la question paysanne, l'écrivain Jànos Kodolànyi évoque en septembre 1939 la défaite de la Pologne et le comportement des paysans polonais comme un antécédent redoutable. Notons que Kodolànyi fait partie des écrivains ruralistes dont les investigations ont mis à jour la profonde misère des campagnes hongroises. Kodolànyi écrit donc :

"Celui qui eut jamais visité la Pologne pouvait voir au premier coup d'œil avec stupéfaction un grand nombre de mendiants et de gens sans travail, désœuvrés, à n'importe quelle heure du jour et de la nuit. C'était particulièrement frappant quand on arrivait du côté nord, de la Finlande, de l'Estonie ou de la Lituanie. Et celui qui les vit une seule fois pourrait-il jamais oublier les villages croulants, sales, désordonnés, à la lisière des forêts immenses, en bordure des grandes propriétés sans fin ?" L'écrivain dénonce la classe politique de *"ce grand peuple bienveillant, obéissant et héroïque"*, qui n'a pas mis à profit les vingt années passées *"selon la voix de la conscience. Voilà ses grands seigneurs chassant, admirant les fêtes de moissons, buvant la vodka et se faisant chauffer le ventre au soleil. A présent,* poursuit-il, *ils peuvent regarder les conséquences terribles des deux décennies passées. Le peuple, qui, sans hésiter, a donné son sang en répondant à l'appel de ses dirigeants, se rend maintenant avec des drapeaux blancs, après avoir jeté ses armes, au devant des troupes soviétiques qui arrivent dans le pays. Dès les premiers jours de l'occupation, il exproprie les domaines des grands propriétaires en fuite et les biens des princes suicidaires de la grande industrie. Il ouvre les silos à grains et nomme des commissaires à la production"* (9).

Ce récit est assez étonnant à la lumière de ce que nous savons du partage de la Pologne et des conditions de l'occupation soviétique. En tout cas, on retrouve une ambiance semblable cinq ans plus tard en Roumanie, à l'arrivée de l'Armée rouge, quand, *"dans nombre de départements, les paysans ont commencé à partager les terres des grands propriétaires suivant les normes du programme communiste"* (10).

Rappelons que les Etats dits successeurs de la Hongrie historique, la Tchécoslovaquie, la Roumanie et la Yougoslavie se sont attaqués dans les années 1920 à la grande propriété, mais que les réformes agraires ont surtout visé à éliminer les latifundiaires allemands et hongrois. Ainsi, les grands seigneurs tchèques ont récupéré leurs domaines et en Roumanie les boyards de Moldavie et de Valachie n'ont pas connu le sort de l'aristocratie terrienne hongroise de la Transylvanie. En Pologne, la loi promulguée en 1920 n'a pas touché aux biens d'Eglise, et les quelque 2 600 000 hectares distribués à des paysans pauvres n'ont guère contribué à relever le niveau moyen des masses rurales.

Les années de crise qui ont réduit à la misère la plus extrême le prolétariat agricole ont également affecté les ouvriers des pays les plus industrialisés. En Po-

(8) Jean Vidalenc, *L'Europe danubienne et balkanique, 1867-1970*, Paris, Masson, 1973, p. 77. Gàbor Vincze, *"Az 1945-ös erdélyi földreform..."* ("La réforme agraire de 1945 en Transylvanie, "instrument de combat" de la politique roumaine vis-à-vis des minorités"), *Szàzadok* ("Siècles"), 1966, n° 3, p. 658.

(9) Cité par Gyula Juhàsz, *Uralkodo eszmék Magyarorszàgon, 1939-1944* ("Idées dominantes en Hongrie, 1939-1944"), Bp., 1983, p. 67 à 83.

(10) Henri Prost, *"La Roumanie et la Seconde Guerre mondiale"*, *Revue d'histoire de la Seconde Guerre mondiale*, 1952, n° 6, p. 48.

logne, au début de 1933, 780 000 des 1 800 000 ouvriers se trouvent en chômage total, puisque la production industrielle a chuté de moitié par rapport à 1929. En Hongrie, le tiers des actifs du secteur secondaire est en chômage partiel ou total et la plupart des jeunes diplômés de l'enseignement supérieur sont sans travail. Même la Tchécoslovaquie, dont l'économie était plus équilibrée, comptait en 1932-1933 près d'un million de chômeurs, et le pays a perdu environ les deux tiers de ses exportations.

Le morcellement territorial

Comme on le sait, la diplomatie des vainqueurs de la guerre de 1914-1918 a aggravé le morcellement territorial, sans apporter vraiment une solution au problème des nationalités. Ainsi, par exemple, la Tchécoslovaquie se présente comme une Autriche-Hongrie en modèle réduit. Les révisionnismes territoriaux, ainsi que les difficultés économiques et la peur des possédants face au bolchevisme font que les crises politiques sont permanentes dans la plupart de ces régimes issus de la contre-révolution ou d'une situation de l'après 14-18 agitée. Pour prendre l'exemple d'un pays perdant et d'un pays dit gagnant : en Bulgarie, le leader paysan Stamboulisky est exécuté en 1923 dans des conditions particulièrement atroces, avant l'instauration d'une dictature royale ; en Yougoslavie, où l'on compte 44 crises ministérielles entre 1918 et 1929, le chef du parti paysan croate, Stjepan Raditch, est assassiné en pleine séance parlementaire. Dans les années 1930, on s'achemine en Tchécoslovaquie aussi *"vers une sorte de fascisme"* (11), et partout dans la région, depuis la Pologne jusqu'à la Grèce, on a affaire à des dictatures militaires ou monarchistes, au demeurant plus proches par tempérament du fascisme italien que du nazisme germanique.

Pendant la guerre, le caractère féroce de l'occupation a fait que l'occupant n'a pu trouver une base de masse pour reconstituer un appareil d'Etat viable, qu'il s'agisse des pays satellisés, occupés ou transformés en protectorat. De ce fait, le sort de leurs gouvernements est resté constamment lié à la fortune des armes, et avec la défaite des armées hitlériennes, ils devaient disparaître eux aussi (12).

L'Occupation a exacerbé partout les contradictions

D'autre part, l'Occupation a exacerbé partout les contradictions sociales, en sorte que cette question tendait sans cesse à briser le cadre de la résistance nationale. Dans plusieurs pays, d'ailleurs, comme la Yougoslavie, l'Albanie, la Grèce ou, plus timidement et tardivement, la Hongrie, les résistances pro-occidentales avaient l'allure d'une conjuration militaire, qui ne visaient qu'à rétablir la situation antérieure. Leurs chefs étaient destinés à être les héritiers les plus probables du pouvoir au moment de la Libération, alors que la résistance populaire, c'est-à-dire les ouvriers surexploités, les paysans pauvres, les persécutés raciaux et politiques et bien d'autres encore confondaient dans leur haine aussi bien l'occupant que les milieux dirigeants qui avaient entraîné leurs pays dans la catastrophe.

Après l'agression contre l'Union soviétique, ces gigantesques forces sociales seront captées presque partout par les Partis communistes, sauf en Pologne, où le pacte germano-soviétique a discrédité passablement le Parti communiste. Le mouvement de résistance que les communistes polonais d'URSS rescapés des purges commencent à organiser au début de 1943 ne fera que végéter jusqu'à la fin de la guerre, et l'Armée dite populaire (AL) ne dépassera pas le dixième de l'armée qui dépend du cabinet de Londres,

(11) Alfred Fichelle, *Le Monde slave*, in René Grousset et Emile G. Léonard, *Histoire universelle*, tome III, Paris, Gallimard, 1958, p. 935.
(12) Nicolas Clarion, *Le Glacis soviétique. Théorie et pratique de la démocratie nouvelle*, Paris, Somogy, 1948, pp. 175 et suivantes.

dite Armée de l'intérieure (AK). Rappelons en passant que ce cabinet réunit des tenants les plus réactionnaires de l'ancien régime jusqu'aux sociaux-démocrates, sous la présidence du général Sikorsky, puis, après la mort de celui-ci en 1943, du leader du parti paysan, Stanislaw Mikolajczyk.

Or le 24 juillet 1944, les communistes du Parti ouvrier polonais soutenus par Moscou installent à Lublin un Comité de libération nationale, qui se proclame *"l'unique source du pouvoir dans l'Etat"*. Pour les neutraliser, et sans prévenir Moscou, la Résistance d'obédience londonienne déclenche le 1er août 1944 l'insurrection de Varsovie, peu après l'arrivée des troupes soviétiques dans les faubourgs de la capitale polonaise. En libérant seule Varsovie, la Résistance intérieure aurait affirmé son indépendance et sa légitimité face au Comité de Lublin, et c'est la raison principale pour laquelle les Soviétiques n'ont pas porté secours aux insurgés.

Dans un combat inégal face aux Allemands, le puissant mouvement clandestin polonais est anéanti au bout de deux mois de combat héroïque. Varsovie est rasée par l'aviation et l'artillerie allemandes, et les survivants sont déportés.

Si l'on faisait une sorte de typologie de la libération en Europe de l'Est par rapport au jeu des grandes puissances (13), la Pologne constituerait le premier cas d'espèce, à savoir l'exemple du pays qui a désobéi aux Anglais ; le deuxième cas serait celui de la Yougoslavie, qui a désobéi à Moscou ; dans la troisième catégorie, on mettrait la Tchécoslovaquie, qui a respecté pratiquement à la lettre la volonté des deux camps ; et la quatrième situation serait donnée par les anciens satellites de l'Allemagne, où l'Union soviétique a pu agir sans entrave, comme les Américains en Italie et les Anglais en Grèce.

Pour illustrer le cas polonais, il faut mettre en perspective ce que manigançaient visiblement les dirigeants de la Résistance polonaise à Londres, à savoir qu'après la défaite de l'Allemagne, les Occidentaux écraseraient l'URSS, et la Pologne resterait le grand défenseur de la civilisation contre la "barbarie orientale". En octobre 1944, quand Churchill se retrouve avec Mikolajczyk à Moscou, il lui dit au cours d'une conversation :

"J'ai parlé l'autre jour avec votre général Anders. Il semble nourrir l'espoir que les Alliés battront la Russie après la défaite allemande. C'est de la folie... Vous désirez déclencher une guerre qui coûtera la vie à 25 millions de personnes... Vous n'êtes pas un gouvernement, vous êtes un peuple déraisonnable qui veut naufrager l'Europe..., saborder les accords entre les Alliés" (14).

En ce qui concerne la Yougoslavie, un document édifiant est la réponse de Moscou à une lettre de Tito datée de février 1942, où le chef de la Résistance yougoslave demande non plus des idées et des conseils, mais des armes et des équipements. Cela permettrait, écrivait Tito, de mobiliser encore 100 000 hommes. A cette date, la première brigade prolétarienne de libération nationale était déjà constituée, les comités populaires ont pris la place des anciens conseils municipaux et les gardes nationaux ont remplacé les gendarmes.

Staline fut effrayé

Staline fut effrayé par le côté qu'il jugeait extrémiste du mouvement des partisans, il désapprouvait même le nom de brigade prolétarienne et se refusait de croire que les Tchetniks collaboraient avec l'occupant. Il voulait mordicus que les communistes yougoslaves se soumettent au gouvernement royal émigré à Londres, comme les communistes tchécoslovaques avaient accepté leur subordination au gouvernement de Bénès, qui lui-même avait adopté une politique à la fois pro-occidentale et prosoviétique. De fait, la Tchécoslovaquie a laissé ainsi échapper, écrit F. Fejtö, *"une occasion peut-être unique de révolution sociale"* ; et comme pour répondre aux doctrinaires

(13) Principalement à partir de l'ouvrage cité de F. Fejtö, pp. 19 à 105.
(14) *Ibidem*, p. 44.

de "la révolution importée", il ajoute que ce n'est pas la révolution qui a été préfabriquée, mais bien son ajournement.

La réalité de cette observation se vérifie largement dans les pays anciens satellites de l'Allemagne. Partout, depuis la Finlande jusqu'à la Bulgarie, le gouvernement soviétique a cherché à jouer un rôle modérateur pour empêcher des soulèvements et en proclamant qu'il ne voulait pas bouleverser les rapports de propriété et les structures sociales. Les conditions mêmes des armistices et du renversement des alliances montraient clairement que, sous couvert de la guerre antifasciste, Moscou tendait la main aux représentants les plus qualifiés des anciens régimes réactionnaires : les banquiers finnois, les généraux de Hongrie, les dictateurs bulgares et le roi de Roumanie sont ainsi devenus, du jour au lendemain, des *"résistants à l'oppression fasciste"* (15).

Les Partis communistes reconstitués avec des prisonniers de guerre et des survivants de la terreur stalinienne sont de toute évidence les porte-drapeaux de l'URSS en tant que puissance militaire et étatique, et non pas les promoteurs du socialisme, dont l'avenir se perd dans un vocable forgé à l'usage de la stratégie front-populiste.

La première réunion du Parti communiste hongrois à Zuglo, en pleine bataille pour Budapest, servit à préparer l'arrestation de Pàl Demény, considéré par les "moscovites" comme trotskyste, et dont le mouvement communiste a organisé la seule résistance réelle, fortement implantée dans le bastion industriel de Csepel. De façon plus générale, il convient de souligner l'importance du tournant front-populiste dans les procès de Moscou. György Borsànyi écrit, à propos du destin de Béla Kun, que les dirigeants du Comintern *« estimaient qu'on ne pouvait faire une politique nouvelle (...) qu'avec des hommes nouveaux ; il fallait donc débarrasser le parti hongrois des anciens cadres "compromis". Avant tout, de Béla Kun. C'était ce but-là que visait le groupement tendancieux des accusations »* (Béla Kun, *Politikai életrajz* [Béla Kun, *Biographie politique*], Bp., 1979, p. 378).

Fronts nationaux et autres fronts patriotiques

Cependant, au-delà de la volonté de donner aux fronts nationaux et autres fronts patriotiques un caractère large et stable, il y avait la réalité des contradictions sociales et aussi le fait que la victoire de l'Armée rouge sur le nazisme ne pouvait pas ne pas entraîner le bouleversement des rapports sociaux dans les pays qu'elle a libérés et occupés. Pour ce qui est de la Hongrie, le vieux social-démocrate Guillaume Böhm résume ainsi la situation dans un mémorandum transmis à l'ambassadeur américain Arthur Schoenfeld, le 30 avril 1946 :

"Nos affaires intérieures sont déterminées par la révolution sociale et politique, sans précédent dans l'histoire de la Hongrie, qui s'est déroulée après la guerre. Bien que le sang n'ait pas coulé au cours de cette révolution, ce fut une révolution authentique dans un pays où la féodalité à caractère médiéval fut une force dominante jusqu'à la fin de la guerre. Un tiers du territoire du pays appartenait à deux mille grands propriétaires et le peuple n'avait pas droit de regard sur les décisions politiques. Parmi les six millions d'adultes d'une population de dix millions d'habitants, deux millions à peine avaient le droit de voter, mais la procédure était si compliquée qu'elle rendait impossible l'expression de la volonté populaire" (16)

C'est à juste titre que ce rapport place au premier rang la question de la terre, puisque, avec le partage de la grande propriété foncière, on a parlé en Hongrie de l'achèvement du procès millénaire du paysan hongrois. Le cas comparable à cet

(15) N. Clarion, *op.cit.*, pp. 185 à 187.
(16) E. Szabo-L. Szücs, *Böhm Vilmos vàlogatott politikai levelei 1914-1949* ("Lettres politiques choisies de Guillaume Böhm"), Bp., 1997, pp. 285-286.

événement serait celui de la moyenâgeuse Albanie, avec la première réforme agraire de son histoire en 1945, qui a entraîné l'expropriation d'une centaine de grands domaines et les propriétés de l'Eglise au profit des travailleurs agricoles et des familles de partisans tués au combat.

Le partage des terres fut vraiment le détonateur

En Hongrie, où aucune résistance populaire n'a pu sortir la paysannerie et le prolétariat agricole de sa torpeur, le partage des terres fut vraiment le détonateur, l'événement mobilisateur des campagnes, le terrain d'apprentissage de la vie publique. Mihàly Kàrolyi, l'ancien "comte rouge", écrivait le 16 avril 1945 que si *"la Révolution française est datée de la destruction de la Bastille, la Hongrie nouvelle commence avec la liquidation de la grande propriété foncière"* (17).

Il faut dire que la répression qui a suivi l'échec de la République des conseils, les "plumes de coq" terrorisant les villages et la propagande lancinante de 25 années de régime contre-révolutionnaire ont profondément marqué l'esprit de la paysannerie pauvre et du prolétariat rural. Ce qui explique certainement qu'en dehors du "Coin des orages" (le sud-est de la Grande Plaine, lieu de nombreux mouvements agraires au XIXe siècle), on ne rencontre guère d'assemblées paysannes exigeant le partage des terres avant le décret de mars 1945.

Le décret n° 600/1945 comprend dix chapitres et 56 paragraphes ; il prévoit la confiscation des terres des criminels de guerre, des Croix-Fléchées, etc., et définit les limites des expropriations pour les biens fonciers nobiliaires et paysans.

Mais, très rapidement, la victoire irréversible de l'Armée soviétique et le fait que le décret a renvoyé aux "comités de postulants" l'organisation du partage confèrent à la réforme agraire en Hongrie l'allure d'un véritable mouvement social. Et cela d'autant plus qu'il fallait affronter une administration en cours de restauration et la présence non moins visible des représentants de l'ancien régime, ainsi que le sabotage des services cadastraux et la propagande hostile de l'Eglise catholique.

Ces comités sont élus à l'échelon de la commune par les postulants eux-mêmes, à raison d'un délégué pour 20 candidats à la propriété. Il doit comprendre au moins cinq membres, sans dépasser les 30. Quand son effectif dépasse 10 personnes, il désigne en son sein une "élection permanente" de 5 membres pour assurer une plus grande souplesse de son fonctionnement. Il faut souligner que ces comités communaux préexistent au décret, alors que les instances départementales ne se mettent vraiment en place qu'en avril-mai 1945, quand la première phase des opérations de partage est pratiquement terminée, sans parler des innombrables difficultés matérielles et de l'exiguïté des surfaces disponibles par rapport au nombre de postulants.

On pouvait lire sur des affiches électorales, à l'automne 1945 : *"Paysans, braves gens, chrétiens, Hongrois, attention ! Celui qui suit le péril rouge, l'homme au marteau, il suit le diable !"*, ou encore : *"Eglise, Dieu, paysan ne font qu'un. Ne laissez pas le diable s'introduire parmi vous !"*

Quant à l'expression de la volonté populaire dont parle Guillaume Böhm, il suffit de noter ici que jamais peut-être dans l'histoire des pays de l'Est la fréquentation des assemblées et le pourcentage de la participation aux élections n'ont été aussi élevés, et que cette présence massive a été particulièrement vraie à l'occasion des votes pour la république. C'est l'affirmation dans toute la région de la souveraineté populaire contre les principes dynastiques et d'autres pouvoirs dits transcendants. En Grèce, il a fallu que l'armée anglaise écrase la légitimité populaire conquise par la Résistance pour organiser des "élections démocratiques" en faveur de la royauté...

Il est vrai que, sur le terrain, l'accueil

(17) *Ibidem*, p. 245.

des Russes fut divers. Les Roumains et les Bulgares, qui ont réussi à changer de camp, participent aussitôt aux opérations militaires aux côtés de l'Armée rouge ; en Yougoslavie, les troupes de Tito se livrent à une course de vitesse pour libérer Belgrade avant les Soviétiques ; en Tchécoslovaquie, les communistes slovaques sont animés d'une véritable fièvre prorusse et songent à intégrer la Slovaquie comme une république socialiste fédérée à l'URSS ; en Pologne, les troupes soviétiques arrivent dans une Varsovie écrasée sous les bombes allemandes. En Hongrie, c'est la fuite généralisée, l'effondrement de l'Etat et de l'administration. A coup sûr, dans aucun autre pays de la région, le vide politique n'a été aussi complet que dans la Hongrie orientale entre septembre 1944 et le printemps 1945.

Pour reconstruire la Russie européenne dévastée, l'Armée soviétique procède dès son arrivée à des rafles massives. 140 000 ou 150 000 civils hongrois furent ainsi transférés en URSS pour participer à la reconstruction de ce pays. Un certain nombre d'entre eux (des femmes et des militants politiques de gauche, notamment) furent libérés assez vite sur l'intervention du gouvernement ou des chef de partis, mais beaucoup sont morts là-bas à la suite des maladies et de la sous-alimentation.

Dans l'exposé de ces événements tragiques et de bien d'autres, l'histoire officielle actuelle manque de toute évidence de lucidité, épousant et réconfortant le fort penchant de notre peuple à l'autovictimisation. En outre, la mise à contribution fréquente d'une longue tradition de juridisme ergoteur permet toutes sortes de subtilités, sinon de roublardises, pour parvenir à ce qu'on appelle dans le pays le "blanchiment du Sarrasin" (szerecsenmosdatàs) : l'embarquement pour l'extermination des Juifs ne fut l'affaire que de quelques voyous fascistes, le brave Horthy ne s'en prenait qu'à quelques communistes à la solde de Moscou, la gendarmerie ne faisait que son devoir, l'Eglise catholique et ses succursales passaient le plus clair de leur temps à sauver les persécutés, etc.

Ici, les différents conseils et comités issus des assemblées populaires remplacent spontanément l'administration dans ses fonctions multiples avant l'arrivée du Parti communiste et l'installation des comités nationaux proprement dits, conçus à l'image du gouvernement de coalition ; et même, par la suite, ces comités agissent comme une autorité publique. Le Comité national de Budapest, en particulier, fait figure de pouvoir concurrent, une sorte de second gouvernement face au gouvernement provisoire de Debrecen, issu des négociations de Moscou et comprenant notamment trois généraux horthystes.

A titre de comparaison, rappelons qu'en Yougoslavie, au fur et à mesure de la libération du territoire, les comités nationaux remplacent les anciens conseils municipaux dès le début de 1942 pour constituer un des fondements de l'Etat communiste clandestin ; en Tchécoslovaquie, c'est carrément un décret présidentiel qui institutionnalise les comités nationaux, dès la signature du fameux programme commun de Kosice, le 27 mars 1945 ; en Bulgarie aussi, le Front de la patrie est en place depuis 1942.

Le paragraphe XI prévoit *"une nouvelle réforme agraire"*, expropriant sans indemnité les terres de la *"noblesse étrangère hungaro-germanique"* et des traîtres à la patrie. Il est bien connu que la solution des questions sociales a été largement subordonnée au nationalisme chauvin professé par Bénès en particulier, et soutenu par le gouvernement de Moscou, précisément par l'entremise de Vychinski, vice-ministre soviétique des Affaires étrangères de 1940 à 1949. L'affirmation de la responsabilité collective et l'expulsion massive des Allemands et des Hongrois s'inscrit dans la politique stalinienne, comme le montre Jean-Jacques Marie (18). J'ajouterai cependant qu'il y a la primauté du contexte historique, à savoir l'état de guerre et le sentiment (de vengeance) de la population. Ainsi, les Allemands de Hongrie, les

(18) *Les Peuples déportés de l'Union soviétique*, Bruxelles, éditions Complexe, 1996.

Souabes, ont massivement aidé à l'effort de guerre nazi et à la déportation des Juifs ; le fanatisme belliqueux de leurs Waffen SS fut grandement responsable de la destruction de Budapest. Il me semble ensuite qu'un autre défaut de l'historiographie hongroise actuelle est de projeter des notions comme "Etat de droit", "pluralisme", etc. (répétées à satiété pour réconforter la caste argentée issue de la restauration capitaliste) sur les années 1944-1947, où le pays se trouvait dans un état de guerre civile larvée.

Il semble, en revanche, que la mise en place des comités d'usine fut aussi spontanée en Pologne qu'en Hongrie (pour prendre le cas de ces deux pays comparables du point de vue industriel), avec cette différence que le programme du Front d'indépendance national hongrois signé à Szeged le 2 décembre 1944 ne comporte rien sur les comités d'usine, alors que tous les partis polonais, et en particulier le Parti socialiste du gouvernement émigré à Londres, insistent dans leur programme sur la socialisation (et non sur l'étatisation) des principaux secteurs de l'économie et sur l'importance qui devra être donnée aux "conseils ouvriers". Il faut encore signaler pour la Hongrie que le document de Szeged date du 2 décembre 1944, alors que l'existence des comités d'usine est attestée dès le mois d'octobre précédent.

Dans un article récent portant sur la question de l'autogestion ouvrière en Pologne entre 1945 et 1989, un auteur hongrois constate que, chaque fois, la période initiale de la spontanéité est arrêtée par l'institutionnalisation de cette expérience (19).

En 1944-1947, ce sont deux décrets, ceux du 28 décembre 1944 et du 6 février 1945, qui visent à encadrer les conseils ouvriers et les comités d'usine. L'auteur explique que les partis politiques de l'époque et les historiens d'aujourd'hui interprètent différemment, chacun selon ses orientations politiques, le mouvement spontané des ouvriers polonais : les uns avancent des arguments économiques (les ouvriers voulaient sauver les outils de travail), les autres évoquent le patriotisme (à savoir la volonté de protéger les biens de la nation), d'autres encore pensent qu'il s'agit d'un mouvement de transformation sociale.

Les historiens polonais s'interrogent aussi sur les intentions du pouvoir central, qui était dominé par les communistes du Parti ouvrier polonais.

Il y en a qui parlent de l'indécision et de l'ambivalence du parti mené par Gomulka, à savoir qu'à certains moments, les communistes soutenaient et, dans d'autres moments, combattaient l'action spontanée des ouvriers. Une deuxième explication veut que Gomulka ne défendait l'autonomie ouvrière que pour des raisons tactiques, pour consolider les positions et le pouvoir de son parti. Enfin, selon une troisième opinion, les communistes ne soutenaient que par nécessité l'action ouvrière.

Ce qui est indéniable, c'est que le parti, qui, dans son programme de novembre 1943, prévoyait le contrôle ouvrier dans les entreprises "nationalisées" et approuvait l'encadrement législatif de 1944 et 1945, lance une attaque sévère dès le mois de mai 1945 contre le système de l'autonomie ouvrière.

L'auteur que je cite pense finalement que le changement pourrait venir du déplacement des rapports de force au sein du parti entre la tendance moscovite et les communistes "nationaux", mais que, de toute façon, même si les comités polonais n'étaient pas des organes de pouvoir comme les soviets russes en leur temps, en assumant les innombrables tâches dans la réorganisation de la production industrielle, ils ont grandement facilité la consolidation du pouvoir communiste.

Ensuite, avec le renforcement de la direction économique centralisée, la présence des comités d'usine devenait gênante et même source de conflits. Au cours des grèves qui éclatent entre l'été 1945 et l'été 1946, il apparaît que l'en-

(19) *Péter Tàlas, A munkàsönkormànyzàs kérdése Lengyelorszàgban, 1945-1989* ("La question de l'autogestion ouvrière en Pologne, 1945-1989"), page web, 12 janvier 2007.

jeu n'est pas seulement le ravitaillement et les conditions de travail, mais aussi le non-respect des droits ouvriers acquis et l'indignation devant la violence policière. Ces violences s'exerceront encore plus contre les grèves qui déferlent sur le pays entre avril 1947 et décembre 1948, qui peuvent être considérées comme des combats d'arrière-garde. En effet, dès le 16 janvier 1947, un décret a rattaché au Conseil central syndical les comités d'usine, qui sont ainsi assimilés aux sections syndicales d'entreprise.

Cette vue d'ensemble sur le cas polonais fournit quelques idées directrices sur ce qui fut l'essentiel dans l'évolution des rapports entre les comités d'usine hongrois et le Parti communiste, ou plutôt les deux partis ouvriers, puisque le Parti social-démocrate était d'accord lui aussi pour déposséder la classe ouvrière hongroise de son droit de contrôle et de décision dans l'industrie, dont elle a assumé la reconstruction et le démarrage.

La police contre les comités nationaux

Dans ce processus, on reconnaît au moins trois sortes de panoplies mises en œuvre pour amortir la résistance ouvrière : la législation de remise en ordre, l'utilisation des syndicats et l'habileté du Parti communiste pour capter et canaliser aussi bien l'enthousiasme que les mécontentements des ouvriers en fonction de ses propres besoins. En revanche, à l'opposé du cas polonais, la police n'a pas été envoyée en Hongrie contre les grévistes, même si le parti ne cessait d'attribuer à des provocateurs les mouvements de grève, qui ont été particulièrement nombreux entre novembre 1945 et mars 1946.

Fut aussi condamnée à l'échec la tentative d'utiliser la police contre les comités nationaux et contre les paysans qui se sont approprié des terres au-delà des limites fixées par les décrets. Ferenc Donàth, qui fut l'acteur et le témoin, et qui sera l'historien de ces événements, confirme que la police, avant d'échapper au contrôle populaire, était l'émanation des comités nationaux, liée étroitement au monde du travail. Ainsi, le général Béla Miklos, qui préside le gouvernement provisoire, a beau s'adresser à la commission de contrôle alliée (présidée par Vorochilov) pour dénoncer le caractère subversif des comités nationaux, sa démarche reste sans effet et il faudra tout un processus pour neutraliser et refouler les comités de la vie publique. En conclusion, je citerai donc Donàth, qui résume ainsi cette dévitalisation à propos des comités nationaux :

"Pour l'essentiel, ce ne fut pas le décret gouvernemental qui porta au mouvement le coup décisif. Son élan irrésistible fut brisé par la résistance et les manipulations des organes centraux des partis politiques. Leur direction centrale parvint à se subordonner les organisations locales pour imposer aux membres de celles-ci la défense de la politique élaborée au centre.

Les éléments les plus combatifs qui ne répondaient pas à cette exigence furent écartés, les plus capables d'entre eux placés dans des fonctions plus élevées, en sorte que le niveau des comités déclina. En revanche, les comités nationaux furent consolidés selon les normes de la coalition, perdant ainsi leur caractère populaire et leurs relations étroites avec la population. De plus en plus, les comités devenaient le terrain des affrontements et des désaccords nationaux.

Le problème principal n'était pas, souligne l'auteur, *que le comité national soit composé des représentants des différents partis politiques, mais le fait que ces représentants aient reçu leurs mandats non pas directement des travailleurs, mais des directions des partis politiques"* (20).

Julien Papp

(20) Cité dans Tibor Valuch, Donàth Ferenc, *A Màrciusi Fronttol Monorig. Tanulmànyok, vàzlatok, emlékezések* ("Du Front de mars à Monor. Etudes, esquisses, souvenirs"), Bp., 1992, p. 249.

En parcourant *L'Odyssée soviétique*, de Suzanne Rosenberg

En 1988, Oxford University Press, des Etats-Unis, a publié un ouvrage intitulé : *A Soviet Odyssey*. L'auteur, Suzanne Rosenberg, y raconte ses souvenirs de fille de militants communistes soviétiques, puis de victime (comme sa mère et son mari) de la répression qui l'envoie au Goulag, où son mari et sa mère, jadis condamnée à mort par le général blanc Denikine pour son activité dans l'Armée rouge, trouvent la mort. Arrêtée en août 1950 et condamnée à cinq ans de camp, elle est libérée le 17 juin 1953. En 1980, elle peut rejoindre sa fille au Canada, où elle avait jadis vécu avec sa mère, envoyée en mission par le gouvernement soviétique dans ce pays de 1922 à 1931. Elle y avait alors adhéré aux Jeunesses communistes au Canada et y avait activement milité.

En 1980, elle se fixe définitivement dans ce pays et écrit cet ouvrage, dont, à notre connaissance, personne en France n'a parlé. Pourtant, l'historien conservateur britannique Robert Conquest, auteur de *La Grande Terreur* et d'une biographie de Staline, a écrit à son propos : *"L'ouvrage de Suzanne Rosenberg est l'une des plus remarquables autobiographies de notre temps. Il couvre toute la période soviétique à des niveaux qui vont de la vie intellectuelle aux camps de travail. Et surtout, c'est la perspective la plus remarquable sur l'ensemble du phénomène soviétique qui ait jamais été publiée par quelqu'un que l'on peut à bon droit qualifier de femme ordinaire et extraordinaire."*

"Les Juifs soviétiques ignoraient tout sentiment tribal"

I.

Suzanne Rosenberg raconte d'abord la filature à laquelle elle est soumise au début de l'été 1950, puis son arrestation un jour du mois août de la même année. Jusqu'ici, rien que de banal à l'époque de Staline. On l'arrête. En même temps qu'elle, le MVD arrête sa mère, une vieille communiste qui a traversé mille et une épreuves, mais a eu le tort de déclarer à un ami, qui l'a répété : *"J'irais volontiers en Palestine si c'était un pays socialiste."* Au camp spécial de Taïchet, en Sibérie, où elle est envoyée, elle rencontre une doctoresse juive, Maria Anissimovna. Médecin militaire, elle est capturée par la Wehrmacht avec son unité, envoyée dans un camp de concentration où elle passe dix-huit mois, puis en Crimée occupée pour y exercer son métier de médecin. Le MVD trouve suspect qu'elle n'ait pas fini dans une chambre à gaz et la déporte en l'accusant d'avoir empoisonné des enfants russes pendant la guerre. C'est le thème du Juif empoisonneur, qui va apparaître dans le prétendu complot des "blouses blanches" en janvier 1953.

On l'accuse d'abord d'être en rapport avec *"l'espionne Anna Louise Strong"*, journaliste communiste américaine qui travaillait à Moscou dans la rédaction du *Moscow Daily News*, journal de propagande soviétique, et qu'elle n'a jamais fréquentée. Mais surtout, son enquêteur, le major Porounov, lui demande à un moment : *"Est-ce que votre mère a eu des penchants trotskystes ?"*

Elle commente : *"Je restai interdite, alarmée. Que pouvait-il y avoir de plus dangereux que des penchants trotskystes ? Qui osait même prononcer le nom de Trotsky ?"*

Et elle répond : *"Non, ma mère n'a jamais eu de penchants trotskystes."*

"Comment pourriez-vous le savoir : vous n'aviez que treize ans lorsque Trotsky fut exclu du parti, et vous et votre mère, vous viviez alors au Canada (...). Votre mère, une soi-disant bolchevique, a quitté ce pays cinq ans après la révolution. C'est en soi un acte de trahison."

Suzanne Rosenberg répond — ce qui est vrai — que ce sont les autorités qui ont envoyé sa mère au Canada, d'où les deux femmes sont revenues volontairement et ont été à leur retour bien accueillies.

Le major Porounov explose alors : *"Ainsi, vous niez les liaisons trotskystes de votre mère ? Qu'avez-vous à dire alors sur le portrait de Trotsky qui ornait votre maison à Montréal ?"*

Elle se rappelle bien ce portrait et commente : *"Mes deux parents étaient des militants bolcheviques, qui travaillaient et se battaient pour réaliser la révolution. Dans mon enfance, j'avais entendu citer le nom de Trotsky aussi souvent que celui de Lénine."* Sa mère, qui occupait un poste important au commissariat du Commerce extérieur de la

République soviétique d'Ukraine, lui dit un jour : *"Ton père a connu Trotsky personnellement et a combattu sous ses ordres"* (p. 10). Il avait trouvé la mort en 1919 en combattant dans l'Armée rouge près de Kharkov.

C'est au Canada que la mère de Suzanne Rosenberg apprit l'exclusion du Parti communiste de Trotsky en octobre 1927. Bien que troublée, elle décrocha alors le portrait de Trotsky, mais ne le jeta pas aux ordures comme tout membre discipliné du parti le faisait. Un stalinien canadien ou un agent du Guépéou a dû remarquer ce portrait en 1927 dans l'appartement de Montréal, le signaler alors à qui de droit, et son existence rejaillit ainsi vingt-trois plus tard à la Loubianka, le siège de la police politique. Pourtant, la mère de Suzanne Rosenberg est une fervente adepte du socialisme dans un seul pays : *"Elle croyait, et le disait très franchement, que, dans le monde entier, les communistes, au lieu de dépenser tant d'efforts dans la lutte futile pour accéder au pouvoir dans leurs propres pays, feraient mieux d'aider à édifier le socialisme en Union soviétique, qui pourrait alors devenir un exemple d'une nouvelle société florissante pour le reste du monde"* (p. 31).

II.

Cette conception l'amène à rejoindre l'Union soviétique en 1931 avec un groupe d'immigrants, essentiellement russes et ukrainiens d'origine. Ces derniers rejoignent un précédent groupe d'immigrants partis en Russie soviétique avec leur outillage, et qui avaient fondé une *"commune Lénine sur les terres fertiles au nord-ouest d'Odessa (...). Tout le projet se révéla une entreprise désastreuse"* (pp. 31-32).

A Odessa, elle adhère aux Jeunesses communistes (Komsomol). Elle y rencontre Ivan Stepanovitch Frolov, secrétaire général adjoint de la Ligue des Jeunesses communistes d'Ukraine.

« *Vania* (Ivan Frolov) *portait toujours avec lui un attaché-case bourré de papiers et de brochures. Un soir, alors que nous étions seuls dans la salle à manger chez les Samborsky* (un poète ukrainien ami de Frolov — NDLR), *il plongea sa main dans son attaché-case et retira du fond un livre avec une couverture grise et blanche. Il me le tendit.* "Voulez-vous le lire ?", *me demanda-t-il. Quand je le pris, je ne pus en croire mes yeux. C'était une édition de Paris du livre de Trotsky* Ma Vie.

Je savais que même le seul fait de tenir un livre comme celui-là dans les mains était dangereux, il pouvait entraîner une répression inimaginable.

Je lui rendis le livre aussitôt. Outre mon effroi, je trouvai mal pour un communiste loyal de transporter et de proposer un livre qui diffamait ouvertement la politique soviétique. Vania était pour moi une énigme encore plus grande qu'avant. Pourquoi se promenait-il avec la littérature interdite de Trotsky dans son attaché-case, quelque chose qui pourrait le faire aisément exclure de son poste et jeter en prison ? Désormais, très souvent, j'étais stupéfaite par des choses que Vania faisait et disait. La conviction croissait en moi qu'il jouait un jeu très dangereux » (p. 42).

Apparemment, cet Ivan Frolov, assez haut placé dans l'appareil, n'a guère de peine à se procurer des textes de Trotsky, et apparemment encore, il n'a pas une crainte excessive d'être dénoncé par ceux à qui il les montre...

Il l'emmène un soir à l'hôtel où se retrouvent avec leur journée de travail les cadres de la Guépéou d'Odessa. Elle est stupéfaite par le flot des critiques qu'ils déversent contre le régime. Elle les juge cyniques et les considère comme des opposants à Staline.

III.

Elle évoque plus loin la campagne dite "anticosmopolite" déclenchée en URSS par Staline en janvier 1949, et qui est en réalité une campagne antisémite, marquée par une véritable chasse aux Juifs, limogés systématiquement de leurs emplois dans les instances de l'Etat, les journaux, les revues, l'armée, le cinéma, etc.

Elle note dans ses souvenirs (p. 112) : *« Les Juifs soviétiques avaient depuis longtemps cessé de se considérer comme Juifs ; en tout cas, cela était vrai de la plupart des Juifs que j'ai rencontrés à Moscou. Ils s'identifiaient eux-mêmes avec la culture des Russes, et dans leur passeport intérieur possédé par tous les Soviétiques, ils auraient avec plaisir mis "Russe" ou tout autre nom de nationalité, Esquimau, Tchouvache, Unti, plutôt que Juif (...). Les Juifs soviétiques ignoraient tout sentiment tribal. Ils ne vivaient pas en communautés séparées, comme ils l'avaient fait avant la révolution ou comme ils le font à présent dans certaines villes du monde. Ils se mélangeaient aussi librement avec les Russes et les Ukrainiens qu'ils le faisaient entre eux »* (p. 112).

Lors de la campagne anticosmopolite (nom de code stalinien pour dire antisémite), les rédactions des journaux reçoivent l'ordre de limoger leurs journalistes juifs.

« Krasny Flot ("La Flotte rouge") était le quotidien où travaillait mon mari depuis quelques années. Publié à Moscou, destiné aux matelots et aux officiers de la marine soviétique, où l'on trouvait plus de Juifs que dans les autres armes. Très vraisemblablement, l'antisémitisme était moins populaire dans la marine que dans l'armée de terre et l'aviation. L'éditeur de Krasny Flot *était un amiral d'une cinquantaine d'années, dont la femme, disait-on, était une Juive.*

La campagne contre les "cosmopolites" ne lui plaisait pas. Peut-être même suscitait-elle en lui le même dégoût que chez beaucoup de communistes que je connaissais. Aussi, au lieu de suivre les ordres du comité central d'expulser les Juifs de son équipe, il décida d'engager le combat. Il répondait aux pressions en opposant des objections, et il s'efforça de refuser nettement de limoger les journalistes juifs, et tenta de bloquer l'affaire.

Les rédacteurs en chef avaient, partout dans le pays, purgé leurs rédactions du personnel juif. Il s'obstina. Nous pourrions rendre hommage à ce bon communiste intègre resté fidèle à ses principes. Malheureusement, à la fin, son obstination s'avéra être un plus grand désastre pour les Juifs de sa rédaction, dont mon mari, que la docilité avec laquelle les autres avaient appliqué les directives du comité central.

Le comité central dépêcha deux idéologues chargés d'examiner la situation. Ils convoquèrent une réunion du parti, où ils exposèrent la loi, sans faire de manières sur la façon dont il fallait traiter les "cosmopolites". Ils invitèrent le rédacteur en chef du journal à ne pas manifester d'indulgence "pour les agents de la juiverie internationale" *(...). L'amiral se hâta de licencier ses journalistes juifs, espérant peut-être ainsi détourner l'attention d'eux et les sauver de leur funeste destin. Hélas ! il se trompa. On avait déjà fabriqué contre eux une "affaire de groupe". Quelques mois plus tard, ceux-là mêmes dont il avait défendu les intérêts furent arrêtés et accusés de propagande sioniste et antisoviétique. Un plus grand nombre de journalistes de la rédaction de* Krasny Flot *furent arrêtés et tués que de journalistes des autres journaux dont les rédacteurs en chef avaient appliqué les directives du parti »* (pp. 113-114).

Parmi eux, le mari même de Suzanne Rosenberg, Mik,hail, arrêté et envoyé au Goulag, où il périra à l'âge de 42 ans. L'appareil ne supportait pas la moindre résistance à ses ordres.

C'est sans doute ce qui explique un fait qui l'étonne au camp spécial de Taichet, où elle est déportée. Elle note : *« Au camp, la plupart des femmes que je rencontrai s'étaient distinguées comme officiers soviétiques dans la Seconde Guerre mondiale ou y avaient servi dans le corps médical"* (p. 162).

Lorsque éclate l'affaire dite des "blouses blanches" (1), elle souligne : *« Au début de l'année, nous avons appris l'arrestation de plusieurs médecins du Kremlin, la plupart juifs, accusés d'empoisonnement. Nous craignions que la découverte du "complot des méde-*

(1) Sur le "complot des blouses blanches", voir les *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 32, pp. 37 à 43.

cins", comme la presse l'intitulait, excite des sentiments antisémites parmi les gardes et à l'intérieur de notre camp. Mais, par chance, nous avons échappé à cela. Mon sentiment est que les Russes ne sont pas plus antisémites que les autres nationalités. C'est la clique dirigeante qui, pour ses propres fins égoïstes, sème les graines de l'antisémitisme, comme ceux de tous les autres sentiments honteux » (p. 182).

IV.

Arrêtée en août 1950 et condamnée à cinq ans de camp, elle y retrouve d'abord sa mère. Cette vieille militante communiste lui donne une explication de son arrestation peu de temps avant de mourir :

« "Les gens comme moi, qui avaient tant de foi dans la révolution et dans la justice qu'elle apporterait à tout le monde, doivent s'en aller — mourir, en fait — pour laisser la place à une nouvelle race d'individus, totalement différents." *Maintenant, je sais à quel point elle avait raison* » (p. 160).

Libérée le 17 juin 1953, elle retrouve immédiatement un travail correspondant à sa qualification de traductrice. Elle note à ce propos : *"L'existence de postes de travail pour tous était l'une des grandes acquisitions du système soviétique"* (p. 192).

Elle retourne en URSS au début de la perestroïka. Si l'atmosphère de libre discussion qui s'instaure éveille son intérêt, elle ne se laisse manifestement pas entraîner par les illusions où tant de gens sombrèrent, car elle termine son livre par l'évocation d'un procès dans l'une des républiques caucasiennes contre de jeunes cambrioleurs et trafiquants de drogue.

"Où avez vous trouvé des idées aussi pernicieuses dans notre société socialiste ?", leur demande le juge. Il n'a pas eu besoin d'attendre longtemps pour avoir une réponse. Les jeunes délinquants lui jettent insolemment : *"Mais où donc ceux qui se présentent à nous comme des exemples ont-ils acquis leur villas, leurs Mercedes et leurs diamants ?"*

Marc Teulin

La chasse aux trotskystes à l'étranger

(Vadim Rogovine)

Le n° 27 des *Cahiers du mouvement ouvrier* a publié une étude de Vadim Rogovine sur la répression brutale qui s'abattit sur les trotskystes dans les camps du Goulag et aboutit à leur extermination à peu près totale, suivie dans le n° 29 d'une étude sur la débolchevisation du Parti communiste, qui constituait le fondement politique de cette répression.

Nous complétons aujourd'hui ce tableau par l'évocation faite par Vadim Rogovine dans le volume *1937* de certains aspects de la répression qui frappait les trotskystes "à l'étranger", cette dernière formule devant être comprise du point de vue d'un Soviétique. Toutes les forces politiques de la contre-révolution — au-delà des différences de leurs fondements sociaux — organisaient la chasse aux trotskystes...

"Prêt à tout pour avoir un procès trotskyste en Europe"

« *AUCUNE fraction dans l'histoire du mouvement ouvrier,* écrivait Trotsky en 1937, *n'a été soumise à des persécutions aussi cruelles et aussi malfaisantes que les "trotskystes"* » (1). Et cela concernait ses partisans aussi bien en URSS que dans les pays capitalistes.

Au moment même où, en Union soviétique, on fusillait les "trotskystes" en les accusant de collaborer avec les services secrets allemands, en Allemagne, le pouvoir hitlérien persécutait les partisans de la IVe Internationale. Et en 1936, à Gdansk, dix militants sur les soixante du groupe trotskyste clandestin Spartacus étaient jugés pour propagande antifasciste et pour leurs déclarations contre la participation de l'Allemagne à la guerre d'Espagne.

L'acte d'accusation disait que les trotskystes de Gdansk *"traînaient les Allemands dans la boue et portaient aux nues la Russie soviétique"*. Quant aux staliniens allemands, ils avaient déclaré peu avant le procès que la *"filiale trotskyste de Gdansk était connue depuis longtemps comme un centre d'espions et de provocateurs de la Gestapo"*.

Trotsky fait remarquer à propos de ce procès que les accusés, à la différence de ceux des procès de Moscou, n'avaient pas renié le trotskysme, mais avaient exprimé ouvertement leur solidarité avec le mouvement de la IVe Internationale. En outre, le tribunal s'était limité ici à des peines d'emprisonnement relativement courtes et n'avait pas, comme à Moscou, accusé les prévenus de crimes imaginaires. *"Le régime totalitaire de Gdansk,* écrit-il, *était encore jeune, et l'opinion publique du parti le plus à droite n'était pas prête à accepter de telles mesures... Le Guépéou avait encore des leçons à donner à la Gestapo"* (2).

Quelques mois plus tard, un groupe de trotskystes était jugé à Hambourg. Les accusés écopèrent de peines de 5 à 10 ans de prison. Ils furent torturés au cours de l'instruction, à tel point que l'un d'entre eux se suicida.

Dans les pays démocratiques bourgeois, les agences staliniennes ne cessaient d'inciter les autorités à persécuter les trotskystes. A ce sujet, la presse soviétique jouait également un rôle de provocation en déclarant que les trotskystes étrangers étaient des agents des services secrets fascistes, qui cherchaient à déstabiliser leur propre gouvernement. Ainsi, rien qu'entre février et mars 1937, on pouvait lire les articles suivants dans la *Pravda* : *"Les trotskystes protégés par les services de renseignement polonais"*, *"L'activité subversive des trotskystes en Belgique"*, *"Des trotskystes démasqués aux Etats-Unis"*, *"Les menées des agents trotskystes de Franco"*, *"La piètre comédie des complices trotskystes de Franco"*, etc. (3). Un autre article, *"L'internationale des espions (les trot-*

(1) *Bulletin de l'opposition,* 1937, n° 56-57.

(2) *Ibidem.*

(3) La *Pravda,* 2 février, 21, 22, 29, 31 mars 1937.

skystes au service des services de renseignement fascistes)", "démasquait" Ciliga, *"un espion italien, agent de la police secrète yougoslave"*, les *"dégénérés Ruth Fisher et Maslov"*, le *"vieil espion Andres Nin"*, *"l'aventurier sans foi ni loi Souvarine, qui, dans ses odieuses brochures, glorifie sur ordre de son chef le bandit Trotsky les assassins du camarade Kirov"* (c'est-à-dire les victimes du procès des seize — V. R.) et bien d'autres trotskystes et communistes antistaliniens de différents pays. *"Toute cette racaille trotskyste aux ordres de l'ober-espion Trotsky et de son rejeton de Sedov,* écrit l'article, *est réunie dans une organisation internationale d'espions dirigée par la Gestapo allemande et les agences de renseignement du Japon, d'Italie et d'autres pays."* L'auteur ne cache pas sa haine pour Càrdenas, qu'il accuse d'avoir *"autorisé Trotsky à vivre au Mexique sous la pression et les menaces directes des cercles réactionnaires et fascistes d'Amérique..." "Pourchassée par la réprobation et la haine de la classe ouvrière,* écrit l'auteur en conclusion, *la vipère lubrique Trotsky se sent le plus en sécurité sous la protection de la police et des services secrets. C'était le cas en Norvège, c'est encore le cas au Mexique"* (4).

Suivant l'exemple de la presse soviétique, les journaux staliniens diffusaient en dehors de l'URSS leurs calomnies sur l'activité des groupes trotskystes. Jacques Duclos, l'un des leaders du Parti communiste français, mettait sur leur compte des actes terroristes commis à Paris. Un article du *Daily Worker* de New York accusait les trotskystes chinois d'être liés à l'état-major japonais.

A côté de cette propagande, les staliniens s'efforçaient de fomenter des procès "trotskystes". Au printemps 1937, Sloutski, le chef du département étranger du NKVD, rapportait à Krivitski que Markine, un ancien directeur de l'agence soviétique aux Etats-Unis qui avait été tué trois ans auparavant dans des circonstances obscures, aurait truffé de trotskystes le service de renseignement soviétique. Cette *« remarque au sujet des "trotskystes" dans le service américain du Guépéou,* raconta plus tard Krivitski, *signifiait bien sûr que quelque chose se préparait aux Etats-Unis mêmes. Le mot de "trotskyste" était utilisé par les fonctionnaires soviétiques pour désigner tout opposant à Staline »* (5). Selon Krivitski, le NKVD y fomentait un procès "trotskofasciste", qui devait mêler des trotskystes et d'autres opposants à Staline parmi les anciens membres du Parti communiste américain.

L'agence stalinienne était particulièrement active dans les pays qui entretenaient des relations amicales avec l'Union soviétique. *"Staline,* écrit Trotsky à ce propos, *profitait des difficultés internationales et utilisait ses mercenaires du Comintern prêts à tout, mais aussi les ressources croissantes de l'industrie de l'or, afin de parvenir aux mêmes méthodes dans les autres pays."* La tâche lui sera facilitée par le fait que *« partout la réaction acceptait volontiers de se débarrasser des révolutionnaires, surtout si les basses œuvres étaient prises en charge par un gouvernement "révolutionnaire" étranger, avec la collaboration des "amis" de l'intérieur, payés sur des fonds également étrangers »* (6).

Au printemps 1937, Staline tenta d'organiser un "procès trotskyste" en Tchécoslovaquie, dont le gouvernement, de plus en plus soumis à la pression de l'Allemagne, s'efforçait de se rapprocher de l'Union soviétique. C'est Anton Grilevitch, l'un des plus vieux militants du mouvement ouvrier allemand, exclu du PCA en 1927 pour sa participation à l'Opposition de gauche, qui fut choisi comme principale victime du procès en préparation.

Grilevitch dirigeait depuis 1930 une maison d'édition qui avait publié des livres de Trotsky et il était l'éditeur officiel du *Bulletin de l'opposition* et le rédacteur de la revue *La Révolution permanente,* organe des partisans allemands de la IVe Internationale. En mars 1933, son appartement fut saccagé, et il émigra

(4) La *Pravda,* 21 juillet 1937.

(5) V. Krivitski, *Ia byl agentom Stalina* ("Je fus un espion de Staline").

(6) *Bulletin de l'opposition*, 1937, n° 58-59.

en Tchécoslovaquie, où il continua d'éditer les œuvres de Trotsky.

Ignace Reiss rapporte dans ses *Carnets* que l'agence stalinienne avait fourni à la police tchèque des documents qui présentaient Grilevitch comme un agent de la Gestapo et que Staline téléphonait souvent à Iejov pour lui demander comment avançait *"l'affaire Grilevitch"*. Staline, ajoute-t-il, était *"prêt à tout pour avoir un procès trotskyste en Europe"* (7).

On trouve confirmation de ce témoignage dans un récit de Krivitski à propos d'une conversation entre Sloutski et Iejov, dont il fut le témoin par hasard. Sloutski disait : *"Staline et Iejov pensent que je peux procéder à des arrestations à Prague comme à Moscou.*

— *Que voulez-vous dire ?* demande Krivitski.

— *Il nous faut un procès d'espions trotskystes en Europe,* répond Sloutski. *Cela ferait beaucoup d'effet si on réussissait à le mettre en place. La police de Prague doit arrêter Grilevitch. Dans l'ensemble, ils sont prêts à collaborer, mais avec les Tchèques on ne peut pas faire les choses simplement. Ici, il suffit d'ouvrir un peu la porte de la Loubianka et on y fait entrer autant de monde qu'on veut. A Prague, il reste encore des légionnaires* (les anciens membres de la légion tchécoslovaque, qui avaient participé en 1918 à une révolte antisoviétique — V. R.)... *et ils saboteront nos actions*" (8).

Grilevitch fut arrêté en juin 1937 par la police de Prague, qui lui présenta une valise qu'il avait laissée chez un camarade. Elle contenait des brochures, des tracts et des lettres qui ne pouvaient en aucun cas prouver sa participation à une quelconque activité d'espionnage. C'est pourquoi on y avait ajouté des faux passeports, des pellicules représentant des documents d'espionnage et des tampons allemands autorisant la sortie du territoire. Grilevitch put prouver que toutes ces affaires ne lui appartenaient pas. Alors, les policiers se mirent à l'interroger sur ce qu'il pensait des procès de Moscou. Ils avaient alors *"défendu ouvertement, presque haineusement, les faux procès staliniens"* (9). Après quelques mois de prison préventive, Grilevitch fut interdit de séjour en Tchécoslovaquie. On le transféra dans une prison de transit, puis on l'obligea à passer la frontière autrichienne.

A l'étranger, l'agence stalinienne ne se limitait pas à ce genre de provocations, elle organisait aussi des actes terroristes contre les trotskystes. Dans ce but, un groupe spécial fut créé au département étranger du NKVD, avec des agents recrutés sous couverture d'émigrés politiques par la direction du Comintern.

Vadim Rogovine

(7) *Bulletin de l'opposition,* 1937, n° 60-61.

(8) V. Krivitski, *Ia byl agentom Stalina.*

(9) *Bulletin de l'opposition,* 1937, n° 60-61.

Quelques livres sur la révolution hongroise des conseils ouvriers

(Jean-Jacques Marie)

Comme le rappelle Alexandra Laignel-Lavastine dans son article paru dans *Le Monde* (27 octobre) sur la révolution de Budapest de 1956, *"sa double dimension, à la fois antistalinienne et anticapitaliste, lui confrère une portée universelle"*. C'est la raison pour laquelle elle est dénaturée, après avoir été, il y a cinquante ans, calomniée par les staliniens du monde entier. Les représentants des Etats britannique et français ont ainsi célébré la révolution hongroise... alors qu'en 1956, leurs gouvernements, assistés de l'armée israélienne, ont aidé le Kremlin à écraser les ouvriers, les étudiants et les paysans hongrois en attaquant l'Egypte, coupable d'avoir nationalisé le canal de Suez creusé sur son propre territoire. Eisenhower respecte alors le partage du monde décidé à Yalta entre Staline, Roosevelt et Churchill.

"Une révolution à la fois antistalinienne et anticapitaliste"

L'Union européenne, conseil exécutif des multinationales, acharnée à détruire les services publics, à tout privatiser et démanteler à leur profit, a célébré cet anniversaire en alertant les peuples européens contre *"le communisme"*, en réalité contre la lutte des classes. Or, H.-C. Giraud le rappelle dans son riche ouvrage, l'ancien président du Parti des petits propriétaires, Bela Kovács, interné sous Staline et Rákosi, définissait la révolution hongroise comme *"une révolution venue de l'intérieur, dirigée par les communistes. Il n'y a pas l'ombre d'un doute à ce sujet. Des communistes, outrés par les actes de leur propre parti, ont préparé le terrain pour cette insurrection et y ont participé dès les premiers jours. C'est ce qui nous permit, à nous, anciens leaders des partis non communistes, de revenir sur scène et réclamer notre part dans l'avenir de la Hongrie"* (p. 694).

André Farkas en cite un exemple caractéristique : celui de Rudolf Földvári, apprenti serrurier, communiste, propulsé au conseil central des syndicats, puis au bureau politique du Parti communiste, d'où Rakosi le limoge et le relègue à Miskolc, grand centre ouvrier métallurgique. Le 25 octobre, Földvári est élu au conseil ouvrier de la ville, qu'il organise. Condamné à la perpétuité après l'écrasement de l'insurrection, gracié plus tard, il reprendra son travail de serrurier en usine...

Evoquant la propagande du Kremlin sur le prétendu retour des émigrés fascistes de 1945, Kovács ajoutait : *"Personne, en Hongrie, ne se soucie de ceux qui ont fui vers l'ouest après la chute de leur régime de terreur et de corruption — et qui ont vécu ensuite de l'aide matérielle occidentale. S'ils avaient fait le moindre geste pour reprendre le pouvoir, toute la nation se serait dressée instantanément"* (p. 694).

Jóska Szilágyi, cité encore par Giraud, dit en gros la même chose : *"Ce sont les soviets qui se préparent, les vrais soviets, ceux-là mêmes qui, dans la Russie de 1917, n'ont pas trouvé les moyens de survivre ! Notre nation saigne et saignera peut-être encore, mais tout porte à croire que, de ce bain de sang,*

André Farkas : *Budapest 1956, la tragédie telle que je l'ai vue et vécue*, 288 pages, Tallandier, 21 euros. Henri-Christian Giraud : *Le Printemps en octobre, une histoire de la révolution hongroise*, éditions du Rocher , 812 pages, 24 euros. Paul Lendvai : *Les Hongrois, mille ans d'histoire*, traduit de l'allemand et du hongrois par Georges Kassai et Gilles Bellamy, 672 pages, les éditions Noir sur Blanc, 28 euros. Julien Papp : *La Hongrie libérée, Etat, pouvoirs et société après la défaite du nazisme* (septembre 1944-septembre 1947), 366 pages, Presses universitaires de Rennes, 20 euros. Victor Sebastyén : *Budapest 56, les 12 jours qui ébranlèrent l'empire soviétique*, traduit de l'anglais par Johan-Frédérik Hel Guedj, 444 pages, Calmann-Lévy, 23,90 euros.

sortira le premier et unique Etat socialiste démocratique du monde !" (p. 196). Le Kremlin, avec l'aide politique du "monde libre", fera tout pour que cet Etat ne voie pas le jour.

La vérité sautait aux yeux des observateurs étrangers eux-mêmes. Ainsi, Giraud cite le document dans lequel le directeur de l'Institut culturel français explique à ses supérieurs le sens de l'insurrection : *"Désir de conserver certaines acquisitions démocratiques et socialistes dues à l'intervention soviétique et à l'action communiste (réforme agraire, avec socialisation lente et volontaire de l'agriculture, socialisation des secteurs économique, industriel et commercial, à l'exclusion de l'artisanat), et en s'inspirant du système titiste de gestion ouvrière ; réforme de l'enseignement ; séparation de l'Eglise et de l'Etat"* (p. 479).

André Farkas et H.-C. Giraud citent de nombreux cas de fraternisation entre soldats soviétiques stationnés en Hongrie et insurgés hongrois les premiers jours de la révolution. Déjà, lors de l'écrasement de la grève générale des ouvriers de Berlin-Est et de RDA en juin 1953, 42 soldats et officiers soviétiques avaient été fusillés pour refus de tirer sur les manifestants. L'état-major russe fit donc venir pour la seconde intervention, commencée le 4 novembre, des troupes d'Asie centrale (Ouzbékistan, Kazakhstan), que H.-C. Giraud qualifie bizarrement de *"soldats mongols"*.

André Farkas et Victor Sebastyén donnent eux aussi un récit détaillé des événements. Le récit de Farkas, le meilleur des quatre, a la saveur d'un témoignage vécu, que son auteur, alors jeune journaliste de Budapest, renforce par des extraits de témoignages contemporains.

Ces ouvrages si diserts sur les journées du 23 octobre au 9 novembre, jour où l'insurrection fléchit sous la mitraille et les obus du Kremlin, sont en revanche, sauf celui d'André Farkas, laconiques (surtout celui de Victor Sebastyen) sur ce que le bulletin *Est-Ouest* de Boris Souvarine lui-même appelait *"la République des conseils"* : le long mois pendant lequel les conseils ouvriers, dont le Conseil ouvrier central du Grand-Budapest, ont organisé la classe ouvrière et son combat face au gouvernement fantoche de Kádár et aux divisions blindées russes.

André Farkas en souligne l'importance dans un chapitre intitulé *"La classe ouvrière si chère à Marx en première ligne"*, où il évoque la formation du conseil de Miskolc dès le 23 octobre, et plus encore lorsqu'il décrit la situation au lendemain de l'écrasement militaire de l'insurrection dans un chapitre intitulé *"Le pied de nez des ouvriers au Parti communiste"* : *"Plus on s'éloigne du sommet impuissant de la pyramide, plus on descend vers le bas, vers les strates inférieures, plus près de la terre, plus la révolution continue à porter ses fruits (...). Le pouvoir ouvrier, le pouvoir de base se renforce et joue un rôle de plus en plus déterminant. En effet, les conseils ouvriers sont toujours là. Il y en a dans toutes les entreprises"* (p. 213).

Il ajoute : *"Ces conseils ressemblent curieusement aux conseils d'ouvriers russes de la grande époque"* (p. 214).

Il faudra cinq semaines au Kremlin pour les disloquer, en utilisant leur isolement international : aucune force déterminante dans le monde — ni Thorez, ni Mollet, ni leurs pairs étrangers — ne veut en effet entendre parler de ces conseils ouvriers trop contagieux !

Plus encore que celui de Giraud, le livre de Victor Sebastyén souffre d'une faiblesse historique : il réduit les années 1944-1947 à deux aspects : les viols des soldats de l'Armée rouge et les manipulations du PC hongrois.

Les viols sont une triste et fâcheuse habitude des armées en campagne : combien de femmes d'Ukraine avaient été violées par les soldats hongrois qui combattaient aux côtés de la Wehrmacht !

Plus à l'ouest, de nombreuses femmes de Basse-Normandie ont dû subir pendant l'été 1944 l'ardeur virile des

soldats américains. Nul ne pense pourtant à en faire un aspect essentiel de la Libération.

L'ouvrage de Julien Papp, *La Hongrie libérée,* par son tableau minutieux de la situation du pays au lendemain de la guerre, permet de comprendre ce qui s'est passé pendant les trois années cruciales de 1944 à 1947. La Hongrie fascisante et antisémite du contre-amiral Horthy — qui avait, en 1925, signé avec les Etats-Unis un traité accordant à ce dernier pays le statut de *"nation la plus favorisée, surtout dans l'industrie pétrolière"* (Papp) —, s'était jointe à Hitler dans l'attaque de l'URSS. En 1944, les victoires de l'Armée rouge poussent Horthy à tenter de se dégager. Les nazis le capturent et lui substituent le nazi hongrois Szálasi et ses Croix fléchées.

Au lendemain de leur défaite, la Hongrie est le lieu d'une intense lutte de classes sur les débris de l'Etat féodalo-bourgeois en ruine. Le gouvernement provisoire et son ministre de l'Agriculture, Imre Nagy — que Kádár fera pendre en 1958 pour son rôle dans la révolution de 1956 avec Pál Maléter, Joszef Szilágyi, Miklós Gimes —, donnent la terre aux paysans... y compris des terres de l'Eglise catholique, le premier propriétaire terrien du pays, dont ils suscitent ainsi la fureur spirituelle. Le Vatican, alors occupé à transférer vers l'Amérique latine le maximum possible de collaborateurs des nazis, refuse donc de reconnaître ce gouvernement et cette décision. Les ouvriers tentent de mettre la main sur les usines, dont, souvent, les patrons, fascistes ou pro-fascistes, ont fui vers un Ouest très accueillant. C'est l'époque où l'un des slogans favoris de la réaction cléricale dans les campagnes est *"Ne coupez pas les arbres, sinon, où allons-nous pendre les communistes ?"*, c'est à-dire les ouvriers qui s'emparent des usines et les paysans qui prennent la terre, qu'ils soient ou non, d'ailleurs, communistes et socialistes : c'est leur action qui leur vaut ce qualificatif.

Staline, hostile à ce mouvement venu des masses elles-mêmes, qu'il craignait comme la peste, voulait un gouvernement d'union nationale. Il déclare ainsi : *"Nous aurions accepté Horthy, mais il a été emmené par les Allemands."* Cela donne une saveur particulière aux déclarations des staliniens soviétiques ou français, qui feront des révolutionnaires de 1956 des héritiers de Horthy...

Ces trois années de luttes sociales et politiques violentes déboucheront finalement sur la confiscation du pouvoir par le Parti communiste stalinisé, dont la direction devra soumettre ses rangs à une épuration et à une répression permanentes.

Le tableau dessiné par Julien Papp permet de saisir les ressorts de la révolution de 1956 mieux que les imprécations sur le "monstre" Rákosi et la "tactique du salami" mise en œuvre par ce dernier, qui réduit les violents heurts de classe de 1944 à 1947 à une savante tactique bureaucratique élaborée après coup par un Machiavel de sous-préfecture...

Le cinquantième anniversaire de la révolution hongroise écrasée suscite autant d'ouvrages et de commémorations que celui de la révolution polonaise est entouré d'un voile discret. Pourtant, l'expression *"le printemps en octobre"* a été élaborée par les Polonais le 22 octobre 1956 pour définir leur mouvement, qui a donné la première impulsion à l'Octobre hongrois. Paul Lendvai le rappelle : *"Ce fut l'effervescence régnant en Pologne et les menaces soviétiques contre le retour de Gomulka au pouvoir qui déclenchèrent l'explosion en Hongrie"* (p. 535).

Cet "oubli" systématique de la révolution qui gronde alors en Pologne, et que l'appareil rénové de fond en comble... mais toujours lié au Kremlin mettra près d'un an à étouffer, a un sens précis : il vise à réduire la révolution hongroise de 1956 à une insurrection nationale contre une domination étrangère (caractère certes présent) et à effacer ainsi son caractère de révolution antistalinienne et anticapitaliste souligné par la journaliste du *Monde*.

Jean-Jacques Marie

Imre Nagy.

La correspondance Howard Fast-Boris Polevoï

A la fin des années 1940, le Parti communiste américain comportait dans ses rangs un romancier de valeur et un seul, Howard Fast, auteur de *Spartacus*, *Le Mercenaire allemand*, etc. L'écrasement de la révolution hongroise par les chars du Kremlin choque Fast, qui démissionne du Parti communiste. Malgré cela, il écrit le 15 janvier 1957 à l'un des écrivains soviétiques officiels à qui le lie une vieille amitié, au moins apparente, Boris Polevoï, en même temps membre du comité central du PCUS (où Polevoï n'occupe qu'une fonction purement honorifique). Le métier d'écrivain, lui écrit-il, est vraiment un triste métier, car on a l'impression que remplir des pages de papier ne sert à rien. Avant de signaler qu'il est en train d'écrire un gros roman de 600 pages, il ajoute en même temps : *"Tes collègues m'ont informé que mon roman* Lola Grest *est paru dans la revue* Innostrannaia Literatura. *Je m'en suis réjoui non seulement pour des raisons personnelles, car je craignais que certaines de mes déclarations franches de la dernière période aient pu pousser certaines gens à penser que ce que j'écris ne méritait pas d'être publié."

Fast envoie le même jour une lettre à Alexandre Tchakovski, romancier soviétique, rédacteur en chef de la revue *Innostrannaia Literatura* (1957-1963), futur membre du comité central du PCUS, pour le remercier de cette publication d'un roman, qui, précise-t-il, *"reflète l'essentiel de notre existence ces dernières années. Bien des choses pour lesquelles nous avons combattu alors s'enfoncent aujourd'hui dans le passé."*

Chose étrange, du moins en apparence, Fast ne dit pas un mot de la révolution hongroise et de son écrasement, qui a provoqué sa démission du Parti communiste. En revanche, il suggère — tout aussi étrangement — que l'Union soviétique renonce unilatéralement aux essais nucléaires : en un mot, le gouvernement américain continue et l'URSS arrête...

Un mois plus tard, le 11 février, Polevoï et Alexandre Tchakovski envoient copie des deux lettres de Fast au comité central et proposent de lui répondre, tout en en affirmant : *"Quoi que pense Fast, il trahit objectivement la cause du communisme et aide l'ennemi."* Polevoï, dans une longue lettre à Howard Fast, lui donne en exemple l'écrivain français Vercors, qu'il vient de voir à Moscou, *"un homme très loin du communisme"*, mais désireux de maintenir les contacts les plus amicaux avec les officiels soviétiques...

Dialogue de sourds

La lettre de Fast

Fast répond le 25 mars par une longue charge contre le stalinisme, sans évoquer d'ailleurs la révolution hongroise. Polevoï lui a reproché l'utilisation que fait La Voix de l'Amérique de ses déclarations, mais, remarque-t-il, *"ils exploitent beaucoup plus le rapport secret de Khrouchtchev"*... Il continue :

« J'ai soulevé des questions qui déchirent l'âme, qui ont une signification vitale. Ne peut-on donc y apporter de réponses ? Qui sommes-nous ? Des enfants ou des crétins, pour que nos prières insistantes pour que l'on nous explique quelque chose n'obtiennent en réponse que de la rhétorique ? Peut-on causer plus de tort qu'il n'en a déjà été fait en nous racontant pourquoi votre gouvernement a assassiné les écrivains juifs, pourquoi Boulganine utilise l'antisémitisme dans sa politique extérieure, pourquoi votre pays a donné naissance et mis en pratique la théorie honteuse de l'antisémitisme sous la dénomination honteuse de "cosmopolitisme" ?

Est-ce que votre gouvernement ou est-ce que toi en personne vous n'êtes pas en état de donner d'autre explication à l'orgie d'assassinats sous Staline que la stupidité du "culte de la personnalité" ? Nous avons entendu dire que Beria s'était dressé contre Staline en s'élevant contre les abominations de Staline et qu'il a été tué par Khrouchtchev et d'autres parce qu'il avait des faits sur leurs crimes. Pourquoi est-ce que cela n'est pas réfuté ? Pourquoi ne met-on pas fin à ces bruits ? Où est le procès-verbal du procès Beria ?

Pourquoi n'avons-nous pas entendu ta voix ni celle d'Izakov s'élever pour défendre le roman de Doudintsev, L'Homme ne vit pas seulement de pain *? Peut-être que ce livre ne vaut pas un clou, mais ne faut-il pas défendre l'auteur ? Pourquoi personne ne nous raconte les circonstances de la mort d'Itzak Fefer ? Les Polonais nous ont fait savoir que Khrouchtchev avait tenté d'utiliser l'antisémitisme pour en finir avec la lutte interne en Pologne. Pourquoi personne ne le nie ? »*

Le secrétaire du PC américain, Eugène Dennis, avait, dans son rapport au XVIe Congrès du PC américain, critiqué la politique antisémite de Staline. Howard Fast s'insurge contre *"la publication dans la* Pravda *du discours d'Eugène Dennis avec la suppression idiote du passage où il évoque l'anéantissement de la culture juive"*.

Il continue : *"Et pourquoi Boris, pourquoi tu nous a dit à nous, ici, à New York, que l'écrivain juif Kvitko était vivant, en bonne santé, qu'il vivait dans la même maison que toi, qu'il était ton voisin, alors qu'il avait été puni et qu'il n'appartenait plus depuis longtemps au monde des vivants ?"* (*Znamia*, 1992, pp. 171-172).

La réponse de Polevoï

Boris Polevoï rédige un projet de réponse, qu'il soumet à Dmitri Chepilov (alors secrétaire du comité central...

poste dont il va être chassé par Khrouchtchev deux mois plus tard pour s'être associé contre lui à Molotov, Malenkov et Kaganovitch). Chepilov soumet le projet à son conseiller, Iouri Joukov, qui reproche à Polevoï de ne pas oser répondre à ce qu'il appelle *"les questions démagogiques"* de Fast. Il insiste pour qu'il y soit répondu. Il lui est assez facile de rejeter les affirmations de Fast prétendant que Beria s'est dressé contre Staline ou d'écarter comme favorable à l'impérialisme américain la proposition faite par l'écrivain américain que l'URSS suspende de façon unilatérale les essais nucléaires. Sur l'antisémitisme, Joukov affirme :

« On peut et il faut répondre aux inventions de Fast prétendant que "Boulganine utilise l'antisémitisme dans sa politique extérieure" *et que* "Khrouchtchev a essayé d'utiliser l'antisémitisme... en Pologne", *dire que Fast est prisonnier des ennemis qui gonflent ces calomnies afin de dresser des gens mal informés contre l'URSS et de donner un coup de main à Israël, compromis par son agression. En même temps, il faut dire, sans se dérober, qu'il y a eu chez nous des manifestations d'antisémitisme comme il y en a aux Etats-Unis, ce que Fast sait fort bien, et qu'en son temps, Staline, que Fast maudit maintenant, a vivement stigmatisé l'antisémitisme, et que nous combattons aujourd'hui l'antisémitisme. »*

Si Staline a vigoureusement stigmatisé l'antisémitisme, ses manifestations ne viennent pas du pouvoir, mais d'ailleurs. D'où, Joukov ne le dit pas, mais il poursuit :

"Dire que les propagandistes américains, parmi lesquels figurent, à propos, des antisémites invétérés, versent des larmes de crocodile sur le destin de Feffer, Kvitko et d'autres, dont la perte a été une tragédie pour nous tous, feignent de croire que ces écrivains n'ont été les victimes que de persécutions raciales et font délibérément le silence sur le fait que la bande de Beria n'a pas exterminé seulement des Juifs, mais des artistes éminents de toutes les nationalités, dont le sort n'intéresse manifestement pas Fast."

Lignes vraiment stupéfiantes : à en croire Joukov, Beria — qui, quels que soient par ailleurs ses crimes, est parfaitement étranger à cette affaire, à laquelle il n'a jamais été mêlé — aurait liquidé les écrivains juifs — et d'autres — dans le dos de Staline et contre sa volonté. Boris Polevoï reprend docilement cette ahurissante version de l'histoire :

« Nous savons tous, et je vous l'ai même dit lors de notre conversation amicale dans votre petite et confortable maison, que l'une des affaires les plus perfides de Beria, désireux de compromettre notre Etat à la face du monde entier, a été la tentative de ressusciter dans notre peuple l'antisémitisme, cet héritage maudit et méprisé du régime tsariste, que, pendant toutes les années du pouvoir soviétique, nous avons essayé d'extirper des âmes humaines. Je ne cacherai pas qu'après la guerre, alors qu'une partie significative de notre pays avait subi l'occupation hitlérienne, après que, pendant quatre ans, Hitler a inondé nos armée de tracts antisémites, ces efforts de Beria ont peut-être produit quelques fruits dans la partie arriérée de la population, bien que pas dans la forme que l'on peut observer dans certains pays occidentaux. Mais peut-être vous souvenez-vous de la fameuse "affaire des médecins", fabriquée par Beria et sa bande, une affaire qui a rencontré un vif écho dans la presse. Et vous ne pouvez pas ne pas vous souvenir que, dès que les documents de l'instruction sont tombés entre les mains de ceux que vous accusez aujourd'hui de politique antisémite, la justice a été rétablie, cette affaire ignoble et injuste a été liquidée, les médecins diffamés ont été réhabilités et rétablis dans tous leurs droits et fonctions. Notre gouvernement, et je le souligne avec fierté, précisément notre gouvernement, dans un communiqué spécial, s'est excusé devant ce petit groupe d'intellectuels diffamés et l'organe central de notre parti, la Pravda, *dans un éditorial particulier, leur a rendu leur honneur (...).*

Oui, nous avons subi une grande tragédie populaire. Oui, des innocents sont morts à cause de Beria, ce dégénéré, et de sa bande, et de leurs intrigues pour compromettre le pouvoir soviétique. Oui,

cet Hérode contemporain a arraché de nos rangs nos camarades Feffer et Kvitko. Mais seulement eux ? Parmi ceux qui ont souffert de la main vile de cette crapule, il y avait des Russes, des Ukrainiens, des Biélorusses, des Géorgiens, des Arméniens. Surtout des Russes. »

La boucle est bouclée : l'antisémitisme prétendument fabriqué par Beria a surtout fait comme victimes des Russes...

Howard Fast ne répond pas à cette dernière lettre. Il adressera aux écrivains soviétiques une lettre ouverte après la condamnation d'écrivains hongrois à la prison, puis évoluera à droite.

Howard Fast accuse

Lettre aux écrivains soviétiques (*New York Herald Tribune*, 4 décembre 1957).

« Le 13 novembre 1957, un groupe d'écrivains hongrois courageux et talentueux ont été condamnés à des peines de prison par un tribunal hongrois. L'écrivain Tibor Déry, âgé de 63 ans, considéré jusqu'alors comme un membre dévoué du Parti communiste, a été condamné à neuf ans de prison, ce qui correspond pour lui à une condamnation à perpétuité. Zoltan Zelk a été condamné à trois ans de prison et Tibor Tardos à un an et demi.

Ces écrivains hongrois ont été condamnés pour avoir pris part à la lutte pour la libération nationale, qui a suscité la sympathie et l'enthousiasme du monde entier. Même le journal du Parti communiste américain, le Daily Worker, *publié aux Etats-Unis, a soutenu cette lutte et déclaré juste la cause pour laquelle luttait la révolution hongroise.*

Quel écrivain peut rester à l'écart de la lutte de son peuple pour la libération nationale ? Un tel écrivain peut-il susciter autre chose qu'un sentiment de mépris ? Vous-mêmes, mes collègues russes, vous auriez méprisé un écrivain russe qui serait resté à l'écart quand les nazis ont franchi la frontière soviétique. Lorsque le peuple auquel appartient un écrivain subit de lourdes épreuves, quand un agresseur viole sa terre, peut-il y avoir pour lui une autre place que de se trouver au sein de son peuple, que la lutte à ses côtés ? C'est ce "crime"-là qu'ont commis les écrivains hongrois, Tibor Déry et ses camarades. Et tout cela se fait dans l'intérêt du "socialisme" hongrois. Et l'on n'entend de votre pays, comme d'aucun autre pays communiste, pas même une faible manifestation de colère et d'indignation des écrivains...

Je vous rappelle que quand Fefer, Bergelson et Kvitko ont été torturés, puis abattus par votre propre gouvernement, vous vous êtes tus. Vous affirmez aujourd'hui que vous n'en saviez rien. Vous affirmez que l'on a mis fin à cette façon barbare de traiter des écrivains. Vous affirmez que votre pays, l'Union soviétique, est réellement le pays de la liberté et de la dignité humaine. Mais face à la réalité du destin de Tibor Déry et de ses collègues, vous ne pouvez répéter de telles déclarations. Vous connaissez ces faits. Vous savez aussi que c'est contre les canons et les tanks de votre pays que s'est battu Tibor Déry. Que va donc penser de vous le monde, si vous gardez le silence aujourd'hui ? »

L'histoire du PCF vue par ce dernier (le *Manuel* et les années 1950)

(Jean-Marc Schiappa)

Dans son livre *Rouge et Bleu*, Roger Martelli, historien membre du Parti communiste, évoque *Le Manuel d'histoire du Parti communiste* de 1964, dont parle Jean-Marc Schiappa ci-après. Il souligne : « *Chacun savait qu'il s'agissait d'une version officielle, résultat d'une décision de congrès prise en 1956. Quelques historiens avaient bien participé au travail préparatoire, mais la rédaction fut entre les mains des "politiques" et le manuscrit fut l'objet de lectures attentives du bureau politique, dominé encore par l'imposante figure de Maurice Thorez* » (pp. 256-257). Lorsqu'il évoque ensuite les tentatives de renouvellement de cette histoire auxquelles il a participé, il affirme : *"L'approximation de l'analyse sociale, la simplicité outrancière des théorisations sous-jacentes et la persistance d'un regard utilitaire sur l'histoire demeurèrent la norme dans l'organisation"* (p. 259). Rappelant enfin la publication par les Editions sociales d'une *Histoire du réformisme*, Roger Martelli rappelle : *"Un œil aussi avisé que celui de Georges Lavau y perçut — non sans raison — une structure discursive proche de celle… du* Manuel d'histoire *de 1964 ! La remarque, pour fondée qu'elle fût, nous heurta à l'époque, car nous avions l'impression, au contraire, que nous rompions avec toute une pratique communiste de l'historiographie"* (p. 259). Ces lignes, à leur manière, invitent à lire avec attention l'article de Jean-Marc Schiappa sur ce manuel officiel.

C'est la faute des masses...

LE *Manuel* d'histoire du Parti communiste français, publié en 1964, fut longtemps considéré comme la synthèse officielle du PCF, tant politique qu'historique.

Maintenant abandonné par les responsables de ce parti, voire méprisé par ses historiens (1), il est cependant à la fois un témoignage de la politique du PCF et aussi un miroir dans lequel il se voyait et voulait se voir.

Il avait également pour fonction, au moment de la "déstalinisation", de contenir toute velléité de critique interne, au nom d'une continuité historique frauduleuse entre le parti de 1920 et le parti stalinisé.

Il s'agissait de présenter comme opposée à l'ordre bourgeois une politique de soutien à l'ordre bourgeois. Des milliers de militants ont sincèrement, pour la défense du socialisme, rejoint un parti qui menait une politique contraire.

Un examen de ce texte n'est donc pas anodin.

On peut le constater en prenant comme exemples les chapitres XIII et XIV, c'est-à-dire les années 1953 à 1958, qui sont les années finales de la IVe République, celles du début de la guerre d'indépendance algérienne et celles postérieures à la mort de Staline (pp. 546 à 652).

Nous n'aborderons que peu ce dernier aspect dans le cadre de cet article, sauf pour noter que l'on découvre seulement... en février 1956 que Staline n'est plus au pouvoir grâce à la relation qui est faite du XXe Congrès du PCUS (pp. 606-607), puisque son décès en mars 1953 est signalé... en octobre 1952 (*"Six mois plus tard, Staline meurt"*, p. 539). En effet, il aurait fallu s'expliquer sur le torrent d'éloges funèbres lancé par les dirigeants français... Passons aujourd'hui sur la révolution politique en Hongrie de 1956, organisée par les conseils ouvriers, qui est qualifiée d'*"événements"*, pour noter la simple et brutale calomnie : *"Imre Nagy demande l'intervention des Etats capitalistes"* (p. 626).

Le premier grand événement marquant qui est mentionné dans ces chapitres est la grève générale d'août 1953 (appelée *"les grèves d'août 1953"*), où les catégories professionnelles *"du secteur public et du secteur privé"* (p. 549) ayant participé à la lutte sont énumérées, sauf les métallurgistes, que les dirigeants avaient soigneusement tenus à l'écart.

On verra comment les grandes luttes de classes de cette époque sont traitées. De fait, elles sont toujours minimisées (2).

(1) Par exemple, R. Martelli, *Le Rouge et le Bleu*, 1995, p. 259, ou S. Wolikov ; pour ce dernier, entre autres exemples, citons ses articles dans la revue dont il faut toujours rappeler le titre originel *Les Cahiers de l'Institut Maurice Thorez*, 1978. Car il est habituel dans la politique "stalinienne" de vouer aux gémonies les responsables ou les illustrations de la forme politique de la veille pour mieux continuer le fond.

(2) *Cahiers du CERMTRI*, n° 49, *"Documents sur la grève générale d'août 1953"*, et n° 90, *"Documents sur la lutte des classes en France (1955-1957)"*.

Par exemple, en 1955, *"au cours du printemps et de l'été, les luttes revendicatives revêtent une ampleur et une combativité nouvelles"* (p. 584), sans que l'on en sache vraiment plus. Ou en 1957 : *"A l'automne, des actions revendicatives importantes se déroulent* (avec) *des millions d'ouvriers et d'employés,* (mais) *les travailleurs socialistes ne sont pas convaincus de la nécessité de l'unité"* (p. 640).

Les luttes peuvent se développer, et des militants ouvriers membres du PC y prennent toute leur part, mais dans un cadre délimité.

Ce cadre, c'est la subordination aux besoins de la diplomatie de la bureaucratie du Kremlin.

"Pour remédier aux maux qui accablent aujourd'hui le pays, il est nécessaire avant tout de changer l'orientation de sa politique extérieure" (Maurice Thorez, 29 octobre 1953, p. 551).

C'est la donnée essentielle, celle qui cadre toutes les autres, de l'avis même des dirigeants, puis des rédacteurs du *Manuel*.

Ainsi, la déclaration du bureau politique du 5 février 1955 affirme : *"La condition de tout changement effectif dans le pays est la modification de la politique extérieure"* (p. 577). Ou encore, *"la modification de la politique extérieure dont dépend tout autre changement"* (Maurice Thorez, mars 1955, p. 581).

Les propositions d'accord sur *"la paix, la laïcité, les libertés et le progrès social"* (novembre 1955, p. 592, par exemple) ne sont compréhensibles que dans cette perspective.

A partir de là, si le cadre est déterminé (guerre froide) et que les luttes sont inscrites dans ce cadre, il faut rejeter la responsabilité sur les masses. C'est d'ailleurs un leitmotiv permanent de toutes les bureaucraties : c'est la faute des masses !

Sur les manifestations massives contre le rappel des soldats en Algérie en 1956, permis par les pleins pouvoirs votés par le PCF, *"le mouvement, pourtant, n'est pas assez puissant"* (p. 604).

Alors que les millions de grévistes de l'automne 1957 sont mentionnés, le paragraphe suivant souligne que *"les campagnes nationalistes et chauvines (...) ne sont pas sans écho dans le peuple de France"* (p. 640) ; page suivante, il faut *"arracher l'ensemble de la classe ouvrière et du peuple à l'influence du chauvinisme"* (p. 641). Quand on a refusé *"l'affaiblissement de la France"* (p. 636), revendiqué *"le patriotisme de la classe ouvrière"* (p. 637), défini *"une politique nationale du Parti communiste"* (p. 630), parti qui se dit *"ennemi juré des forces de démission nationale"* (p. 621), combattu pour *"la grandeur nationale"* (p. 615), etc., comment s'en étonner ?

Le second tour des cantonales au printemps 1958 *"confirme que le chauvinisme représente l'obstacle essentiel à l'unité de la classe ouvrière"* (p. 648).

Il faut préparer le lecteur à l'idée que la capitulation sans combat des dirigeants devant le coup de force de De Gaulle en mai 1958 est liée au manque de combativité de la classe ouvrière.

A noter une curieuse remarque sur l'organisation poujadiste, qui mériterait d'être plus étudiée : cette organisation, *"créée en 1953 (...), se présente d'abord comme un mouvement de défense contre la super-fiscalité... Au cours de 1955, elle adopte une orientation de plus en plus fascisante"* (p. 585). Soit... Quelle a été la politique du PCF entre les deux dates ?

Un problème majeur de cette période est le combat pour l'indépendance du peuple algérien. Dans le *Manuel*, il s'agit de *"reconnaître aux peuples coloniaux le droit à l'indépendance et conclure avec eux des traités culturels et économiques"* (p. 571 ; R. Guyot, le 5 novembre 1954, p. 572 ; p. 641). C'est le rappel de la déclaration de Thorez : *"Le droit à l'indépendance n'implique pas l'obligation de l'indépendance"* ; donc, on parle de ce droit hypothétique pour mieux en rejeter la réalité.

Quand les dirigeants parlent de l'indépendance, c'est, par exemple, *"l'indépendance et la souveraineté nationales"*... de la France, comme Maurice Thorez, le 29 octobre 1953 (p. 551).

Des circonlocutions savoureuses sont utilisées pour éviter le terme "indépen-

dance algérienne" : le *"problème algérien"* qu'utilise la déclaration du comité central en date du 7 février 1956 (p. 600) ; c'est le même terme utilisé par une autre déclaration du même comité central, en date du 10 mai 1956 (p. 603).

Entre-temps, le PCF a voté les pleins pouvoirs au gouvernement Guy Mollet (SFIO), qui donne, à son tour, les pouvoirs de police à l'armée pour essayer de briser le peuple algérien dans "la bataille d'Alger", tortures et exécutions sommaires à l'appui (y compris contre des militants du PCF) ; ce vote est expédié en un paragraphe de six lignes.

Le *Manuel* parle aussi de *"la paix en Algérie"* (p. 636 et p. 637), de *"la négociation"* (p. 636) ou encore de la *"négociation avec le peuple algérien sur la base de la reconnaissance du fait national algérien"* (p. 648).

La déclaration du 8 novembre 1954 parle d'une *"solution assurant la défense des intérêts de la France"*. Mais le passage cité par le *Manuel* ne reproduit pas le passage assimilant l'insurrection aux *"provocations armées des colonialistes"* (3).

Il faudrait *"discuter de ces revendications avec les représentants qualifiés de l'ensemble de l'opinion publique algérienne : délégués de tous les partis et mouvements nationaux, délégués des organisations démocratiques, professionnelles et culturelles, personnalités"* (p. 574). En aucun cas, il ne s'agit de représentants élus ; c'est une manière de nier la démocratie et le mot d'ordre d'Assemblée constituante, avancé notamment par les militants algériens regroupés autour de Messali Hadj.

Quant au contenu de "l'indépendance" souhaitée par la direction du PCF, elle est très peu indépendante : *"reconnaître aux peuples coloniaux le droit à l'indépendance et conclure avec eux des traités culturels et économiques"* (p. 572), ou encore, en 1957, *"négocier entre peuples égaux, afin de créer entre l'Algérie et la France des rapports nouveaux et des liens particuliers"* (p. 641) : l'indépendance n'est pas encore déclarée que l'on décide — au nom du peuple algérien — des traités et des rapports qu'il doit établir !

Bien d'autres remarques pourraient être faites, qui permettraient d'approfondir l'histoire de la politique de la direction du PCF, subordonnée à la bureaucratie du Kremlin et subordonnant les luttes ouvrières, y compris celles dirigées par ses militants, à ce cadre de sauvegarde de l'ordre international (4).

Jean-Marc Schiappa

(3) Philippe Robrieux, *Histoire intérieure du Parti communiste*, 1984, tome 4, p. 739.

(4) M. Pigenet, *Au cœur de l'activisme communiste des années de guerre froide*, 1992, pour la période antérieure.

Jacques Duclos et Maurice Thorez.

Chronique des falsifications

"Comprendre le mystère de ce Mal qui a marqué le XXe siècle"

LE dernier héros de Stéphane Courtois est un correspondant de guerre de l'armée hongroise de l'amiral Horthy combattant aux côtés de la Wehrmacht en Union soviétique en 1941-1945.

Stéphane Courtois, le père du *Livre noir du communisme* (auquel ont collaboré sous sa haute direction, rappelons-le, Nicolas Werth, Jean-Louis Panné, Jean-Louis Margolin, Rémi Kauffer, Pierre Ritgoulot, Pascal Fontaine, Yves Santamaria et Sylvain Boulouque), a publié dans sa collection Démocratie ou totalitarisme un ouvrage d'Arion Gabor, intitulé *Le Cri de la taïga*.

Ce dernier a, en 1941-1942, été envoyé comme correspondant de guerre de l'armée hongroise du très réactionnaire amiral Horthy, qui a envahi l'Union soviétique aux côtés de la Wehrmacht. Il en a rapporté un livre intitulé *Tul a Stalin vonalon* ("Derrière les lignes de Staline"), qui exalte les exploits de l'armée hongroise en Ukraine soviétique, ce qui peut difficilement passer pour une forme du combat pour la démocratie contre le totalitarisme, sauf peut-être dans la conception qu'a Stéphane Courtois de ces deux concepts politiques. Il est ensuite nommé en mars 1944, sous le régime de l'amiral Horthy, secrétaire général de la Croix-Rouge hongroise. Il est donc, sinon un dignitaire du régime Horthy, du moins une personne en vue et jugée de confiance...

Il est enlevé en août 1945 par la police politique soviétique en pleine ambassade soviétique, où il a été aimablement invité à se rendre, puis condamné à mort en septembre 1945 pour son livre de reportage sur la vaillante armée de l'amiral Horthy. La condamnation est commuée en une peine de camp. Après un séjour dans l'hôpital-prison de Lemberg, il est envoyé en octobre 1947 au Goulag, dont il est libéré le 7 août 1950. Il a donc passé moins de trois ans au Goulag, ce qui, pour être extrêmement pénible, est néanmoins très inférieur à la brutalité des peines infligées par le régime stalinien, surtout si l'on pense qu'en 1949-1950, Staline fait renvoyer au Goulag nombre d'anciens détenus libérés à l'expiration de leur peine ! Gabor bénéficie dans ces conditions d'une certaine indulgence assez exceptionnelle...

Devenu officiellement citoyen soviétique, Aron Gabor, écrit Stéphane Courtois, *"finalement, grâce à un extraordinaire concours de circonstances — que l'on peut aussi qualifier de miracle —, réussit à sortir d'URSS et à rejoindre la Hongrie en 1956 (...). Il y devient rédacteur en chef à la Direction nationale des eaux et forêts"* (p. 10). Acceptons l'extraordinaire concours de circonstances et sa forme religieuse du miracle.

Puis, précise Courtois, *"ne supportant plus le monde communiste, le mensonge permanent, le terrorisme feutré, l'inhumanité quotidienne instaurés par*

Janos Kadar après l'écrasement de la révolution démocratique hongroise de novembre 1956, il s'installa à Munich" (p. 10). C'est peut-être encore un concours de circonstances et un miracle si Munich est le grand centre des services américains et émigrés anticommunistes. La seule précision que Courtois nous donne sur le séjour de Gabor à Munich est qu'en 1967 et 1968, il y a publié son *Cri de la taïga* en trois volumes à compte d'auteur, puis *"mourut oublié de tous"* à Munich en 1982.

Courtois conclut sa préface par ces lignes : *« Que ce témoignage "oublié" pendant près de quarante ans et aujourd'hui restitué au monde nous aide à comprendre le mystère de ce Mal qui a marqué le XXe siècle, et dont le XXIe n'est pas à l'abri. »*

"Le Mal"... c'est très exactement le vocabulaire de Bush ou celui du défunt Jean-Paul II, qui n'a pas grand-chose à voir avec celui de l'historien. Cela s'explique peut-être par le fait que ce Courtois a probablement de la "démocratie" la même conception que le président Bush, puisqu'il avait jugé nécessaire d'appuyer publiquement l'invasion de l'Irak en 2002...

Lénine et le laboratoire des poisons...

DANS *Le Monde* (26-27 novembre 2006), on peut lire les lignes suivantes : *"Curare, ricin, strychnine, des poisons variés ont, de Lénine à Brejnev, été largement utilisés par les services secrets soviétiques."* Et un peu plus bas, l'auteur de l'article, Marie Jégo, apporte la précision suivante : *« Le maître espion soviétique Pavel Soudoplatov explique, dans ses* Mémoires, *comment, dès le début des années 1920, Lénine crée une section spéciale chargée des empoisonnements. Sous Staline , le "laboratoire des poisons" passe bientôt sous le contrôle du NKVD (l'ancêtre du KGB). »*

Reportons-nous à l'ouvrage de Soudoplatov (qui, sur bien des points, en bon ancien agent du Guépéou, raconte d'ailleurs n'importe quoi). Dans la version français de ses *Mémoires*, on lit les lignes suivantes : *"Les enquêtes menées en 1968, 1977 et 1990 ont révélé que le laboratoire de toxicologie n'avait pas été créé par Beria, mais à l'initiative de Lénine lui-même ; il ne s'agissait au début que d'une section spéciale, spetsialny kabinet, au sein de son secrétariat ; elle était placée sous la tutelle du Conseil des commissaires du peuple, voire sous l'autorité directe du Premier ministre (...). C'est sans doute dans ce laboratoire que Lénine demanda à Staline de lui procurer du poison lorsqu'il se sentit désemparé à l'approche de sa dernière heure"* (Pavel Soudoplatov, *Missions spéciales*, p. 352).

Ces lignes sont bien étonnantes. Le "secrétariat" de Lénine était uniquement composé de jeunes militantes sans la moindre responsabilité politique réelle (de trois à six, suivant les périodes), chargées de prendre en note ce qu'il leur dictait ; des sténos, en quelque sorte. Imaginer un laboratoire des poisons placé sous l'autorité d'un tel "secrétariat" relève d'une simple... et mauvaise plaisanterie. Or Lénine ne disposait d'aucun autre secrétariat. Le secrétariat du comité central et le bureau d'organisation du même comité central ne lui étaient pas subordonnés. Il n'y siégeait pas. Ajoutons qu'il n'existait pas à l'époque de Premier ministre. Enfin, si un laboratoire des poisons avait existé sous la houlette du prétendu "secrétariat" de Lénine, placé sous son autorité personnelle, pourquoi

ce dernier aurait-il donc dû en 1923 passer par Staline — qui n'appartenait pas à son prétendu secrétariat, mais dirigeait en revanche le secrétariat du comité central — pour se procurer du poison afin de mettre fin à ses jours ? S'il l'a demandé à Staline, c'est parce que Lénine n'avait aucun moyen de s'en procurer et qu'à ses yeux seul Staline en avait la possibilité matérielle.

Mais ce n'est pas tout. Reportons-nous maintenant à la version russe des *Mémoires* de Souplatov. La comparaison avec l'édition française ne manque pas d'intérêt. On y lit : « *Le laboratoire de toxicologie fut créé en 1921 sous la responsabilité du président du Conseil des commissaires du peuple, Lénine, longtemps avant Beria, et se dénommait "Le cabinet spécial". Il est possible que Lénine ait demandé à Staline de lui procurer du poison pour lui précisément dans les réserves de ce cabinet. Le premier chef de ce cabinet dans les années 1930 fut le professeur Kazakov* » (Pavel Soudoplatov, *Razvedka i Kreml*, p. 333) (1).

Le moins que l'on puisse dire est que les différences entre les deux versions sont énormes : dans la version russe, le "secrétariat" de Lénine a disparu (en Russie, on risque de savoir quelle est la réalité de ce "secrétariat"). Ont disparu aussi les trois "enquêtes" de l'édition française destinées à donner du poids à l'affirmation. Apparemment, Soudoplatov pense qu'il vaut mieux ne pas en parler à ses lecteurs russes. En revanche, figure une date, 1921, absente de l'édition française. On apprend enfin dans l'édition russe (ce qui ne figure pas dans l'édition française !) que ledit laboratoire dut attendre les années 1930 pour avoir un chef, le professeur Kazakov. Soudoplatov écrit en effet : *"Le premier chef du laboratoire dans les années 1930 fut le professeur Kazakov, fusillé en 1938 lors du procès de Boukharine"* (p. 333).

Mais comment donc un tel laboratoire pouvait-il fonctionner auparavant... s'il n'avait pas de responsable ? Il y a deux possibilités : soit parce que le laboratoire de toxicologie, dont l'existence est attestée (comme dans tous les pays du monde, d'ailleurs !), et qui relevait de l'Institut de recherches médicales Gorki comme laboratoire scientifique, ne sera placé qu'en 1938 sous l'autorité du NKVD ; soit parce que le laboratoire spécial de produits toxiques dont on veut attribuer la création à Lénine ne sera constitué sous l'autorité de Iagoda... qu'au début des années 1930, donc bien après la mort de Lénine.

Jean-Jacques Marie

(1) *Les Services de renseignement et le Kremlin* (Moscou).

Pages oubliées

"Qu'aussi longtemps que la propriété privée existera, le besoin économique subsistera"

EN 1872, l'étudiant juif russe Zundelevitch fonde un groupe populiste dans le séminaire rabbinique de Vilnius, dirigé contre les rabbins et la police russe. Il est démantelé l'année suivante. L'un de ses membres, Aaron Libermann, vient s'installer à Saint-Pétersbourg. Pour mener une activité spécifique dans la population juive, et, à cette fin, pouvoir écrire librement, il émigre à Londres, où il fonde en 1876 l'Union socialiste des ouvriers juifs, dont il rédige un programme situé d'emblée dans une perspective internationaliste d'universalité, et donc de dissolution de toute spécificité juive communautaire.

"Comme nous nous sommes convaincus

qu'aussi longtemps que la propriété privée existera, le besoin économique subsistera,

qu'aussi longtemps que les peuples seront divisés en nations et en tribus, l'hostilité ne cessera pas entre eux,

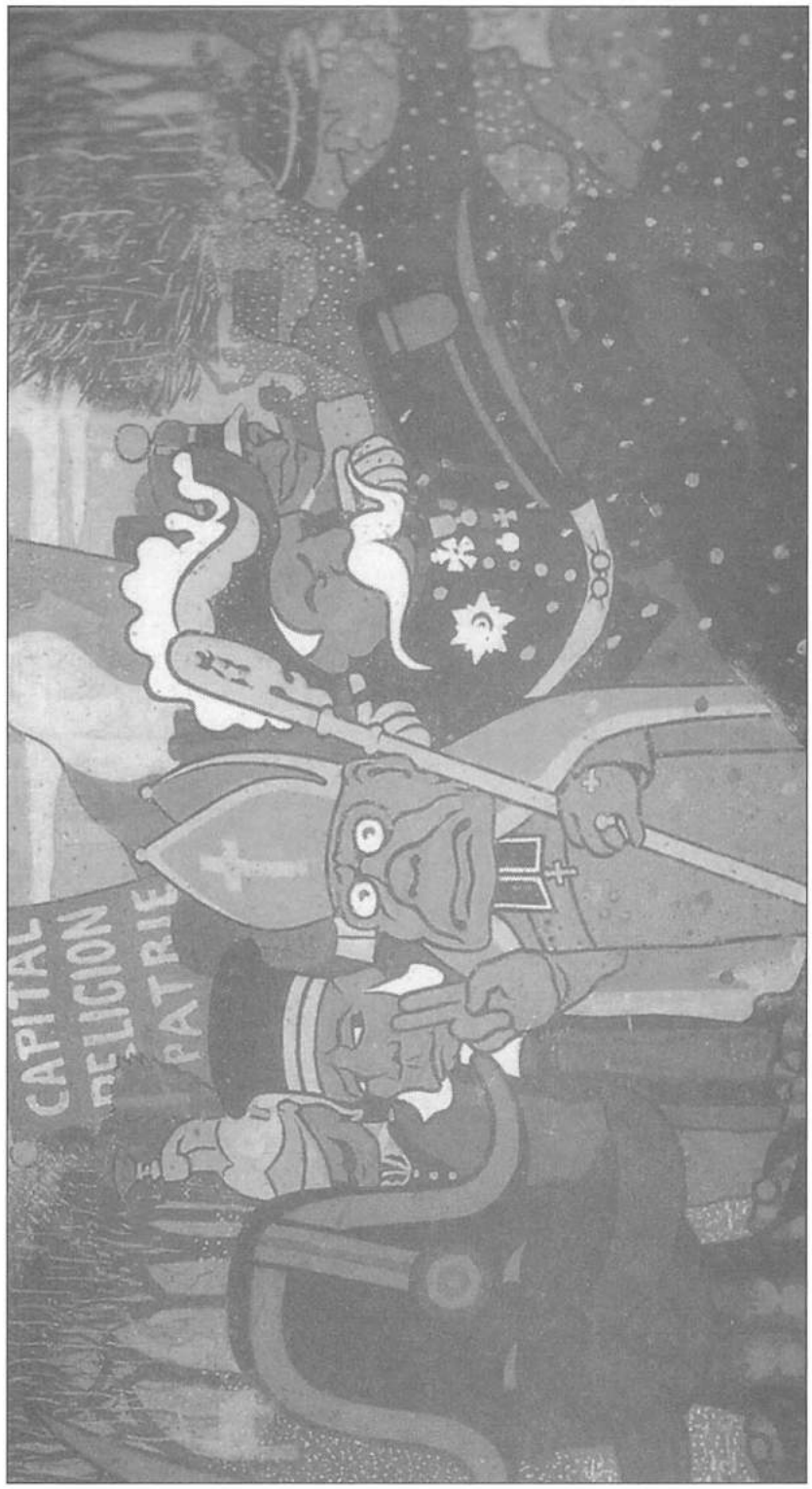
que notre libération à nous, les Juifs, comme partie de l'humanité, ne peut être réalisée que comme partie de l'émancipation de toute l'humanité,

que la libération de toute l'humanité ne peut être réalisée que par les efforts des travailleurs eux-mêmes s'unissant dans une lutte ouverte pour détruire le système existant et le remplacer par le royaume du travail, de la justice, de la liberté et la fraternité de tous les peuples,

nous, fils d'Israël, avons résolu d'être partie prenante de l'union sacrée des travailleurs."

Un an plus tard, Aaron Libermann s'installe à Vienne, sans doute pour être plus près des Juifs de Russie. Il édite le premier journal socialiste juif, *Ha-Emess* ("La Vérité"), bizarrement publié en hébreu, langue inaccessible à l'écrasante majorité des Juifs de l'empire, qui ne parlent que le yiddish — et pour une petite minorité le polonais ou le russe —, mais aussitôt interdit en Russie. Liebermann, jeté neuf mois en prison, ne peut publier que trois numéros de son journal, émigre aux Etats-Unis et, à peine arrivé à New York, se donne la mort.

Dans l'ex-URSS aujourd'hui


CAPITAL
RELIGION
PATRIE

La mafia contrôle plus de 2 000 sites industriels en Russie

MOSCOU, 31 janvier 2007 (AFP). — Plus de 2 000 sites industriels en Russie sont contrôlés par la mafia, a indiqué un haut responsable du ministère russe de l'Intérieur chargé de la lutte contre le crime organisé, dans une interview au quotidien *Izvestia*.

"Plus de 2 000 sites industriels sont sous le contrôle de gros groupes criminels", selon le vice-directeur du département de la lutte contre le crime organisé au ministère de l'Intérieur, Alexandre Eline.

"Environ 20 % (de ces sites) *sont des entreprises très importantes (...), autour desquelles des villes se sont souvent développées"*, ajoute ce responsable.

Le phénomène touche avant tout Moscou, l'Extrême-Orient russe et la région de la Volga, selon cette source.

Au total, 450 groupes criminels comptant près de 12 000 personnes agissent en Russie, *"exerçant une influence sur la situation économique, sociale et criminelle"* dans le pays.

Le crime organisé a évolué en Russie ces dix à quinze dernières années, relève Alexandre Eline, en soulignant que certains patrons de groupes criminels *"investissent dans l'économie et aspirent au pouvoir"*, d'autres *"fusionnent avec des organisations terroristes"*.

Mais le nombre des "patrons" de la mafia russe (quelque 200 personnes chargées de coordonner les activités criminelles et d'en distribuer les revenus, de résoudre des questions litigieuses ou d'aider les détenus) reste stable ces dernières années.

En décembre 2005, le ministre russe de l'Intérieur, Rachid Nourgaliev, avait publiquement reconnu qu'une part importante de l'économie de l'Extrême-Orient russe était dominée par le crime organisé, évoquant notamment *"les secteurs de la pêche, de l'industrie forestière et des mines d'or"*.

Chostakovitch censuré

Un ballet de Chostakovitch amputé par l'Eglise : cela se passe en Russie... en 2006

(*Le Monde de la musique*, octobre 2006)

CELA se passe en 2006, en Russie, l'année même de la célébration du centenaire de la naissance de Chostakovitch. Nous ne confondons pas avec 1936, quand a paru l'article de la *Pravda* écrit ou dicté par Staline qui condamnait l'opéra *Lady Macbeth de Mzensk*. Soixante-dix ans plus tard, une autre forme d'obscurantisme s'est abattue sur le compositeur. Cette fois-ci, celle de l'Eglise orthodoxe.

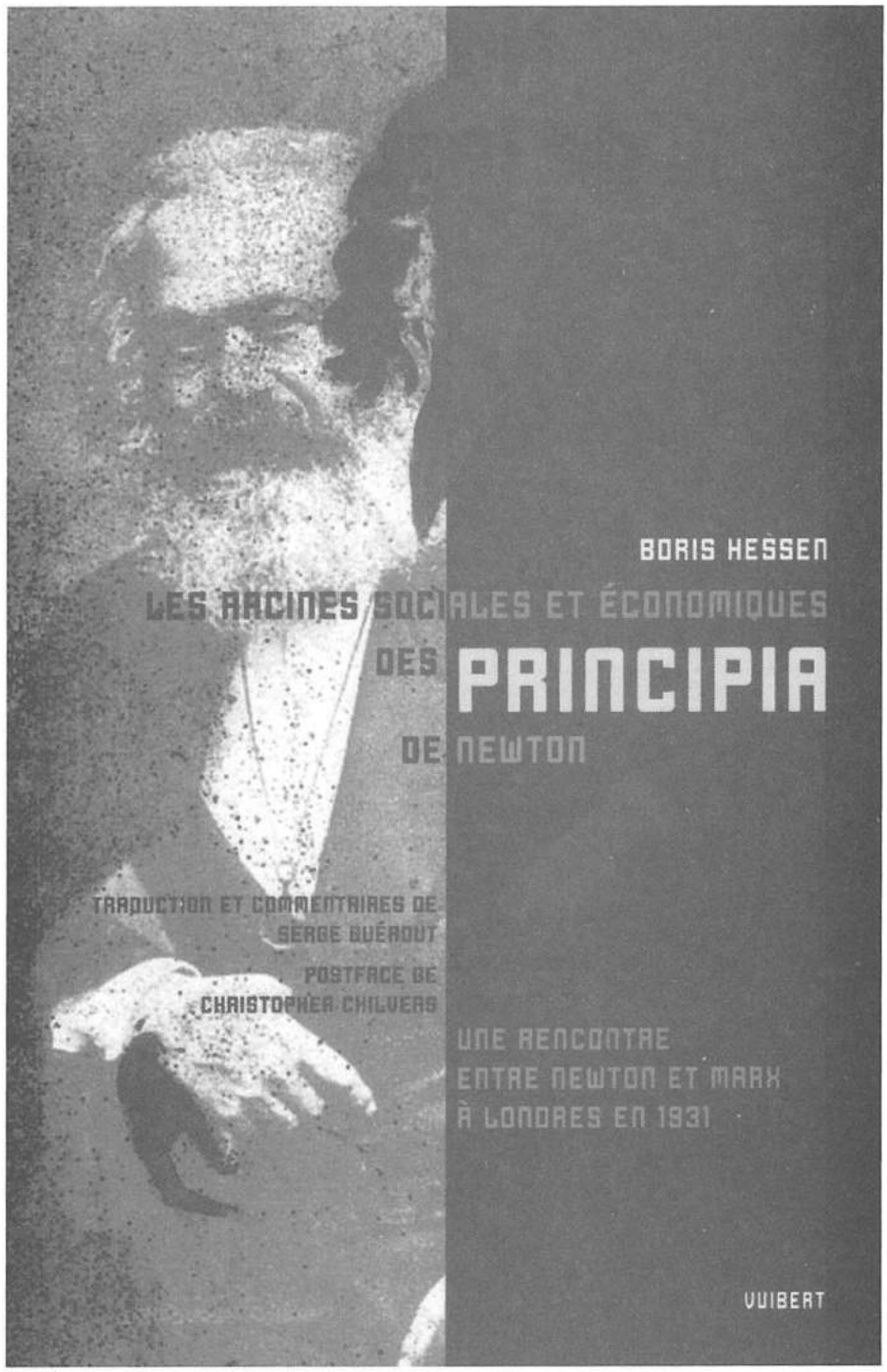
Pour célébrer l'anniversaire du grand homme, le 25 septembre, l'opéra de Syktyvkar, dans le Grand Nord russe, avait programmé un de ses ballets, *Balda* ("Le Serin"), inspiré d'un texte de Pouchkine. Dans ce *"Conte d'un pope et de son serviteur"*, on voit un pope se faire rouler par son employé. *"Le temps est venu pour l'Eglise de s'exprimer sur l'image très négative du prêtre orthodoxe présentée dans ce poème"*, a indiqué à l'AFP un porte-parole du patriarcat de Moscou. Et l'Eglise orthodoxe russe de se réjouir d'avoir obtenu de la direction de l'opéra que seuls soient montrés des passages du ballet où ne figure pas le pope. Un spectacle amputé et censuré en guise de cadeau d'anniversaire !

Quand on pense que Chostakovitch a vécu la peur au ventre sa vie durant à cause de la tyrannie soviétique, on est ébahi d'apprendre que, cette fois-ci, la haine et la censure proviennent d'une institution qui avait eu, elle aussi, maille à partir avec le régime. Mais déjà, en 1840, l'Eglise avait obtenu que le conte de Pouchkine soit censuré : pour qu'il soit publié, le pope avait été remplacé par un marchand. Le texte n'est paru dans sa version originale qu'en 1882 et fut plus tard chaleureusement accueilli par les Soviétiques...

A l'Eglise orthodoxe russe, nous conseillons de se pencher avec un peu plus de vigilance sur les œuvres hautement révoltantes que sont, par exemple, *Boris Godounov*, de Moussorgski, *Le Nez*, du même Chostakovitch, *Les Fiançailles au couvent*, de Prokofiev, toute la littérature, le théâtre et la poésie russes : le pope ivre, le pope cocu, le pope adultère, le pope sale, le pope avare, le pope chafouin, le pope voleur sont des "figures" littéraires aussi vieilles que celle de notre moine paillard. L'obscurantisme, c'est l'ignorance.

Nathalie Krafft,
rédactrice en chef

Notes de lecture


BORIS HESSEN
LES RACINES SOCIALES ET ÉCONOMIQUES
DES
PRINCIPIA
DE NEWTON
TRADUCTION ET COMMENTAIRES DE
SERGE BUÉROUT
POSTFACE DE
CHRISTOPHER CHILVERS
UNE RENCONTRE
ENTRE NEWTON ET MARX
À LONDRES EN 1931
VUIBERT

Guy Mollet

FRANÇOIS Lafon, universitaire, publie chez Fayard un très gros ouvrage consacré à Guy Mollet. J'appartiens à une génération qui non seulement n'éprouve aucun enthousiasme pour le personnage, et qui ne peut s'empêcher de faire la liaison avec les pouvoirs spéciaux et la guerre en Algérie, Suez et le ralliement à la Ve République gaulliste. Et pourtant, le livre est d'un intérêt incontestable. Il n'est ni une apologie ni une mise au pilori du personnage, parfois un essai de justification d'une politique contestée. En suivant son parcours politique, il nous plonge non seulement dans l'histoire de la SFIO, mais dans la confrontation de la classe ouvrière aux principaux événements de l'histoire elle-même.

Il n'est pas question, dans cette note de lecture, ni de faire un résumé ni de faire une critique politique des aspects abordés, mais de mettre en avant quelques sujets, qui ont marqué cinquante ans d'histoire, tirés d'un livre de 900 pages, monumental travail d'historien.

La SFIO : un grand parti socialiste ouvrier

Rappelons que Guy Mollet est né l'année où se constitue la SFIO, qui, en rassemblant les différentes organisations socialistes, donne une représentation politique à la classe ouvrière française. Le parcours politique de Guy Mollet n'est rien d'autre que suivre la vie d'un parti ouvrier, réformiste ou social-démocrate, certes, mais un parti ouvrier. Pour ne donner qu'un exemple, en 1945, la SFIO recueillait 25 % des suffrages, sensiblement autant que les communistes, et dirigeait 4 115 municipalités, contre 1 413 au PCF, avec une implantation traditionnelle dans le Nord et le Pas-de-Calais, mais aussi dans plusieurs départements industriels et dans la "ceinture rouge" de Paris : Bondy, Puteaux, Clichy, Châtenay-Malabry, Suresnes, etc.

Suivre Guy Mollet, secrétaire général de la SFIO, c'est se plonger dans cette période proche et un peu oubliée de la IVe République, dont l'importance historique est pourtant considérable. L'immédiat après-guerre, c'est le tripartisme (gouvernement MRP-chrétiens-démocrates, PCF et SFIO), suivi par le plan Marshall et la "guerre froide", la mort de Staline et la "coexistence pacifique", les guerres coloniales, mais aussi la Communauté européenne et l'avènement du gaullisme en France.

Pour respecter la chronologie, revenir à l'entre-deux-guerres est particulièrement instructif. Mollet commence en 1924 avec la politique et le syndicalisme, au moment où la SFIO, exsangue après le Congrès de Tours et la scission, redevient le parti prépondérant dans la classe ouvrière.

Les efforts de Lénine et de Trotsky n'ont pas suffi à la construction d'un véritable parti communiste en France, la "bolchevisation" de Treint va préparer à la stalinisation. La SFIO, elle, va progresser, et, pour beaucoup de militants,

rester un grand parti marxiste. Les débats internes ne sont pas secondaires, les vieux clivages entre jaurèsistes et guesdistes sont toujours vivants, la référence au marxisme reste une constance. Le pacifisme des "centristes" (Longuet, Paul Faure) un courant important.

Il se constitue dans le Parti socialiste une tendance, "La Bataille socialiste", qui se réfère au marxisme, à l'unité ouvrière et au pacifisme des centristes de la guerre de 1914-1918. Mollet rejoint cette tendance, il se réclame donc du marxisme, et il sera attiré ensuite par le pacifisme intégral, et son maître à penser sera Ludovic Zoretti. Celui-ci, professeur, secrétaire de la fédération de l'enseignement CGT, glissera ensuite vers l'antisémitisme, puis vers la collaboration avec le Rassemblement national populaire de Marcel Déat, où il retrouvera d'autres anciens SFIO.

Il est curieux de constater que les hommes de cette tendance "La Bataille socialiste", défenseurs du guesdisme, ont eu des cheminements diversifiés. Marceau Pivert rompit sur la question de la défense nationale et créa la "Gauche révolutionnaire", Albertini et Zoretti sont devenus supplétifs du nazisme, et le leader Jean Zyromski est devenu sénateur du PCF après-guerre. Mollet n'a pas suivi leur chemin ; il se créa, non sans mal, un passé de résistant.

1940 et Vichy font exploser le parti, la majorité des députés SFIO, élus du Front populaire, ont en juin 1940 voté les pleins pouvoirs à Pétain.

Au-delà de ces évolutions individuelles, on peut s'interroger sur les raisons et le cheminement de militants qui sont passés du marxisme au pacifisme, pour ensuite devenir, pour certains, collaborateurs et admirateurs du national-socialisme. L'anticommunisme est chez ces hommes une préoccupation constante.

Nous retrouverons certains d'entre eux, dont Albertini, au bulletin *Est et Ouest* (1), financé par la CIA et remarquablement informé sur l'URSS et les pays de l'Est. Albertini sera d'ailleurs un conseiller occulte du Parti socialiste lorsque celui-ci ira en 1956 à Moscou. Ces hommes sont, en fait, passés de l'antistalinisme à l'anticommunisme. En d'autres termes, le stalinisme les a déboussolés dans une période où ils ne comprenaient pas le processus de dégénérescence de l'URSS (*La Révolution trahie* de Trotsky date de 1936).

1945 : le combat pour un parti ouvrier indépendant

La continuité chronologique nous amène à la Libération et à la reconstructions du parti socialiste SFIO. En 1945, le parti, qui s'est reconstitué dans la clandestinité, est dirigé par Daniel Mayer, proche de Léon Blum. On retrouve vite les clivages politiques d'avant-guerre.

Mais les questions qui se posent alors sont capitales. Il y a d'abord cette tentative du Parti communiste de fusion avec le Parti socialiste, de créer un grand "parti ouvrier français", proposition qui trouve des partisans à la direction de la SFIO. Il y a ensuite la question du "travaillisme". Il s'agit, en fait, de fusionner avec les membres "progressistes" de la démocratie chrétienne et des forces non socialistes issue de la Résistance. Défendre cette position revient à faire perdre au Parti socialiste son rôle de parti de la classe ouvrière.

Un parti de classe indépendant, fut-il réformiste, est d'une importance capitale. En 1945, après l'unité nationale sous l'égide de De Gaulle, c'est le "tripartisme", dont la SFIO est partie prenante dans un gouvernement qui se trouve face à une situation sociale difficile ; sur ce point aussi, l'indépendance et la non-participation se posent. C'est sur la base de l'indépendance de la SFIO que Guy Mollet va prendre la direction du parti. Tout le monde qualifiera l'élimination de Daniel Mayer, partisan du travaillisme, de victoire de la "gauche du parti". L'auteur de l'ouvrage revient très longuement sur le rôle capital d'un jeune militant secrétaire du groupe parlementaire,

(1) Consultable au CERMTRI.

un militant peu connu du grand public, qui avait rompu avec le PCF au moment de la révolution espagnole étranglée par le stalinisme : Yves Dechezelles. L'auteur de l'ouvrage indique que *"Robert Verdier, pourtant mesuré dans ses témoignages, n'hésita pas à affirmer que sans Yves Dechezelles, Guy Mollet n'aurait jamais accédé au secrétariat général de la SFIO"*.

Yves Dechezelles avait, avec Jean Rous, venu du trotskysme, André Ferrat, ancien représentant du PCF à la IIIe Internationale, Léon Boutbien, Pierre Rimbert et d'autres, regroupé un véritable courant autour de la revue *La Pensée socialiste* (2). Le combat qu'il menait au sein du parti est un véritable combat théorique et pratique. Interrogé par l'auteur pour rédiger son ouvrage, Yves Dechezelles déclarait :

"Incontestablement, les questions de doctrine étaient fondamentales pour nous. Lorsque je dis nous, je pense bien évidemment à Jean Rous, à Pierre Rimbert... Je pense aux pivertistes, qui avaient une longue tradition d'opposants. Sans compter des camarades de province comme Victor Fay, dans le Rhône... Il est clair que, par rapport à ces problèmes, le personnage de Mollet est assez complexe. Les problèmes de doctrine ne sont pas à la base de son engagement... Alors, pourquoi l'avons-nous choisi ? Il est dommage que l'on ne dispose pas des comptes rendus des débats de groupe à la Constituante, car on se rendrait compte à la lecture que Guy Mollet se dégageait de lui-même. Qu'il ait été plus intéressé par la tactique que par les problèmes de fond, c'est certain. Mais il n'est pas possible de dissocier la tactique — notamment la question des alliances du parti — et la doctrine..."

L'importance de la grève chez Renault en avril-mai 1947

L'étape suivante est tout aussi importante. Un événement va modifier la situation en France, et, pour citer l'auteur, *"bien loin de la guerre d'Indochine, de la menace gaulliste, de l'insurrection à Madagascar et de l'éviction des ministres communistes en Belgique et Italie, le 25 avril 1947, 1 500 ouvriers des ateliers des engrenages et des boîtes de vitesse des usines Renault à Billancourt se mirent spontanément en grève, sur le très simple mot d'ordre de 10 francs de salaire horaire. Le mouvement fit rapidement tache d'huile et, le 29 avril, 20 000 ouvriers cessèrent le travail."* Immédiatement, la direction de la CGT, qui n'était pour rien dans le déclenchement, et *L'Humanité* dénoncent l'action des *"provocateurs hitléro-trotskystes à la solde de De Gaulle"*.

Quelques jours plus tard, la direction du PCF, soucieuse de reprendre en main la plus grosse usine du pays, se rallie aux revendications des ouvriers en grève. Cette attitude va servir de prétexte à Paul Ramadier, président du Conseil SFIO, pour chasser les ministres communistes et mettre fin au "tripartisme". Or les Jeunesses socialistes et leur organe *Le Drapeau rouge* (3) prennent fait et cause pour les grévistes dès le début du mouvement. Ils vont même à Billancourt prêter leur sono et soutenir les grévistes, alors que les responsables cégétiste essaient de les faire taire. Il se trouve que le groupe socialiste d'entreprise (GSE) de Renault estime justes les revendications ouvrières, ce qui amène l'ancien secrétaire général et ministre Daniel Mayer à condamner les militants SFIO de Renault et à déclarer : *"Les gens qui ont été courageux sont les communistes, qui sont restés fidèles à l'engagement intervenu entre la centrale syndicale et le gouvernement."*

Mollet hésite, mais la solidarité gouvernementale est plus forte : les Jeunesses, qui revendiquent alors plus de 12 000 cotisants, sont désavouées, un processus d'exclusion est entamé. Dechezelles défend sans condition les positions des Jeunesses, accusées de trotskysme. C'est le prélude à sa rupture, qui viendra peu de temps après sur la politique indochinoise de la SFIO, politique

(2) N° 1 au n° 18 (1945 à novembre 1947) au CERMTRI.
(3) Consultables au CERMTRI.

de défense du colonialisme et de la guerre qui sévit.

Guerre froide et troisième force

Une autre époque s'ouvre. 1947, c'est le plan Marshall, la reconstruction de l'Europe occidentale sous le contrôle de l'impérialisme américain. En fait, la guerre froide est commencée, les conséquences en France sont immédiates. La SFIO, coincée entre le gaullisme (le césarisme, pour reprendre son langage) et le stalinisme, va inventer la "troisième force". Celle-ci n'est rien d'autre qu'une coalition gouvernementale permanente avec la démocratie-chrétienne et le RGR (radicaux et UDSR de Pléven-Mitterrand). La SFIO va y perdre son âme, les débats théoriques vont faire place aux manœuvres d'alliances gouvernementales et d'équilibre parlementaires. L'Europe des six va servir les intérêts américains contre le COMECOM, qui, depuis 1949, fait face au plan Marshall. Les quelques réticences d'une base encore laïque contre "l'Europe vaticane et réactionnaire" ne vont pas peser lourd, et la crise parlementaire sur la Communauté européenne de défense (CED) est un épiphénomène qui ne remet pas en cause la ligne du parti ; en fait, ce sont les guerres coloniales qui vont modifier les données internes au parti.

Peut-on parler de débats, de courants ou de tendances dans cette période ? Des oppositions ponctuelles nombreuses, à géométrie variable, il ne reste en fait que Marceau Pivert, qui lui aussi, après Dechezelles, a rompu avec le secrétaire général sans quitter la SFIO.

Il continue à publier un petit journal, où il s'efforce de faire revivre ce qu'avait été la "Gauche révolutionnaire" avant-guerre.

Ce bulletin, *Correspondance socialiste internationale* (4), modeste, reste néanmoins un pôle de résistance incontestable à la dérive réactionnaire du parti, notamment sur la politique algérienne.

La guerre d'Algérie et la Ve République

La suite est connue : la campagne pour la paix en Algérie aux élections législatives du 2 janvier 1956, la victoire, certes limitée, du "front républicain", qui comprend la SFIO, les mendessistes, mais aussi les républicains sociaux de Chaban-Delmas, porte Guy Mollet à la présidence du Conseil. Le PCF vote l'investiture comme il votera les pouvoirs spéciaux de guerre à outrance et l'envoi du contingent en Algérie quelques semaines plus tard. Le processus de la "sale guerre" commencée 14 mois avant devient irrémédiable. Les conséquences sur la vie démocratique sont importantes. Les perquisitions, les arrestations, la saisie de journaux deviennent une pratique gouvernementale. *La Vérité*, entre autres, modeste hebdomadaire trotskyste, est saisie de nombreuses fois en 1956 et 1957, ses responsables traduits devant le tribunal militaire.

Bien entendu, la place historique de l'année 1956 est détaillée sous tous ses angles : l'Algérie et les pleins pouvoirs à Lacoste et aux militaire, l'expédition de Suez, mais aussi la publication du rapport de Khrouchtchev, les révolutions polonaise et hongroise, et le voyage à Moscou des dirigeants de la SFIO.

Guy Mollet est mis en minorité à l'Assemblée nationale sur sa politique sociale, jugée trop "à gauche" !

En octobre 1957, il quitte la présidence du Conseil, la guerre d'Algérie continue et le 13 mai 1958 arrive. Mollet est de ceux qui vont chercher de Gaulle et place la SFIO *"à l'avant-garde de la Ve République"*. Ce jour-là, la SFIO agonise. Les aléas qui suivent ne sont que des manœuvres parlementaires dans une Constitution qui ne le permet pas.

La tentative de création d'un Parti socialiste autonome (PSA) (5) en septembre 1958, où se retrouvent côte à côte blumistes et pivertistes (pas tous), peut,

(4) Collection complète au CERMTRI.
(5) Archives importantes disponibles au CERMTRI, dont la collection de *La Tribune*, journal interne précédant la scission du PSA.

un moment donné, faire espérer la reconstruction d'un parti socialiste indépendant (réformiste, mais élément de la classe ouvrière). Après avoir intégré Mendès France, il finira dans un Parti socialiste unifié (PSU) avec les chrétiens "de gauche" et sera historiquement de courte durée.

Les pages qui suivent sur la fin de carrière de Guy Mollet n'ont plus le même intérêt. En 1969, Defferre, candidat SFIO à la présidence de la République, obtient 5 % des voix. Le Parti socialiste SFIO de 1905, du Front populaire, de l'après-guerre et de ses 25 % d'électeurs n'existe plus.

Le ralliement à la Ve République lui a coûté la vie.

Pirre Levasseur

Karl Marx : le Christophe Colomb du Capital (1)

VOILÀ un titre alléchant dans une collection qui s'intitule Voyager avec... Nous nous attendons à un tour du monde, ou pour le moins un périple dans les pays du XIXe siècle. En effet, Marx a écrit sur tous les continents, il a analysé les événements de tous les pays, aucun n'est absent de ses travaux. Mais, comme nous le précise la présentation de l'ouvrage, *"Marx n'a rien d'un touriste. Les paysages ne retiennent guère son attention, les individus qu'il croise pas davantage."*

Certes, le *"Christophe Colomb du* Capital" voyage. Après avoir quitté sa Prusse natale en 1843, il est expulsé de Bruxelles, puis de Paris, avant de se fixer à Londres. Les nombreux voyages qu'il effectue ensuite pendant près de 35 ans obéissent à des impératifs financiers, familiaux ou médicaux. Il n'y a rien de bien attrayant dans ce genre de déplacements. Peut-être est-ce le chapitre VIII de l'ouvrage, intitulé *"Voyages en salle"*, qui caractérise le mieux la nature des vrais déplacements de Marx. Des années durant, il a arpenté les salles du British Museum. A partir de 1850, il dévore une masse énorme d'ouvrages et résume des pages entières dans des cahiers de notes conservés à l'Institut international d'histoire sociale d'Amsterdam. On y trouve des études monétaires, économiques, sociales, commerciales, historiques, agricoles, technologiques, scientifiques, des vers espagnols, anglais, français, allemands, latins... Un voyageur extraordinaire avec un horizon toujours repoussé.

Les textes choisis par Jean-Jacques Marie nous entraînent dans les aléas de sa vie personnelle, une vie pas souvent réjouissante, des réflexions pas toujours tendres pour ceux qui l'entourent, un moral dans la vie quotidienne pas toujours au beau fixe, comme le mauvais temps qui le poursuit quand il souhaite trouver le soleil dans le Midi de la France ou en Algérie... La santé de Marx est toujours aléatoire, il est vrai que son médecin n'hésite pas à lui prescrire *"trois ou quatre verres de porto et une demi-bouteille de Bordeaux par jour pour récupérer l'énergie perdue"*. Et lui-même, un moment conscient de sa situation médicale, renonce à la bière et demande à son ami Engels de lui envoyer une caisse de Bordeaux. Il n'est pas certain que la médecine du XIXe siècle ait répondu exactement aux soins dont avait besoin Marx !

(1) Textes présentés par Jean-Jacques Marie. Collection Voyager avec... Editions La Quinzaine littéraire-Louis Vuitton.

Bien entendu, Engels est, dans tous les cas, son correspondant et son confident. Contrairement à Marx, Engels ne reste pas indifférent aux paysages. Après 1848, il quitte Paris pour la Suisse et s'arrête en Bourgogne, où il est subjugué : *"La république rouge d'Auxerre, parfaitement innocente, célébrait seulement les vendanges bourguignonnes, et les buveurs de sang qui consommaient le produit le plus noble de cette république rouge avec un grand plaisir n'étaient autres que messieurs les respectables républicains eux-mêmes, les grands et petits bourgeois de Paris..."*

Il n'hésite devant aucun superlatif pour célébrer *"le charme particulier de ces paysages français, qui ne se distinguent que par des contours particulièrement extraordinaires"*. Après l'exaltation bourguignonne devant les paysages, le vin et les femmes, la douce France semble se terminer à Vermenton, petite bourgade au sud d'Auxerre. Engels perd visiblement l'envie de raconter la suite de son voyage, nous commente Jean-Jacques Marie, mais ceux qui connaissent la région d'Auxerre et les vignes qui l'entourent (Chablis, Irancy, Coulanges-la-Vineuse, etc.) peuvent parfaitement comprendre qu'Engels est pleinement satisfait et que la suite du voyage n'ait pas revêtu le même charme.

Les descriptions de ce que peut voir Engels, celles des quartiers pauvres de Manchester sont, dans un autre genre, aussi, remarquables que celle de l'Yonne. Marx, lui aussi, décrit avec force détails poignants les écoles de tricot anglaises où s'entassent les enfants à partir de cinq ans, ou encore des épisodes de la guerre de Sécession. C'est le résultat de son travail de recherche de ce *"voyage grandiose à travers l'histoire universelle"*.

Il s'agit bien d'un livre de voyages. A travers citations, anecdotes et problèmes fondamentaux de la lutte des classes et du socialisme, il s'agit bien de ce voyage grandiose de la transformation de la société pour laquelle Marx et Engels ont passé leur vie.

Pierre Levasseur

La dernière vague de la révolution avant la guerre mondiale (1)

LA guerre d'Espagne est sans doute l'un des grands événements de l'histoire du XXe siècle les plus systématiquement défigurés par l'histoire officielle et officieuse et les médias, parce qu'il s'agit d'une guerre civile, c'est-à-dire d'abord d'une guerre sociale et politique. Antony Beevor, auteur de deux récits de grandes batailles, déjà classiques : *Stalingrad* et *La Chute de Berlin*, en passant à la guerre d'Espagne, s'attaque à une entreprise d'une autre nature et d'une autre envergure. Puisqu'il s'agit d'une guerre civile et non d'une suite d'opérations militaires, il importe en effet d'en dégager les origines et les enjeux en retrouvant leur réalité sous les grandes phrases, le camouflage et la propagande.

Ainsi, l'un de ses historiens espagnols les plus connus, Pio Moa, a-t-il pu sans effort d'imagination excessif intituler l'un de ses ouvrages *Los mitos de la guerra civil*. Ce qui n'empêche nullement l'auteur de fabriquer sa propre mythologie. Un journaliste d'*El Pais* résumait en effet ainsi la thèse de ce dernier : *"Pour le dire avec les mots de Moa, les*

(1) Antony Beevor : *La Guerre d'Espagne*, traduit de l'anglais par Jean-Français Sené, septembre 2006, Calmann-Lévy, 680 pages, 26,50 euros.

guerres civiles qui ont déchiré l'Espagne au cours des XIXe et XXe siècles sont dues en grande partie à l'irruption de partis révolutionnaires jacobins, puis ouvriéristes." En un mot, c'est la faute de la Révolution française (sans elle, pas de jacobins !) et du capitalisme (sans lui, pas d'ouvriers, et, sans ces derniers, pas de partis dits ouvriéristes !)...

Antony Beevor évite quelques-uns des écueils des propagandes intéressées. Il souligne le rôle profondément réactionnaire du clergé espagnol attaché à ses privilèges matériels rognés par la république proclamée en 1931 et aux subventions de l'Etat. Les canonisations massives de prêtres espagnols effectuées par le Vatican (et surtout par Jean-Paul II) au cours des dernières décennies suffiraient à rappeler ce rôle décisif. Il rappelle qu'à la suite de la libération des quelque 30 000 prisonniers politiques entassés dans les prisons de l'Etat bourgeois et les manifestations de joie qu'elle entraîna, l'Eglise espagnole, bouleversée par cette nouvelle, réagit en déclarant que les ennemis du catholicisme, *"sous l'influence et sous la conduite du complot judéo-maçonnique mondial, nous ont déclaré la guerre à outrance"*. C'est le langage des nazis. Voilà qui mérite bien un flot de béatifications.

Il rappelle qu'en Catalogne et en Aragon, la dislocation de l'Etat a laissé le pouvoir aux comités révolutionnaires, que le Parti communiste, soutenu par toutes les autres formations, dont la CNT et le POUM, s'est attaché à brider, puis à liquider au nom de la reconstruction de l'Etat républicain : *"Le comité central des milices contrôlait littéralement tout, depuis la sécurité et les services essentiels jusqu'aux questions sociales ; la Generalitat n'était qu'un gouvernement fantôme ou plutôt en* attente, *un objet purement théorique"* (p. 162). Mais l'une des tragédies de la révolution est que le fantôme allait ressusciter au détriment des organismes réellement populaires.

Beevor, au passage, écorne plusieurs légendes, dont celle de Malraux, avec lequel il se montre impitoyable. S'appuyant sur des rapports d'officiers soviétiques au service de la république, il affirme que Malraux *"créa l'escadrille Espana avec une équipe de mercenaires payés par le gouvernement républicain"*. Certes, ajoute-t-il, les appareils de son escadrille étaient obsolètes, *"mais cela n'empêcha pas Malraux de soutirer des salaires exorbitants pour très peu d'engagements réels. La république,* écrit-il, *qui méconnaissait le monde trouble des mercenaires et de l'industrie de l'armement, fut la victime de nombreux illusionnistes. Malraux ressort du lot, non pas simplement parce qu'il fit preuve de mythomanie dans ses prétentions à une geste héroïque et guerrière — en Espagne et plus tard dans la Résistance française —, mais parce qu'il exploita avec cynisme les circonstances pour se parer d'un héroïsme intellectuel dans la légende de la république espagnole"* (pp. 207-208).

Il attire l'attention sur des faits trop souvent oubliés ou gommés par les histoires officielles, comme la proposition faite par les indépendantistes marocains d'organiser une insurrection au Maroc espagnol sur les arrières des troupes de Franco en cas d'engagement du gouvernement républicain à accorder l'indépendance au Maroc espagnol. Beevor note : *"La démarche fut rejetée avec colère par Moscou. La dernière chose que Staline voulait faire, c'était provoquer la France, dont le propre protectorat au Maroc aurait pu être menacé, et donner l'impression aux Britanniques que les communistes fomentaient une révolution mondiale"* (p. 227). Une insurrection sur les arrières de Franco au Maroc espagnol aurait pourtant divisé la cavalerie maure engagée par Franco, détourné une partie des forces franquistes et pesé lourd sur le déroulement de la guerre. Mais Staline ferma la porte à cette possibilité au nom d'une alliance militaire contre l'Allemagne hitlérienne avec la France et l'Angleterre coloniales et colonialistes. Mais Chamberlain voyait en Hitler un défenseur plus solide que Staline de la propriété privée et de l'ordre mondial. Blum, bien entendu, suivit d'autant plus aisément Londres que le programme du Front populaire défendait l'empire colonial français.

Le consul soviétique à Barcelone, Antonov-Ovseenko, voulait répondre favorablement à la demande des indépendantistes marocains, comme le rappelle Antony Beevor, qui cite plusieurs passages des rapports de ce dernier. Cette prise de position et une certaine tendresse pour les anarchistes, dont il prend la défense auprès de l'ambassadeur soviétique en Espagne, vaudront à cet ancien organisateur de la prise du palais d'Hiver à Petrograd en octobre 1917 d'être rappelé à Moscou et fusillé sans autre forme de procès, comme bien d'autres.

Loin de se laisser prendre à la rhétorique stalinienne reprise sous des formes plus ou moins atténuées par nombre d'historiens, il analyse avec précision le Parti communiste espagnol et sa politique au lendemain de l'explosion de la révolution, qui réagit au putsch fasciste :

"Les défenseurs les plus acharnés de la propriété (privée — NDLR) *n'étaient pas, contrairement à ce que l'on aurait pu croire, les républicains libéraux, mais le Parti communiste et sa filiale catalane, le PSUC (...). La Pasionaria et d'autres membres de leur comité central niaient à grands cris que l'Espagne traversât une forme quelconque de révolution et défendaient avec force les hommes d'affaires et les petits propriétaires terriens (...). Cette posture antirévolutionnaire prescrite par Moscou attira les classes moyennes en grand nombre dans les rangs communistes. Même les journaux traditionnalistes de la communauté d'affaires catalane,* La Vanguardia *et le* Noticerio, *louaient le modèle soviétique de discipline"* (p. 166).

Il souligne un peu plus loin que cette politique affichée permit au Parti communiste et à sa filiale, le PSUC, de recruter largement dans la clase moyenne et même chez les partisans inavoués de Franco restés sur le territoire de la république.

Après cette analyse, on comprend mal que Beevor se laisse égarer par l'une des ruses les plus grossières de Staline et des dirigeants du Comintern. Pour convaincre les cadres et les militants communistes qui voyaient dans la guerre civile espagnole l'aube de la révolution, ils leur présentèrent leur politique affichée résumée par Antony Beevor comme une ruse à l'égard des démocraties bourgeoises. Dimitrov, le secrétaire général du Comintern, déclare ainsi aux dirigeants communistes espagnols qu'il est hors de question d'instaurer la dictature du prolétariat : *"Lorsque nos positions seront consolidées, alors, nous pourrons aller plus avant"* (p. 72). Antony Beevor en déduit qu'en s'opposant aux nationalisations et aux socialisations, le Parti communiste et sa filiale catalane, le PSUC, *"suivaient tous deux la ligne du Comintern, qui visait à dissimuler le processus révolutionnaire"* (p. 166). Mais loin de dissimuler ce processus, ils firent tout pour le briser.

Il s'agit là d'une politique internationale dont Antony Beevor ignore certains aspects : ainsi, le 1er août 1936, les communistes italiens exilés à Moscou avaient publié, avec l'accord évident de Moscou, un appel aux *"fascistes italiens de la vieille et de la jeune garde"* à s'unir pour mettre en œuvre ensemble le programme fasciste de 1919, qualifié par eux de programme de paix, de progrès social et de liberté : il s'agissait simplement d'une manœuvre diplomatique du Kremlin pour dissocier Mussolini de Hitler.

La manœuvre était si grossière que ses auteurs (dont Palmiro Togliatti) allaient jusqu'à affirmer qu'en Espagne, la division entre fascistes et antifascistes était artificielle (le texte avait évidemment été rédigé avant le putsch du 17 juillet) ; en France, dès août 1936, Thorez appelle à dépasser le Front populaire pour mettre sur pied un "front français" avec des partis de droite fort réactionnaires s'ils sont prêts à soutenir une alliance militaire de l'URSS et des démocraties.

Ce sont ces exigences de la politique extérieure du Kremlin, camouflées sous le slogan *"La guerre d'abord, la révolution après"*, qui expliquent leur acharnement meurtrier contre les militants du POUM et les militants anarchistes qui n'acceptaient pas l'alignement de leurs dirigeants et de leurs ministres sur cette politique. Camouflage il y a bien, mais vis-à-vis des membres ou sympathisants des Partis communistes, qui, comme les

grévistes de juin 1936 en France, veulent renverser l'ordre du capital, et non vis-à-vis des Chamberlain, des Daladier et des banquiers.

Donnons acte à Antony Beevor qu'il ne reprend pas les rengaines traditionnelles sur le POUM, présenté comme parti trotskyste pour la raison que la propagande stalinienne lui collait cette étiquette, alors qu'il n'appartenait pas à la IVe Internationale et qu'il dénonçait les procès de Moscou comme une mascarade sanglante. Il évoque d'ailleurs plusieurs fois les critiques de Trotsky et de la IVe Internationale à son égard, sans dire d'ailleurs sur quoi elles portent. Sans doute parce qu'il se laisse quelque peu abuser par ce que Lénine appelait avec dédain *"la phrase révolutionnaire"*. Andreu Nin a été un moment conseiller à la Justice du gouvernement de Catalogne. Le NKVD a exigé son renvoi avant de l'arrêter, de le torturer, de l'assassiner et de le salir en prétendant qu'il était réfugié chez Franco ou chez Hitler, tous faits que Beevor rapporte exactement.

Mais il écrit que, lors de la crise politique du gouvernement de Front populaire au printemps 1937, due entre autres au mécontentement des ouvriers et des paysans anarchistes, *"pour Nin, tout ce qui n'était pas révolutionnaire était réactionnaire, raison pour laquelle il méprisait les institutions républicaines"* (p. 366). C'est une erreur : Nin et le POUM soutinrent la dissolution du conseil central des milices au bénéfice de la reconstruction de l'Etat républicain disloqué par l'explosion révolutionnaire qui s'ensuivit. Explosion d'autant plus forte que, Antony Beevor le rappelle, le gouvernement républicain avait d'abord refusé de donner des armes aux ouvriers qui les réclamaient pour résister au soulèvement fasciste, et, par cette passivité due à la crainte de la révolution et confinant au sabotage, livré ainsi plusieurs villes à l'armée de Franco. Il ajoute : *"Le POUM, par fanatisme révolutionnaire, s'était convaincu que le gouvernement du Front populaire fomentait secrètement un complot avec les nationalistes, étrange reflet des soupçons staliniens"* (p. 366). Jamais les responsables du POUM n'ont porté pareille accusation contre le gouvernement de Largo Caballero. En revanche, une telle entreprise fut bien montée plus tard à Madrid et aboutit en mars 1939 au coup d'Etat du colonel Casado, dont Beevor donne un récit extrêmement détaillé : le colonel Casado négocia en effet à la fois avec les émissaires de Franco et le chargé d'affaires britannique, dont les intérêts étaient en effet identiques...

Marc Teulin

Du Front populaire à la régénération morale [1]

SI Léon Blum a dirigé le Parti socialiste français, la SFIO, de 1920 à 1940, puis de 1944 à 1946, c'est surtout à l'époque de la grève générale de juin 1936 que son nom est rattaché : il a dirigé le gouvernement de Front populaire de juin 1936, au moment où la grève générale atteint son degré le plus élevé et menace les fondements mêmes de l'ordre existant, à juin 1937, avant de devenir vice-président du Conseil du gouvernement Chautemps, qui lui succède, de tenter vainement de constituer un gouvernement d'union nationale sans rivage à droite (incluant le Parti communiste avec l'accord garanti de ses dirigeants) et de revenir brièvement à la tête d'un éphémère gouvernement de Front populaire agonisant en mars 1938.

Devant les juges pétainistes de Riom, en 1942, Léon Blum a présenté son rôle à cette époque en termes très clairs. Face à la vague de grève générale, *"la panique, la terreur étaient générales (...). On ne demandait qu'une chose aux Chambres : aller vite, voter vite, afin de liquider cette situation redoutable, que j'ai qualifiée non pas de révolutionnaire, mais de quasi-révolutionnaire, et qui l'était en effet (...). A ce moment-là, dans la bourgeoisie et en particulier dans le monde patronal, on me considérait, on m'attendait comme un sauveur. Les circonstances étaient si angoissantes, on était si près de quelque chose qui ressemblait à la guerre civile qu'on n'espérait plus que dans une sorte d'intervention providentielle : je veux dire l'arrivée au pouvoir d'un homme auquel on attribuait sur la classe ouvrière un pouvoir suffisant de persuasion, un ascendant suffisant pour qu'il lui fît entendre raison et qu'il la décidât à ne pas abuser de sa force."* En un mot, un homme qui arrête la grève générale au prix de mesures sociales que toute l'Assemblée nationale, paniquée, vote en masse, droite et même extrême droite comprises : le texte instaurant les congés payés est voté par 563 voix contre 1 (une !), celui sur les conventions collectives par 571 voix contre 5. L'ultra-réactionnaire Sénat vote les congés payés par 295 voix contre 2 et les conventions collectives par 279 voix contre 5. Il vote même les 40 heures hebdomadaires à une très confortable majorité de 182 voix pour contre 64. La peur est excellente conseillère...

Dans son dernier livre, *A l'échelle humaine*, Blum se donne comme mérite d'avoir en juin 1936 évité *"une révolution, sanglante"*. Mais pourquoi "sanglante" ? Les ouvriers en grève générale qui occupaient les usines ne réclamaient pas de sang. Cette révolution n'aurait pu être "sanglante" que dans la mesure où la petite minorité des capitalistes et de leurs soutiens n'auraient pas voulu accepter la volonté de la majorité d'empiéter sur la propriété privée des moyens de production... Blum a choisi de défendre — avec Thorez — les intérêts de cette minorité contre le mouvement de la grève générale.

Mais une fois que les efforts conjoints de la SFIO à la tête du gouvernement et du Parti communiste français, qui le soutient de l'extérieur, auront fait refluer la grève générale, la bourgeoisie remerciera son sauveur.

Pour pouvoir jouer ce rôle, Blum a d'abord dû se présenter comme un fidèle

(1) Serge Bernstein : *Léon Blum*, Paris, Fayard, 2006, 836 pages, 30 euros.

continuateur de la tradition socialiste, voire de son aile gauche guesdiste. Avant même la scission de la SFIO en 1920, qui donnera naissance au Parti communiste, il se présente comme le défenseur de la tradition socialiste au point de se prononcer en faveur de la dictature du prolétariat. Ainsi, dans un discours d'avril 1919, en affirme-t-il la nécessité en expliquant : *"Lorsqu'un régime nouveau a renversé le régime existant, ce mouvement est condamné d'avance à l'échec s'il s'en remet immédiatement, pour se justifier et les légitimer, aux institutions du régime politique, économique ou social qu'il vient d'abolir."* Serge Bernstein affirme que cette *"lénifiante dictature est sans rapport, même lointain, avec les pratiques du communisme de guerre instituées par Lénine en Russie"*. Certes, mais surtout en ce qu'il importe de distinguer un discours théorique évoquant un futur considéré par Léon Blum comme lointain, voire indéfini, et la réalité d'une guerre civile immédiate sanglante et sans pardon. Cela étant, pour maintenir ce qu'il appelle *"la vieille maison"* face à la scission qui emporte un moment les trois quarts de la SFIO, Léon Blum adopte une position théorique d'allure marxiste.

Il juge d'ailleurs nécessaire de réitérer cette prise de position en juillet 1935, au lendemain de la signature du pacte d'unité d'action entre le Parti communiste et le Parti socialiste : *"Tout parti prolétarien a pour objet la conquête révolutionnaire du pouvoir, comportant la destruction des cadres politiques de la société capitaliste et la dictature temporaire du prolétariat."* Mais en même temps, il élabore une très subtile distinction entre conquête du pouvoir, exercice du pouvoir et occupation du pouvoir, qu'il définit ainsi dans un passage cité par Serge Bernstein : *"Le prolétariat peut être conduit à l'occupation du pouvoir non pas à titre destructif et constructif comme dans la conquête du pouvoir, non pas à titre transitoire et préparatoire comme dans l'exercice, mais à titre purement défensif et préventif."*

Bref, on peut occuper le pouvoir sans l'exercer, et aussi l'exercer sans vouloir le conquérir... Quelle est l'utilité de ces distinctions d'apparence au premier regard byzantines ? Juin 36 l'explicitera : porté au pouvoir par une victoire électorale sur un programme qui prévoit au maximum la nationalisation de quelques usines d'armement et sur la crête d'une grève générale massive, Léon Blum exercera le pouvoir, mais fera tout pour ne pas le conquérir.

Des socialistes très nationaux

Avant cela, Léon Blum est confronté dès 1929 à la montée dans la SFIO des "néo-socialistes", dirigés par Marcel Déat et Marquet, et auxquels se rattachent la majorité des députés socialistes, avides de participer aux gouvernements radicaux. Serge Bernstein, qui juge cette aspiration parfaitement légitime, souligne pourtant : *"Pour les néos, la voie fasciste constitue un itinéraire possible d'instauration du socialisme, à condition toutefois d'y maintenir la liberté et le système parlementaire."* Mélange impossible, sauf avec une chambre ne comportant que des députés d'un parti unique. C'est pourquoi, logiquement, l'idéologue des néos, Marcel Deat, se ralliera aux nazis en 1940. Léon Blum avait fort justement écrit au lendemain du congrès de la SFIO de juillet 1933, où les néos avait proclamé leur slogan *"Ordre, autorité, nation !"*, qu'au cours de ce dernier, *"le manifeste d'un parti socialiste national — pour ne pas dire national-socialiste — vient d'être défini avec éclat"* : or Bernstein évoque un peu plus loin, lors de la formation du Front populaire impulsée par le Kremlin désireux de tout subordonner à la perspective d'une alliance militaire avec les démocraties occidentales face au danger de guerre allemand, *"une stratégie communiste de débordement à droite de la SFIO (...). Par une étrange ironie de l'histoire, ce sont les communistes qui imposent à Léon Blum et aux socialistes la stratégie préconisée un an plus tôt par Déat et ses amis, et qui leur a valu l'exclusion pour trahison de l'identité socia-*

liste." Le débordement ira très loin à droite, puisque, dès le 6 août 1936, Thorez proposera de passer du Front populaire au Front français avec les partis de droite, et, en particulier, les très réactionnaires Croix-de-Feu du colonel de La Rocque... Dans les discussions qui débouchent sur le formation du Front populaire, la délégation du Parti communiste français soutient les radicaux dans leur refus de toute nationalisation (sauf celle de quelques rares usines d'armement, dont les patrons seront très largement indemnisés).

80 opposants ou 4 ?

La défaite militaire et le ralliement de la majorité des dirigeants socialistes à Pétain isolent un long moment Léon Blum de la plupart de ses anciens camarades à la tête de la SFIO. Serge Bernstein traite longuement des épisodes des 9 et 10 juillet 1940 à Vichy, qui voient le ralliement de cette majorité. A cette occasion, il évoque les "80 opposants", dont 36 députés socialistes — parmi lesquels Léon Blum —, qui ont voté contre le projet Laval liquidant la république. C'est la manière habituelle d'écrire cette histoire qui fait de ces 80 (dont l'un sera d'ailleurs nommé au Conseil national de Pétain) les héroïques défenseurs de la république assassinée. Or le 9 juillet, l'Assemblée a voté par 624 voix contre 4 seulement (un unique socialiste, Bondi) le texte de Laval affirmant que *"les lois constitutionnelles doivent être révisées"*.

Vincent Auriol, dans ses souvenirs, affirme que tous les parlementaires socialistes présents lors de la réunion de leur groupe s'affirment prêts à soutenir le lendemain un texte dit Taurines, qui affirme indispensable de suspendre la Constitution jusqu'à la signature de la paix, d'accorder au maréchal Pétain *"pleins pouvoir de prendre par décret toutes les mesures qu'il jugera nécessaires et de préparer les bases d'une Constitution nouvelle"* ! Seul — modeste ! — hic, ce texte précisait — ce que Laval, ivre de son nouveau pouvoir, refusa — que cette révision devait se faire *"en collaboration avec les commissions compétentes"*. Voir dans cet additif à un texte accordant les pleins pouvoirs à Pétain une vigoureuse défense de la République paraît quelque peu exagéré.

Lors de la séance de l'Assemblée nationale du 10 juillet, lors du vote du texte Laval, aucun socialiste ne prend la parole. Léon Blum expliquera son silence de façon assez vraisemblable. Sa prise de parole aurait déchaîné, écrit-il, un tumulte d'insultes, auquel se seraient associés au moins passivement *"la très grande majorité"*, dit-il, des parlementaires socialistes. Et il ajoute : *"Je ne voulais pas offrir le spectacle public de ce reniement. C'est là seulement ce qui me paralysa, ce qui me cloua la bouche."* Seuls deux radicaux-socialistes essaient de prendre la parole, Margaine et Vincent Badie. Ce dernier veut lire une pétition qu'il a rédigée et qui a recueilli 27 signatures. Le très radical Fernand Bouisson l'agrippe au collet et l'empêche de prendre la parole, pendant que le président de séance, Jeanneney, s'empresse de faire voter le texte de Laval.

Les mystères de la régénération morale

Serge Bernstein insiste à bon droit sur la mutation qu'exprime l'ouvrage que Léon Blum écrit en captivité et publié en 1945, au lendemain de la guerre, sous le titre *A l'échelle humaine*. Léon Blum y développe en effet une pensée essentiellement moralisatrice. Si Juin 36 n'a pas réussi, ce n'est pas seulement pour lui à cause d'une bourgeoisie qu'il juge indigne de son rôle, mais par l'insuffisante moralité de la classe ouvrière : *"La souveraineté implique une supériorité. La moralité de la classe ouvrière pouvait bien être demeurée intacte, mais il aurait fallu par surcroît que sa supériorité morale fût éclatante, et voilà ce qui a manqué. Il a manqué, pour entraîner la nation, une générosité, une magnanimité, une prestance idéale, une évidence de désintéressement et de sacrifice à l'intérêt collectif (...), tout ce par quoi la morale touche à la religion et la propagande à l'apostolat."*

Religion ? Apostolat ? Léon Blum avait une vision moins spiritualiste et plus politique de son rôle en Juin 36 dans les déclarations citées ci-dessus à ses juges pétainistes de Riom, en 1942. Cette position, que Serge Bernstein appelle un *"dépassement du marxisme par l'humanisme"*, amène Léon Blum à rendre un hommage vibrant à l'Eglise catholique et au Vatican, alors pourtant tout occupés à exfiltrer vers l'Amérique latine le maximum possible de tueurs nazis et pro-nazis comme les oustachis croates d'Ante Pavelic. Il voudrait que le poids moral du Vatican permette à ce dernier de régler les litiges entre Etats et affirme : *"Ce rôle conviendrait assurément à une Eglise qui est pacifique par essence, puisqu'elle incarne une religion de paix, et qui l'est aussi par fonction, si je puis dire, puisque sa constitution même est d'ordre international."* Et il ajoute cette remarque que l'histoire ne confirme guère : *"L'influence pontificale s'est toujours exercée et s'exerce encore en faveur d'une paix organique fondée sur la justice, sur l'égalité des peuples et des hommes, sur la sainteté des contrats."*

On comprend que le bruit (faux) ait alors couru que Blum s'était converti au catholicisme, et que Serge Bernstein commente : *"C'est un tout autre socialisme que celui qu'il a professé durant deux décennies qui sort de la réflexion de Léon Blum (...), un socialisme humaniste, spiritualiste, proche de la religion, dont il note d'ailleurs qu'elle poursuit avec le socialisme un parallélisme de direction, une convergence de buts."* De la forme de la propriété (privée ou collective, fondement historique du socialisme), il n'est plus question.

A peine Léon Blum revient-il en France de déportation qu'il enfonce le clou : *"Jamais nous n'attacherons trop d'importance à l'assainissement moral de ce pays."* Et il ajoute, déçu : *"Depuis huit jours que j'ai touché à nouveau le sol de France, j'avoue que je suis plein de déception et de soucis à cet égard."* Et, précise Serge Bernstein, Léon Blum voudrait que le général de Gaulle *"prenne la tête de la croisade vers la régénération morale en communion avec le peuple"*. Ce vocabulaire spiritualiste qui fleure bon l'Union nationale est là plus près du Vatican que de Jaurès...

La troisième force ?

La traduction politique de ce spiritualisme moralisateur sera son appel de novembre 1947 à constituer entre les communistes et les gaullistes une "troisième force", qui *"doit trouver son expression dans l'Union française en s'opposant tout à la fois aux fanatismes nationalistes* (c'est-à-dire aux revendications des peuples colonisés, qui réclament leur indépendance) *et à l'exploitation colonialiste"*. La troisième force cahotante se constituera sans lui et plongera la France dans la guerre coloniale d'Indochine, avant de la plonger, quatre ans après sa mort en 1950, dans la guerre coloniale d'Algérie. Guy Mollet, après avoir renversé la direction blumiste de Daniel Mayer en 1946, mènera à bien cette politique, qui poussera la SFIO, de plus en plus exsangue, après avoir assumé la direction de la guerre d'Algérie, à se rallier à de Gaulle et à sa Ve République, et débouchera sur sa liquéfaction.

Jean-Jacques Marie

Boris Hessen : *Les Racines sociales et économiques des* Principia *de Newton*

"Un texte hors du commun" (1)

"Le capitalisme britannique était au bord du gouffre"

Le 29 juin 1931, s'ouvre à Londres, au Science Museum, le IIe Congrès international des sciences et des techniques. Une délégation soviétique de huit membres est annoncée. A sa tête se trouve Nicolas Boukharine, ancien membre du bureau politique du Parti bolchevique, et qui, deux ans plus tôt, présidait encore l'Internationale communiste. Sa venue déclenche une violente campagne menée par la presse conservatrice (*Daily Mail, Times,* etc.), qui réclame son expulsion. Christopher Chilvers explique pourquoi en évoquant la situation sociale explosive de la Grande-Bretagne, largement occultée dans la plupart des histoires officielles de ce pays. :

"Le gouvernement travailliste (sur l'ordre des banquiers new-yorkais) réduisait l'aide aux chômeurs, déclenchant l'un des mouvements sociaux les plus violents de son histoire. Les premiers heurts entre les chômeurs et la police du mois de mai redoublèrent d'intensité tout au long de l'été 1931, avec de gigantesques bagarres à Glasgow, Manchester et Londres."

Et ce n'était qu'un début : *"A l'automne de l'année suivante,* poursuit Christopher Chilvers, *il y eut de véritables insurrections à Birkenhead, Liverpool et Belfast (où les ouvriers en grève transformèrent les rues en tranchées pour résister à l'assaut de l'armée)."*

La réduction de la solde des forces armées suscitera une véritable mutinerie dans la flotte britannique. Christopher Chilvers conclut : *"Avec des forces armées peu sûres et une police largement dépassée en nombre par les manifestations de masse des chômeurs, le capitalisme britannique était au bord du gouffre..."*

L'arrivée d'une délégation soviétique conduite par un ancien dirigeant bolchevique (pourtant acquis à la théorie stalinienne du "socialisme dans un seul pays") parut aux cercles britanniques dirigeants comme une grave menace. Et le président du congrès, Charles Singer, fera tout son possible pour limiter au maximum les interventions des délégués soviétiques et leur interdire de conclure leurs rares interventions.

Un jalon pour l'histoire des sciences

Ces derniers réussirent cependant, en mobilisant les forces de l'ambassade so-

(1) Boris Hessen : *Les Racines sociales et économiques des* Principia *de Newton. Une rencontre entre Newton et Marx à Londres en 1931.* Traduction et commentaires de Serge Guérout. Postface de Christopher Chilvers. 232 pages, 2006, Paris, Vuibert, prix non indiqué.

viétique à Londres, à faire traduire leurs contributions en anglais et à les diffuser aux congressistes. L'une d'entre elles, intégralement reproduite et commentée dans ce volume, est entrée dans l'histoire des sciences, celle du physicien et philosophe Boris Hessen.

Selon Christopher Chilvers, *« son article constitue un jalon pour l'histoire des sciences. Tout indique que l'histoire des sciences anglo-saxonne moderne s'est construite et évolua institutionnellement en réaction à l'article de Hessen et à son influence sur la génération de scientifiques justement nommée le "Collège visible" dans les années trente. »*

Cette importance semble avoir échappé aux intellectuels français de tous bords, car, note Guérout, *"hormis quelques spécialistes de l'histoire sociale des sciences et des techniques, force est de constater que l'événement provoqué par l'importante délégation soviétique au IIe Congrès international d'histoire des sciences et des techniques, qui se tient à Londres durant l'été 1931, n'a pas laissé beaucoup de traces en France et dans les pays d'expression française. Les marxistes ou les anciens marxistes semblent peu loquaces sur cet épisode, pourtant décisif, du grand débat sur la science et la technique dans la civilisation industrielle de l'Occident."*

Boris Hessen n'était pas un simple savant de cabinet. Militant bolchevique dès 1917, il fut l'un des dirigeants du soviet d'Elizabethgrad (ville jadis ravagée par les pogromes, dans le sud de l'Ukraine) en 1917, et à ce titre organisa lui-même la nationalisation de la banque fondée et dirigée par son propre père, ce qui lui valut le surnom de "Elisabethgrad narcotine" (commissaire du peuple aux finances d'Elisabethgrad).

Lorsqu'il débarque en Angleterre, il est déjà en disgrâce. L'appareil stalinien lui reproche d'appartenir à l'école du philosophe dialecticien Deborine et de soutenir les conceptions d'Einstein en physique.

L'appareil l'a contraint à une "autocritique" avant de le laisser partir à l'étranger.

Victime de la terreur stalinienne

Il tombera bien entendu victime de la terreur stalinienne. Le policier du parti chargé de surveiller les autres membres de la délégation à Londres, Ernst Kolman, même après son départ en Israël en 1976, refusera toujours d'expliquer le rôle qu'il a joué alors et dans les mois qui suivent, et le contenu du rapport qu'il n'a pas manqué d'écrire. Un autre des membres de la délégation de 1931, Mitkevitch, accusera un peu plus tard Boris Hessen d'avoir des positions "trotskystes". C'est une condamnation à mort garantie. Il est arrêté le 21 août 1936 pendant le premier procès de Moscou, qui condamne à mort les seize accusés (dont Zinoviev et Kamenev). Après quinze séances d'interrogatoires musclés et deux confrontations avec un coaccusé, il refuse de signer quoi que ce soit. Accusé d'appartenir à *"une organisation terroriste contre-révolutionnaire trotskyste-zinoviéviste, qui a préparé le meurtre criminel du camarade S. M. Kirov, et qui, de 1934 à 1936, avec l'aide de la Gestapo fasciste, a également préparé des actions terroristes contre des dirigeants du parti et du gouvernement soviétiques"*, il est traîné devant le tribunal de la Cour suprême, présidé par le sinistre Ulricht, condamné à mort et fusillé sur-le-champ.

Pourquoi les éditeurs ont-ils accompagné la réédition de son texte du sous-titre accrocheur : *"Une rencontre entre Newton et Marx à Londres en 1931"* ? Parce que Hessen étudie la conception de l'univers définie par Newton dans ses *Principia* à partir de la conception définie par Marx dans son avant-propos de la *Critique de l'économie politique* : *"Le mode de production de l'existence matérielle conditionne le processus social, politique et intellectuel de la vie de la société."* Il précise, paraphrasant une nouvelle fois l'avant-propos de la *Critique de l'économie politique* de Marx : *"Newton n'a pas vu et n'a pas résolu le problème de la conservation de l'énergie, mais ce n'est pas par manque de génie. Les grands hommes, quel que soit*

leur génie, ne formulent et ne résolvent dans tous les domaines que les problèmes dont la solution est rendue nécessaire par le développement des forces productives et des rapports de production."

C'est à partir de ce postulat que Hessen examine ce qui constitue le cœur des *Principia* : « *L'idée fondamentale des* Principia, écrit-il, *consiste dans la conception du mouvement des planètes comme résultant de deux forces : la première dirigée vers le Soleil, la seconde étant celle de l'impulsion originelle. Newton abandonnait cette impulsion originelle à Dieu. Cette "division du travail" entre Dieu et la causalité (...) était caractéristique chez les philosophes anglais de l'imbrication des dogmes religieux et des principes matérialistes de la causalité mécanique.* » Pour Newton, dit-il, la matière est inerte, le mouvement ne peut donc venir que d'une force motrice extérieure, en un mot de Dieu. Aussi Newton s'oppose-t-il vivement au matérialisme et à l'athéisme.

Pour Hessen, cette imbrication n'est pas circonstancielle ou purement intellectuelle. Elle découle directement (mais pas mécaniquement) de l'état de la lutte des classes en Angleterre à cette époque. Hessen trace, souligne Serge Guérout, *"un parallèle entre les compromis scientifiques et intellectuels de Newton, représentant typique de la bourgeoisie montante, et le compromis que cette même bourgeoisie passe avec l'aristocratie féodale en 1688"*, lorsque ces deux classes sociales se regroupent derrière la monarchie à demi constitutionnelle de Guillaume d'Orange. L'imbrication évoquée par Hessen exprime ce compromis social et politique sur le plan scientifique. Il l'explicite nettement en soulignant : *"Cette caractérisation idéologique de Newton, qui était un enfant de sa classe, explique pourquoi les germes matérialistes cachés dans les* Principia *ne se développèrent pas chez lui en une structure pleinement formée de matérialisme mécanique analogue à la physique de Descartes, mais se mêlèrent à des croyances idéalistes et théologiques au point de reléguer au second plan, lorsqu'il était question de philosophie, les éléments matérialistes de sa physique."*

Bien que Hessen rejette la vision mécanique, étrangère à Marx, qui réduit les divers domaines de la superstructure à un simple reflet automatique de l'infrastructure économique, sa vision récuse évidemment toute conception d'une évolution des sciences qui serait due à leur dynamique interne, à une simple histoire des idées ayant son — ou leur — autonomie propre.

L'auteur de la présentation, de la traduction et des notes (aussi riches que précises et précieuses), Serge Guérout, qualifie la contribution de Hessen de *"texte hors du commun"*. L'Anglais Joseph Needham affirmait en 1971 : *"Le coup de trompette de Hessen peut conserver une grande valeur pour l'orientation des esprits des jeunes chercheurs vers des analyses fécondes."*

Jean-Jacques Marie

ISSN 1287-25-98
Commission paritaire 0908G78360